

À L'OCCASION DE LA NOUVELLE ANNÉE 2024, LE QUOTIDIEN NATIONAL DK NEWS PRÉSENTE SES MEILLEURS VŒUX A SES LECTEURS ET AU PEUPLE ALGÉRIEN

DÉCÈS DE L'ANCIEN MINISTRE DE LA DÉFENSE
NATIONALE, LE GÉNÉRAL-MAJOR À LA
RETRAITE, LE MOUDJAHID KHALED NEZZAR

**Condoléances du Président
de la République**

P. 24

CNESE

**Le Premier ministre
préside la cérémonie
d'installation de la
nouvelle présidente**

P. 24

PALESTINE

**Ghaza: l'Afrique du Sud
accuse l'entité sioniste
devant la CIJ de se livrer
à des "actes de génocide"**

P. 24

BILAN DE L'ANNÉE 2023 EN ALGÉRIE

L'Afrique au cœur des événements culturels

La culture africaine a pris une place prépondérante dans les différentes manifestations culturelles organisées en Algérie durant l'année 2023, mettant en valeur avec des chercheurs, des intellectuels et des artistes algériens et africains, les constituants historiques, culturels et civilisationnels de ce continent. Tout au long de l'année 2023, la dimension africaine était présente à travers une série de manifestations organisées par le ministère de la Culture et des Arts, ainsi que par d'autres événements coordonnés par des artistes et divers acteurs culturels, avec pour but de mettre en valeur les liens communs au patrimoine africain et les diverses influences civilisationnelles que l'Afrique a pu apporter à l'humanité.

P. 24



RÉUNION DU GOUVERNEMENT

**Examen des mesures
pour la disponibilité
des produits de base
dans les marchés**

P. 6

TINDOUF

**Lancement de la première zone
franche commerciale avant
la fin du premier semestre
de 2024 (Premier ministre)**

P. 5

FORMATION PARAMÉDICALE

**Formation de 600
sages-femmes pour
exercer dans les wilayas
du sud (ministre)**

P. 10

SANTÉ

CANCER
**L'immunothérapie,
c'est quoi
exactement ?**

Pp 12-13

FOOTBALL

CAN-2023 (ALGÉRIE)

**Belmadi
retient
26 joueurs,
retour de Belaïli
et M'bolhi**

P. 22



MÉDIAS

**Tenue
de la réunion
constitutive de
l'Organisation
nationale des
journalistes
algériens**

P. 16

FONCTION
PUBLIQUE

**La journée
du lundi
1^{er} janvier
2024 chômée
et payée**

P. 2

FONCTION PUBLIQUE

La journée du lundi 1^{er} janvier 2024 chômée et payée

La journée du lundi 1^{er} janvier 2024, marquant le début du Nouvel An, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, indique mercredi un communiqué de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

"À l'occasion du Nouvel An et conformément à la loi numéro 63-278 du 26 juillet 1963, modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales, la journée du lundi 1^{er} janvier 2024 est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi que pour les personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise la même source.

Toutefois, les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté, ajoute le communiqué.

45^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU DÉFUNT PRÉSIDENT HOUARI BOUMEDIÈNE
Commémoration à l'USTHB

L'Université des sciences et des technologies "Houari-Boumediène" (USTHB) a commémoré, mercredi, le 45^{ème} anniversaire de la mort de l'homme dont elle porte le nom, en organisant une conférence au cours de laquelle les participants ont évoqué son parcours et son rôle dans l'instauration des fondements de l'Etat algérien indépendant. Dans une allocution à cette occasion, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Badari, a rappelé les principales réalisations du défunt président qui ont permis aux Algériens, a-t-il dit, de "vivre dans un climat d'égalité à travers la consécration du principe du caractère social de l'Etat dans plusieurs décisions telle l'accès gratuit à l'éducation et à la santé".

BATNA

Six morts d'une même famille, asphyxiés au monoxyde de carbone

Six (6) personnes d'une même famille habitant à la commune de Teniet El Abed, (Batna), ont trouvé la mort vendredi-soir suite à une asphyxie au monoxyde de carbone, indique un communiqué de la cellule d'information et de communication de la direction de wilaya de la protection civile.

Les éléments de ce corps constitué sont intervenus vers 18h30 sur le lieu de l'incident, à la localité d'Ouled Azzouz, relevant de la commune de Teniet El Abed pour transporter les cadavres du père (46 ans), la mère (36 ans) et quatre (4) enfants âgés entre 2 et 17 ans, suite à une intoxication au monoxyde de carbone émanant du chauffage, a précisé le même document. Les dépouilles ont été transférées à la morgue de l'établissement hospitalier de la même commune, a fait savoir la même source. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les circonstances exactes du drame.

SAIDAL

Hausse de 35% du chiffre d'affaire en 2023 (P-dg)



Les chiffres d'affaires du groupe pharmaceutique public, Saidal, devrait s'établir autour de 19,5 milliards de dinars (DA) en 2023, contre 14,6 milliards de dinars en 2022, soit une progression de 35%, a indiqué, mercredi à Alger, son P-dg, Ouacim Kouidri, lors d'une réunion de travail, consacrée à la présentation du bilan du groupe pour les exercices 2022 et 2023, ainsi que les perspectives de son développement en 2024. En termes de volumes de production, le groupe a produit pas moins de 130 millions d'unités de vente en 2023, contre près de 107 millions d'unités en 2022, explique son P-dg, ajoutant que le nombre de médicaments produits a atteint 160 produits, "dont 80 qui étaient en rupture". Ce nombre passera à environ 300 produits en 2024, avec pas moins de 30 nouveaux médicaments dédiés aux maladies cardiovasculaires, portant leur nombre à 37 produits fabriqués localement, a-t-il affirmé.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

40 morts et 207 blessés en une semaine



Quarante (40) personnes ont trouvé la mort et 207 autres ont été blessées dans 137 accidents de la route enregistrés cette semaine au niveau des zones relevant du territoire de compétence de la Gendarmerie nationale.

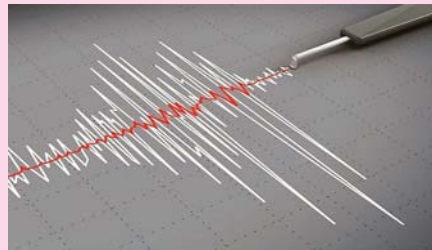
Le chef du bureau de communication au centre d'information et de coordination routière de la Gendarmerie nationale, le commandant Samir Bouchehit a précisé à l'APS que "les unités de la Gendarmerie nationale ont enregistré dans leur territoire de compétence 137 accidents de la route ayant fait 40 morts et 207 blessés". Le bilan fait état "d'une hausse en nombre d'accidents (+2), de décès (+14) et de blessés (+18) par rapport à la semaine précédente".

Le bilan le plus lourd a été enregistré à la wilaya de Msila (8) accidents suivie par Alger, Bouira et Ain Defla (7) accidents chacune.

Selon le commandant Bouchehit, le facteur humain est à l'origine de ces accidents dans plus de 85% d'accidents. L'excès de vitesse était à l'origine de (14) accidents recensés dans cette période, a-t-il fait savoir.

CHLEF

Secousse tellurique de 3,6 degrés (CRAAG)



Une secousse tellurique de magnitude 3,6 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée vendredi à 17h47 dans la wilaya de Chlef, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a été localisé à 3 km au nord-est de Ouled Ben Abdelkader, précise la même source.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Au moins 70 morts à la suite d'inondations dans la province du Sud-Kivu

Au moins 70 personnes sont mortes à la suite d'inondations et de glissements de terrain dans la province du Sud-Kivu, en République démocratique du Congo (RDC), ont rapporté des médias dans un nouveau bilan. Un précédent bilan avait fait état de 40 morts. Dans le village de Kalingi, rattaché à Bukavu, dans la province du Sud-Kivu, les efforts de recherche et de sauvetage se poursuivent suite aux inondations et glissements de terrain causés par les fortes pluies qui se sont abattues ces quatre derniers jours. Selon les mêmes sources, les autorités s'inquiètent d'une probable augmentation du nombre de personnes décédées. Au mois de mai dernier, pas moins de 425 personnes avaient trouvé la mort dans des inondations dues aux fortes pluies dans la même région.

BOLIVIE

Trois morts et 19 blessés après la chute d'un autocar dans un ravin

Au moins trois personnes sont mortes et 19 autres blessées après qu'un autocar a plongé dans un ravin d'environ 100 mètres de profondeur dans le nord de La Paz, capitale de la Bolivie, ont annoncé jeudi les autorités locales. L'autocar, appartenant à la société Flota Yunguena, est tombé jeudi matin sur l'autoroute reliant Caranavi à Alto Beni, a déclaré à la presse le lieutenant Wilfredo Juarez, du département de la circulation de la province de Caranavi. L'équipe de recherche et de sauvetage et des membres de la police rurale et des frontières ont secouru les blessés, qui ont été transportés dans un centre médical à Caranavi. Le département de la circulation de Caranavi enquête sur les causes de l'accident. Bien qu'il n'y ait pas encore de rapport officiel sur l'accident, M. Juarez a souligné que les routes menant au nord de La Paz avaient subi des glissements de terrain et que la visibilité était faible en raison des conditions météorologiques.

CHINE

Plusieurs personnes portées disparues dans un accident de bateau dans l'Est du pays



Deux à quatre personnes sont toujours portées disparues et cinq autres ont été secourues, vendredi, à la suite d'un accident de bateau de pêche dans la province chinoise du Zhejiang (est), ont annoncé les autorités locales. Selon le bureau du port et de la pêche de la ville de Taizhou, l'accident s'est produit dans les eaux proches de l'île de Dongji. Les opérations de recherche et de secours sont toujours en cours.

GRANDE-BRETAGNE

Au moins 14 Eurostar annulés en raison d'une fermeture des voies près de Londres

Au moins 14 trains Eurostar ont été annulés samedi matin en raison d'une fermeture des voies près de Londres, a annoncé la compagnie. En raison d'un problème d'infrastructure sur la ligne à grande vitesse près de Londres, nous sommes contraints d'annuler certains trains au départ ou à destination de Londres", a écrit Eurostar sur son site internet. Selon l'agence britannique PA, les trains ont été annulés à cause de l'inondation d'un tunnel dans le sud de l'Angleterre. Selon PA, ils ont été annulés "jusqu'à la fin de la journée" alors que de fortes pluies sont attendues.

AMI DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Le docteur Michel Martini décède à l'âge de 98 ans

L'ami de la Révolution algérienne, docteur Michel Martini est décédé à l'âge de 98 ans, a-t-on appris, samedi, auprès du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit.

Né le 6 février 1925 à Paris (France), Michel Martini rejoint l'Algérie avec son père en octobre 1946. Il y visite plusieurs villes, dont Alger, Constantine, Biskra, Touggourt et Ouargla, avant de retourner en France pour poursuivre ses études en médecine.

En mai 1954, il revient en Algérie et rejoint l'hôpital de Miliana, puis celui de Chlef en 1955.

Après avoir côtoyé plusieurs militants algériens et français, convaincus de la justesse de la cause algérienne et de ses nobles principes, il rejoint les rangs de la Révolution durant la même année. Très actif et sollicité par ses compagnons, Michel Martini est découvert par les autorités coloniales qui décident de l'arrêter et de le placer en résidence surveillée à Sidi Mahdjoub près de Médéa. Il est emprisonné à Oran du 7 septembre 1956 au 3 août 1957.

A sa sortie de prison, il se réfugie en Tunisie pour poursuivre son parcours militant, où il prend attache avec plusieurs responsables de la santé dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN). Il rencontre également plusieurs dirigeants de la Révolution algérienne, dont Krim Belkacem, Abdelhamid Mehri et Ferhat Abbas. Engagé à soigner les



blessés de l'ALN, docteur Martini veillait également à former les jeunes étudiants et à les préparer à prendre la relève dans le domaine de la Santé, après le recouvrement de la souveraineté nationale de leur patrie.

A l'indépendance, il est de retour en Algérie où il a marqué de son empreinte les hôpitaux ayant connu son passage, le dernier en date le Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Douera. Après sa

retraite il décide d'écrire ses mémoires, contribuant ainsi à l'enrichissement de la bibliothèque historique algérienne.

En cette douloureuse épreuve, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laid Rebiba, a présenté ses condoléances les plus attristées et ses sincères sentiments de compassion, à la famille du défunt et à ses compagnons moudjahidine, ainsi qu'aux amis de la Révolution algérienne.

EDUCATION NATIONALE

Régularisation de la situation des superviseurs de l'Education en fonction de leurs qualifications (ministre)

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed a affirmé, jeudi à Alger, que son secteur œuvrerait, dans le cadre de la révision des statuts des fonctionnaires relevant des corps spécifiques au secteur de l'Education nationale, à régulariser la situation des bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et à l'insertion sociale (DAIS), parmi les titulaires de diplômes, intégrés dans le grade de "superviseur de l'éducation".

Répondant aux questions des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, M. Belaabed a précisé

que son secteur œuvrerait, dans le cadre de la révision des statuts des fonctionnaires relevant des corps spécifiques au secteur de l'Education nationale, à régulariser la situation des bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et à l'insertion sociale (DAIS), parmi les titulaires de diplômes universitaires, intégrés au poste de superviseur de l'éducation, qu'il s'agisse de dénomination des grades, de classement ou de définition des missions qui leur sont confiées, outre la création d'une carrière professionnelles qui leur soit adaptée.

Le taux d'intégration de cette catégorie "a atteint 99% à ce jour", a-t-il ajouté appe-

lant à accélérer l'intégration de la catégorie restante avant la fin de l'année, car la situation de tous ces fonctionnaires sera régularisée après l'adoption des statuts, a-t-il ajouté.

Le ministre a souligné que son département ministériel avait travaillé auparavant sur "la prise d'une série de mesures efficaces pour traiter le dossier et suivre l'opération quotidienne", dans le cadre d'une approche qui prévoit l'intégration en fonction des besoins identifiés sur le terrain", mettant en avant la volonté du ministère "de trouver des solutions à cette problématique notamment en ce qui concerne l'incompatibilité des qualifications et des diplômes de plusieurs

affiliés à ces deux dispositifs avec les conditions exigées pour occuper les postes proposés".

Ainsi, la Direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative a souligné dans sa correspondance parvenue au ministère qu'à défaut d'intégrer les concernés suivant leurs qualifications scientifiques, ces derniers peuvent être intégrés "à titre exceptionnel" dans des grades ou des postes inférieurs à leurs diplômes scientifiques, à condition de leur accord explicite, d'autant plus que "cette intégration s'effectue sans aucune pression", d'autant que l'Etat "veille toujours à travers cette mesure à leur assurer des postes permanents et stables".

TRANSPORTS

Les projets de tramways programmés selon leur utilité dans les plans de transport (ministre)

Le ministre des Transports, Mohamed El-Habib Zahana, a affirmé jeudi à Alger que les projets de tramways étaient programmés dans les différentes wilaya en fonction de leur utilité dans les plans de transport.

Le ministre qui intervenait lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, présidée par le vice-président de l'Assemblée, Messaoud Gasri, en présence de membres du Gouvernement, M. Zahana a précisé que les modes de transport, dont le tramway, dans les wilayas de Blida, Batna, et Skikda seront examinés à travers des plans de transports dédiés à chaque wilaya, et ce dès 2024.

En réponse à une question du député Slimane Smaïli (Front El Moustakbal) sur les délais de réalisation du projet de tramway dans la wilaya de Batna, le ministre a assuré que la non réalisation du projet était due à son gel en 2015, ajoutant que son ministère était en passe de réexaminer la faisabilité de ce

projet avec toutes les parties concernées, pour sa prise en charge en fonction des moyens matériels disponibles au niveau de son secteur.

Le ministre a également assuré, en réponse aux questions du député Rachid Mahtour (MSP) concernant le projet de tramway dans la wilaya de Skikda, que la date de l'examen du plan de transport pour ladite wilaya avait été fixée pour 2024, ajoutant que ce mode de transport serait inclus dans l'étude devant attester de la faisabilité de ce projet dans la wilaya en question.

Répondant à une question du député Yakoub El Fertass (FLN) concernant le projet de tramway dans la wilaya de Blida et la nouvelle ville de Bouinan, le ministre a annoncé la programmation de l'étude du plan de transport pour la ville de Blida en 2024.

M. Zahana a estimé, dans ce sens, que "la résolution du problème de transport ne repose pas uniquement sur le modèle du tramway, car c'est le plan de transport qui permettra de choisir un

mode de transport au lieu d'un autre". Par ailleurs, et répondant à une question du député Kamel El Frichi (Indépendants) concernant les délais de programmation d'une gare routière inter-wilayas au niveau de la wilaya de Boumerdes, le ministre a fait savoir que la gare routière avait été programmée en 2008 avec une autorisation de programme de 990 millions DA à l'époque.

Selon le ministre, les études ont montré que les coûts de réalisation du projet près de la gare ferroviaire de la ville de Boumerdes dépassaient l'autorisation du programme, où le projet a ensuite été transféré à la commune de Corso, où un terrain de 5 hectares avait été choisi, mais les études ont abouti à l'infirmité du projet.

Pour pallier cette situation, la gare de transport urbain de la ville de Boumerdes, répondant aux normes modernes d'accueil des voyageurs, est entrée en service en novembre dernier en tant que solution temporaire, a poursuivi M. Zahana.

ARTISANAT

Le secteur du tourisme poursuivra l'accompagnement et le soutien des artisans (ministre)



Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche a affirmé, jeudi à Alger, que son secteur poursuivra l'accompagnement et le soutien des artisans à l'effet d'améliorer les produits de l'artisanat pour préserver ce patrimoine authentique.

Président la cérémonie de distribution du Prix national de l'artisanat et des métiers dans sa 19e édition, le ministre a insisté sur l'importance de la préservation du patrimoine traditionnel authentique, de l'encouragement des artisans à l'innovation et à la créativité, et de la promotion de la qualité du produit algérien dans ce domaine.

Il a rappelé, à cette occasion, les réalisations enregistrées au cours de cette année en matière de promotion du produit traditionnel authentique à travers l'organisation de plusieurs activités et workshops dans le domaine de la création des micro-entreprises et des startups au profit des artisans, ainsi que du Salon international de l'artisanat et plusieurs expositions régionales en sus de la participation aux salons internationaux de l'artisanat. Il sera procédé, par la même occasion, à la distinction de plusieurs œuvres artisanales, tous domaines confondus, dont la céramique, le verre, le cuivre et le bois en sus de la fabrication des tapis traditionnels et de la broderie.

Ces chefs-d'œuvre seront exposés au niveau des hôtels et de l'exposition de l'Agence nationale de l'Artisanat et de métiers (ANART).

JEUNESSE

Clôture du Salon national de l'investissement vert: trois projets innovants distingués

Le Salon national de l'investissement vert, organisé par l'association "Rencontre des jeunes d'Algérie" a fermé ses portes, jeudi à Alger, avec la distinction de trois projets innovants dans le domaine de l'économie circulaire.

Les membres du jury ont choisi trois projets présentés par des jeunes participants, issus de 30 wilayas, dans les domaines du recyclage du bois et du papier, de l'utilisation des aliments pour animaux de la sericulture, ainsi qu'un projet axé sur le recyclage des déchets végétaux et alimentaires.

A cet égard, le président de "Rencontre des jeunes d'Algérie", Abdelmalek Belouar, a affirmé que les trois projets primés parmi 90 projets innovants "bénéficieront d'un accompagnement et d'un soutien en vue de les concrétiser sur le terrain", saluant par la même occasion "le soutien et l'intérêt que l'Etat accorde à la jeunesse afin de l'intégrer dans la vie publique et de contribuer au développement économique".

De son côté, le président du Haut conseil de la langue arabe (HCLA), Salah Belaid a salué cette initiative qui concrétise, selon lui, "la stratégie tracée par l'Etat pour encourager les jeunes et les accompagner dans la concrétisation de leurs projets et idées".

Pour leur part, des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont mis en avant "les réformes entreprises par l'Etat et qui ont permis l'accès de la jeunesse, notamment aux assemblées élues, en tant que force sur laquelle on peut compter pour réaliser la renaissance économique".

A ce occasion, une convention a été signée visant à accompagner les projets présentés dans le domaine du recyclage et de l'économie circulaire.

APS

FINANCES

Numérisation : Faïd préside une réunion de coordination

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présidé une réunion périodique de coordination, visant à examiner l'état d'avancement de la numérisation des services du ministère, avec un accent particulier sur les secteurs des impôts, des domaines et de la douane, lors de laquelle, il a notamment souligné l'importance de construire un système d'information intégré.

"Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations de Monsieur le Président de la République prodiguées lors de la réunion du Conseil des ministres du 24 décembre 2023, le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présidé, jeudi 28 décembre 2023, au niveau de son département ministériel, une réunion périodique de coordination, visant à examiner l'état d'avancement de la numérisation des services du ministère, avec un accent particulier sur les secteurs des impôts, des domaines et de la douane", a précisé un communiqué du ministère.

Cette rencontre "stratégique" de haut niveau a réuni les chefs

de différents départements et structures du ministère, souligne-t-on. A cette occasion M. Faïd a souligné "l'importance cruciale de construire un système d'information intégré pour le ministère des Finances, en consultation avec les parties prenantes, permettant ainsi une interconnexion harmonieuse des différents services et une généralisation de la numérisation à tous les secteurs gouvernementaux".

Cela vise à "favoriser l'interopérabilité des systèmes d'information de chaque structure, facilitant ainsi la mise en œuvre de la numérisation dans tous les domaines, notamment les im-

pôts, les domaines et la douane. Cette approche holistique vise à améliorer l'efficacité opérationnelle globale", explique le document.

Lors de cette réunion, chaque représentant de structure a exposé l'état d'avancement du dossier de la numérisation de son secteur, détaillant les progrès réalisés et les défis rencontrés jusqu'à présent. Par ailleurs, le ministre a "exhorté toutes les structures présentes à maintenir et à renforcer la dynamique enclenchée en fixant des échéances précises pour la réalisation des actions programmées".

Il a, également, insisté sur "l'importance d'assurer une



transition efficace vers des services gouvernementaux numériques interconnectés et accessibles", a fait savoir le ministre. Il a aussi déclaré "nous visons à offrir aux citoyens et aux entreprises des solutions numériques innovantes qui simplifient leurs interactions avec les services fiscaux, domaniaux et douaniers".

De plus, cette réunion a permis de passer en revue les avan-

cées liées à la mise en œuvre des contrats de performances par objectifs (CPO). A ce sujet, M. Faïd a exhorté l'ensemble des structures à mettre en œuvre ces contrats de performance dès janvier 2024. "Cette démarche permettra d'assurer une mise en place rapide et efficace des actions et des objectifs fixés, en garantissant un suivi rigoureux des indicateurs de performance", conclut le communiqué.

EDUCATION NATIONALE

Vers la création d'une école d'enseignement à distance au profit des membres de la communauté nationale à l'étranger (ministre)

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaïd a annoncé, jeudi à Alger, la mise en place "prochaine" d'une Ecole nationale d'enseignement à distance au profit des membres de la communauté nationale établie à l'étranger, dans le but de préserver leur attachement à la culture et aux composantes de leur mère-patrie. Le ministre qui répondait aux questions des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors d'une séance plénière présidée par le vice-président de l'assemblée, Messaoud Guesri, consacrée aux questions orales, a indiqué que la communauté nationale établie à l'étranger "est au cœur des préoccupations de l'Etat algérien, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et ce dans le but de préserver son attachement à la culture et aux composantes de leur mère-patrie, et compte tenu de son rôle positif dans l'édification du pays, la préservation de son unité et la contribution à la cohésion sociale".

Partant de cette vision, "il a été procédé à l'installation d'un groupe de travail interministériel regroupant des cadres et des représentants de départements ministériels des secteurs de l'Education nationale, des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, des Moudjahidines et des Ayants-droit, des Affaires religieuses et des Wakfs, de la Culture et des Arts, de la Poste et des Télécommunications, et de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises", a-t-il ajouté.

Le travail de ce groupe a été sanctionné par l'élaboration d'une approche à même de mettre à exécution ce projet, en proposant de le confier à l'Office national d'enseignement et de formation à distance, établissement sous tutelle du ministère de l'Education nationale ayant déjà mené une expérience similaire en coordination avec le ministère des Affaires étrangères, au profit de l'ex-Secrétariat d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger, en dispensant des cours de langues arabe et amazighe et des cours d'histoire via la ligne électronique dédiée à la communauté nationale dans divers pays européens.

Dans le même sillage, le ministre de l'Education a affirmé que le projet en question "est prioritaire tant pour le secteur de l'Education que pour les autres secteurs partenaires", ajoutant que "l'opération se poursuit en vue d'atteindre cet objectif stratégique et ambitieux". Le ministre a rappelé, également, la panoplie de mesures prises par l'Algérie à l'effet de concrétiser cette démarche dont l'enseignement de la langue et de la culture, suite à la signature en 1981 d'un accord de coopération entre les gouvernements algériens et français en matière d'enseignement des élèves algériens en France. En vertu de cet accord, il a été procédé à la création d'un service pour l'enseignement de la langue et de la culture aux enfants de la communauté nationale établie à l'étranger, a-t-il expliqué.

Ce service, poursuit M. Belaïd, a "assuré l'encadrement pédagogique et administratif de l'enseignement des élèves algériens scolarisés dans des établissements français, à raison de neuf (9) heures par semaine". Un budget annuel a été consacré à ce service pour en assurer le bon fonctionnement, avant qu'il ne soit remplacé par "le système d'enseignement international des langues étrangères", portant enseignement de la langue arabe au niveau des établissements scolaires français tout en incluant au système éducatif français.

Evokant "l'Ecole internationale" en France qui était créée en réponse aux revendications de la communauté nationale, le ministre a rappelé qu'en 2001, l'Etat avait décidé de sa mise en place pour refléter "la politique éducative algérienne à l'étranger, en tant que canal officiel de consécration de l'identité nationale", rappelant qu'elle avait été chargée de "dispenser des cours en arabe, selon les programmes algériens adoptés dans les trois cycles".

COMMERCE

Marchés de gros : Zitouni demande la réalisation d'une étude en vue de moderniser la gestion de la société "Magros"

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a donné, jeudi, des instructions aux cadres de la société de réalisation et gestion des marchés de gros "Magros", à l'effet de réaliser des études dans le but de moderniser la gestion de la société et de ses marchés régionaux, avec pour objectif le développement du réseau de distribution en réponse aux besoins du marché et des citoyens, tout en améliorant sa performance économique et en diversifiant son activité,

a indiqué un communiqué du ministère. Ces orientations ont été données, lors d'une séance de travail que le ministre a tenue avec les cadres de la société "Magros", en présence des cadres centraux du ministère, dans le cadre d'une visite de travail qu'il a effectuée à la société, précise la même source.

Après avoir écouté un exposé sur la stratégie de la société au cours des années à venir, M. Zitouni a appelé à "réaliser des études qui visent à moderniser la gestion de la société et ses marchés

régionaux, en vue de développer le réseau de distribution et répondre aux besoins du marché et des citoyens d'une part, et améliorer la performance économique de la société et diversifier son activité d'autre part", lit-on dans le communiqué du ministère. A ce titre, le ministre a mis en avant "l'importance de consolider la compétence et l'efficacité du travail des marchés, à travers l'ouverture de nouveaux espaces dédiés aux produits alimentaires et la mise en place des coopérations lucra-

tives avec les grandes surfaces commerciales ou étrangères".

Pour le ministre, la société "Magros" peut également "jouer un grand rôle dans la régulation du marché national des fruits et légumes et la protection des agriculteurs, tout en les encourageant à produire plus, à travers l'achat de leurs produits directement et leur revente sur les marchés régionaux de gros, ce qui contribue", selon le communiqué, "à mettre un terme aux intermédiaires".

DOUANES

Les services douaniers mobilisés pour faciliter l'exportation des dattes

Le Directeur général des Douanes, le général major Abdelhafid Bakhoucha a affirmé, mercredi à Alger, la disponibilité et la mobilisation de l'ensemble des services douaniers en vue d'assurer un accompagnement aux opérateurs économiques, notamment les exportateurs de dattes algériennes. Intervenant lors d'une journée d'information organisée par la Direction générale des Douanes au profit des exportateurs des dattes, avec la participation de cadres des Douanes et de représentants d'instances et d'organisations actives dans la promotion du commerce extérieur, le général major Bakhoucha a indiqué que ses services s'employaient à "poursuivre l'accompagnement des entreprises économiques en leur accordant des facilitations douanières, notamment en termes d'exportation de dattes et d'accès aux marchés internationaux, en tant que source supplémentaire de devises et de diversification des exportations". Pour ce faire, le DG a préconisé "l'ouverture de canaux directs et permanents de communication, d'orientation des exportateurs et d'écoute de leurs préoccupations".

M. Bakhoucha a insisté, dans ce sillage, sur l'impératif d'"informer les exportateurs des facilitations douanières accordées et des derniers développements en termes de réglementation en vigueur". Cette activité s'inscrit dans le cadre des

journées thématiques dédiées aux opérateurs économiques en fonction de leur secteur d'activité en vue de les informer des différentes mesures de facilitation douanière en matière d'exportation et d'importation. Dans le même sillage, M. Bakhoucha a mis l'accent sur "l'importance de ces rencontres qui servent à se rapprocher des opérateurs économiques et pallier les difficultés entravant le bon déroulement des transactions commerciales dans le domaine de l'exportation du produit national".

Pour sa part, le Directeur de la législation, de la réglementation et des systèmes douaniers à la DGD, Adel Habsa a fait un exposé sur les facilitations douanières accordées aux exportateurs en application du plan de relance économique en leur assurant un accompagnement en vue de créer de la valeur ajoutée et renforcer les recettes en devises durant le processus d'exportation.

Le responsable a rappelé l'installation des cellules d'écoute, d'orientation et d'accompagnement des exportateurs au niveau des services externes des douanes, en sus de l'ouverture de guichets logistiques uniques pour se rapprocher davantage d'eux.

Lors de l'accomplissement des procédures douanières, les services des Douanes permettent aux exportateurs d'entamer les procédures de Déclaration douanière d'exportation sans présentation préalable de

la marchandise. Ils offrent également la possibilité de déposer les marchandises destinées à l'exportation aux zones de dépôt et aux dépôts temporaires sous contrôle douanier.

En outre, les exportateurs peuvent enregistrer les déclarations douanières temporaires au moment de l'exportation, dans le cas où leurs dossiers sont incomplets, et peuvent utiliser des carnets d'admission temporaire des marchandises dans le cadre des conventions internationales au moment de l'exportation, et en cas de litige, il est possible de reporter leur traitement pour après l'exportation.

Pour faciliter l'opération d'exportation, un circuit vert a été mis en place pour certains produits périssables, en plus de l'utilisation de scanners pour le contrôle des marchandises à la place du contrôle physique, comme il est possible d'organiser des opérations de contrôle douanier des marchandises dans les locaux de l'exportateur. Les services des douanes ont mis en service un nouveau système informatique "répondant aux normes internationales et aux meilleures pratiques en matière de traitement douanier des marchandises et des voyageurs", dont l'utilisation est en passe d'être généralisée à travers tous les bureaux des Douanes, selon les explications fournies lors de cette rencontre.

TINDOUF

Lancement de la première zone franche commerciale avant la fin du premier semestre de 2024 (Premier ministre)

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a annoncé, jeudi à Tindouf, le lancement de la première zone franche commerciale dans cette wilaya avant la fin du premier semestre de 2024.

Dans une allocution prononcée lors sa visite de travail dans la wilaya de Tindouf, en compagnie d'une délégation ministérielle, M. Larbaoui a souligné que "la dynamique économique que connaît la région sera renforcée grâce aux projets en cours pour le développement des infrastructures, notamment après l'ouverture du poste frontalier algéro-mauritanien et le projet d'établissement de la première zone franche commerciale dans la wilaya avant la fin du premier semestre de



2024, laquelle ouvrira des perspectives de développement". Le Premier ministre effectue une visite de travail

dans la wilaya de Tindouf, consacrée au programme complémentaire décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur de cette wilaya pour une enveloppe financière globale de 29,5 milliards de dinars, lequel s'ajoute au programme en cours de réalisation. Lors de cette visite, le Premier ministre inspectera les travaux de la ligne ferroviaire devant relier la ville de Tindouf à celle de Béchar jusqu'à la mine de Gara Djebilet.

SOUK AHRAS

Arkab reçoit des membres du Parlement représentant la wilaya

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, mercredi, des membres des deux chambres du Parlement, représentant la wilaya de Souk Ahras, avec lesquels il a abordé les préoccupations relatives au raccordement à l'électricité et au gaz au niveau de cette wilaya, ainsi qu'à l'aspect de l'investissement dans les mines, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre s'inscrit dans "le cadre de l'écoute et de la prise en charge de certaines questions et préoccupations soulevées par les députés concernant le raccordement énergétique (électricité et gaz) des régions non-raccordées, au raccordement des mechtas et des logements ruraux et isolés, le raccordement des exploitations, des zones agricoles et des zones industrielles, à l'instar de la zone industrielle de

M'daourouch, précise le communiqué.

La rencontre s'est déroulée avec MM. Latifi Ahmed Saleh, Bendjaballah Mohamed Fouzi, Achouri Fouzi, Bouaita Kamel et Zairi Hassan, en présence de cadres du ministère.

L'occasion était "d'évoquer le dossier d'approvisionnement des zones enclavées en citernes de gaz propane et la possibilité d'ouvrir des agences commerciales de Sonelgaz dans la wilaya en les dotant des équipes techniques de maintenance et d'intervention".

Par ailleurs, la recherche minière et les projets d'investissements en la matière dans cette wilaya étaient au centre des préoccupations des députés, ajoute la source.

Au terme de la rencontre, M. Arkab a apporté des éclaircissements sur l'ensemble des préoccupations des députés,

affirmant que toutes les propositions seront prises en compte, examinées et traitées et que les mesures nécessaires seront prises pour y répondre.

Le ministre a également fait part de la volonté du secteur et de ses établissements de mettre en œuvre et de parachever les programmes de raccordement énergétique dans la wilaya, notamment le raccordement à l'énergie électrique.

S'agissant du secteur minier, il a assuré que "le travail est en cours pour collecter des informations et des données de base de haute qualité relatives à la cartographie géologique et à l'inventaire des minerais aux investisseurs en vue d'encourager et inciter à la recherche minière (exploration et prospection) sur l'ensemble du territoire national", a conclu le communiqué.

TAMANRASSET

Plus de 1.900 abonnés bénéficient du réseau fibre optique (AT)

Plus de 1.900 abonnés bénéficient des prestations du réseau fibre optique dans la ville de Tamanrasset, a-t-on appris vendredi auprès des responsables de la direction opérationnelle d'Algérie télécom.

L'opération de raccordement des différents quartiers du chef lieu de wilaya au réseau de fibre optique a été lancée au cours de l'année 2020, dans l'objectif d'assurer une amélioration du haut débit d'Internet, a expliqué la responsable de la communication à AT, Charfawi Soumaya. Quatre (4) structures de base technique ont été réalisées pour renforcer le raccordement au réseau de fibre optique, réparties à travers les différents quartiers, selon la même source. Dans le même contexte, la polyclinique du quartier Ser-souf, et le service d'hémodialyse du quartier Adrian, ont bénéficié du réseau de fibre optique pour assurer une meilleure prise en charge des soins et l'échange d'informations entre médecins, notamment pour les besoins du diagnostic, a-t-elle ajouté. Un nombre de 16 700 clients bénéficient également du service de la 4G LTE à travers la wilaya de Tamanrasset, y compris des zones éparses à l'instar du village de Salbourak (80 km du chef lieu de wilaya) et Taghmout (30 km au nord de Tamanrasset), ce qui contribue au désenclavement et à faciliter la communication entre les populations de ces zones reculées. Des espaces commerciaux de l'entreprise Algérie Télécom ont été ouverts dans les communes de Tazrouk, In Amguel et Abalea au profit des habitants de ces collectivités et ceux des différents villages reculés, a-t-elle fait savoir.

ORAN

Inauguration du Salon de l'automobile et de la moto avec l'exposition de 32 modèles de véhicules

Le Salon de l'automobile et de la moto a été inauguré, jeudi, au Centre des conventions d'Oran "Mohamed Benahmed", avec la participation de trois concessionnaires automobiles et trois autres de la moto, au milieu d'une grande affluence de citoyens. Le nombre total des véhicules et motos exposés par les six concessionnaires a atteint pas moins de 32 modèles, entre véhicules touristiques et utilitaires asiatiques et européens, outre la participation de représentants de trois banques publiques et privées, dans le cadre du financement pour l'acquisition de véhicules.

Le représentant de l'organisateur du Salon, Larbi Belarbi, a indiqué dans une déclaration à l'APS, que le but de l'organisation de ce salon, qui revient dans la capitale de l'Ouest après cinq années d'absence, est "d'éradiquer la spéculation par une offre de véhicules à des prix acceptables". Il a, par ailleurs, ajouté que le salon est une opportunité pour les citoyens de déposer leurs demandes, afin de recevoir les véhicules dans les délais fixés dans le cahier des charges, signé par les concessionnaires, en l'occurrence dans un délai maximum de 45 jours.

Dans le même sillage, il a souligné que certaines marques exposées s'engagent à livrer les véhicules demandés immédiatement après que les demandeurs aient payé leurs sommes, faisant observer qu'aucune offre promotionnelle n'a été adoptée à l'occasion, car les mêmes prix proposés par les concessionnaires sont pratiqués au niveau de leurs showrooms. Les citoyens, qui ont visité le salon dès les premières heures, ont exprimé leur satisfaction de l'arrivée des véhicules qu'ils avaient promis les concessionnaires.

Certains visiteurs espéraient également que d'autres marques entreraient sur le marché national, au cours de la nouvelle année 2024, pour permettre aux citoyens d'acquiescer des voitures, selon leurs envies et leurs capacités financières.

A noter que le salon, dont la cérémonie d'ouverture a été présidée par les autorités locales, s'étalera sur dix jours entiers et sera clôturé le 6 janvier prochain, selon la même source.

GHARDAÏA

Campagne de vaccination du cheptel bovin contre la fièvre aphteuse

Une campagne de vaccination du cheptel bovin contre la fièvre aphteuse a été lancée dans la wilaya de Gharadaïa, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya.

Elle touchera l'ensemble du cheptel bovin de la wilaya, notamment les vaches laitières, les taureaux géniteurs et les génisses, estimé à plus de 4.000 têtes afin de renforcer et de consolider l'immunité du patrimoine animalier de la wilaya, a indiqué l'inspecteur vétérinaire de la wilaya, Tarek Rezoug.

Gratuite, la vaccination sera réalisée exclusivement

par les 22 docteurs vétérinaires fonctionnaires de la DSA, réquisitionnés pour cette opération, a-t-il expliqué, signalant que pas moins de 4.000 doses de vaccin anti fièvre aphteuse ont été fournies par le laboratoire vétérinaire régional de Laghouat.

La situation sanitaire du cheptel est "satisfaisante", a rassuré M. Rezoug, faisant observer qu'un dispositif de veille sanitaire et d'alerte des épidémies, notamment la fièvre aphteuse, est en vigueur dans les communes de la wilaya, suite à l'apparition de cas suspects dans des wilayas du pays.

Ce dispositif de veille auquel sont associés l'ensemble des acteurs intervenants dans la lutte contre les zoonoses en particulier les services de l'agriculture et vétérinaires, a été renforcé par la participation des agriculteurs, éleveurs et les membres de la société civile, a précisé le même responsable.

Des prospections quasi quotidiennes sont organisées par les services vétérinaires à travers les étables et écuries des éleveurs pour déceler les indices de cette maladie extrêmement contagieuse.

Un arrêté du wali visant à protéger le cheptel de la wilaya a été promulgué et porte sur une restriction des déplacements des animaux, l'interdiction des lieux de rassemblement des animaux sensibles à la maladie (bovins, ovins et caprins) tels les marchés à bestiaux, le veille au respect de la réglementation sanitaire et les règles d'hygiène dans les exploitations agricoles, les étables et écuries, a indiqué l'inspecteur vétérinaire de la wilaya, assurant qu'aucun cas de fièvre aphteuse n'a été décelé à ce jour dans la wilaya de Gharadaïa.

CHLEF

14.000 doses de vaccins pour lutter contre la fièvre aphteuse (direction)

La Direction des services agricoles de Chlef a réservé un lot de 14.000 doses de vaccins pour protéger le cheptel bovin de la wilaya contre la fièvre aphteuse, a-t-on appris vendredi auprès de cette structure.

Dans le cadre de la protection du cheptel et afin d'éviter la propagation des maladies et des épidémies, la wilaya de Chlef a réservé un lot de 14.000 doses de vaccins, qui s'ajoutent à un stock de 2.500 doses, pour protéger le cheptel bovin de la wilaya contre la fièvre aphteuse, a déclaré à l'APS le Directeur des services agricoles, Mehdi Kouadria. La campagne de vaccination du bétail lancée cette semaine a permis de vacciner à ce jour 2.000 têtes bovines à travers l'ensemble des communes de la wilaya, et ce, grâce à la mobilisation des vétérinaires privés et

ceux relevant de la Direction, a-t-il fait savoir, rappelant les mesures préventives prises, dont la fermeture temporaire des marchés hebdomadaires et l'interdiction du transport du cheptel susceptible d'être touché par cette maladie.

La Direction des services agricoles a appelé les éleveurs à coopérer avec les équipes vétérinaires, à signaler tout cas suspect de cette maladie, à éviter les déplacements vers les wilayas voisines et à respecter les

mesures de prévention et l'interdiction du transport des animaux. Pour rappel, la wilaya de Chlef compte un cheptel de 30.000 têtes bovines et de près de 260.000 têtes ovines et caprines, selon la même source.

APS

CONTRÔLE TECHNIQUE AUTOMOBILE Les véhicules immatriculés en 2022 concernés à partir de janvier 2024



Les propriétaires de véhicules particuliers immatriculés en 2022 sont tenus de les présenter au contrôle technique périodique à compter du 2 janvier prochain, au niveau des agences de contrôle agréées par le ministère des Transports, réparties sur l'ensemble du territoire national, a indiqué un communiqué de l'Etablissement national de contrôle technique automobile (ENACTA). L'ENACTA informe l'ensemble des propriétaires de véhicules particuliers immatriculés en 2022 et mis en circulation depuis deux (2) ans qu'ils sont tenus de présenter leurs véhicules au contrôle technique périodique auprès des agences de contrôle agréées par le ministère des Transports, réparties sur l'ensemble du territoire national, à compter du 2 janvier 2024", précise le communiqué.

La même source a ajouté que le contrôle technique périodique doit être effectué selon la date d'immatriculation de ces véhicules portés sur leur carte grise.

A titre d'exemple, "le véhicule dont la carte grise a été délivrée le 2 janvier 2022 est concerné par le contrôle technique périodique avant le 2 janvier 2024, et celle délivrée le 1er février 2022 doit être présentée au contrôle technique avant le 1er février 2024", explique l'ENACTA. A ce propos, les propriétaires de véhicules concernés sont tenus de respecter "la procédure de présenter leurs véhicules au niveau des agences de contrôle technique automobile agréées dans les délais impartis", ajoute la même source.

2023 À JIJEL

Année de la floraison du tissu industriel et des exportations

La wilaya de Jijel a connu, en 2023, un décollage économique que plusieurs indicateurs confirment, à l'image de la relance et l'entrée en service de plusieurs unités de production, l'accroissement du volume des exportations de produits sidérurgiques par l'entreprise Algerian Qatari Steel (150% de plus par rapport à 2022) et l'augmentation de 7% des échanges commerciaux via le port de Jjen Djen.

Il convient de noter, à ce titre, la relance des travaux de réalisation du complexe Koutama Agrifood de trituration des graines oléagineuses et de production des huiles et du tourteau, devant être opérationnelle au 1er semestre 2024, ou encore l'entrée en service de l'usine Jumagro de Taher, fruit d'un partenariat entre le groupe Agrodif et le holding public Madar, spécialisée dans la transformation des fruits et légumes et la production d'huile d'olive vierge.

Le complexe Koutama Agrifood, situé dans le port de Jjen Djen, dans la commune de Taher, est aujourd'hui, après l'accomplissement des procédures de transfert de la propriété à l'Etat algérien, en 2021, l'un des projets les plus importants auxquels les hautes autorités du pays attachent une grande importance.

L'unité comprend, a précisé son Directeur général, Abdelali Ferhani, une installation de trituration des graines oléagineuses et d'extraction des huiles végétales brutes, d'une unité de stockage des matières premières (soja) et d'une unité de stockage du produit fini avant la commercialisation des huiles végétales.

M. Ferhani a ajouté, dans une déclaration à l'APS, que le complexe, achevé à 80%, "avance d'un pas sûr" pour entrer en service aussitôt après des essais techniques prévus au cours du 1er semestre 2024.

Le même responsable a souligné que le complexe devrait couvrir 20% des besoins du marché national en huile de table, dès son entrée en service, 70 à 80% des besoins en aliments de bétail, grâce à la production de tourteau, avant de passer, dans un second temps, à

l'exportation avec tout ce que cela implique économiquement en matière de ressources en devises pour le pays.

Détaillant ses propos, il a indiqué que la capacité de production du complexe consiste dans la trituration de 5.000 tonnes d'oléagineux par jour, la production de 1.000 tonnes/jour d'huile brute, la production de 4.000 tonnes/jour d'aliments de bétail avec, à la clé, 500 emplois permanents et 1.500 autres temporaires, permettant à la wilaya de Jijel de s'imposer en tant que "noyau" pour les industries alimentaires et de transformation.

L'année 2023 a aussi été marquée, dans cette wilaya, par la relance et l'entrée en service de l'établissement public économique Jumagro, situé dans la commune de Taher, fruit d'un partenariat entre le complexe Agrodif (60%) et Madar Holding Company (40%), et spécialisée dans la transformation des fruits et légumes, et dans la production d'huile d'olive vierge (activité actuellement testée à la faveur de la livraison par l'entreprise Agral d'un premier lot de 60 tonnes d'olives), pour une capacité de 500 bouteilles/jour.

Le président-directeur général de l'entreprise, Mebarek Ouali, a expliqué que la "resuscitation" de cette entreprise a été rendue possible par la relance de l'activité des unités à l'arrêt.

Lors d'une récente visite de cette unité, le ministre de l'Industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun, avait considéré so, activité comme une "priorité du secteur" au regard de l'autosuffisance qu'elle permet et de la création d'emplois stables.

Il a souligné, dans une déclaration à l'APS, qu'il est également attendu l'entrée en service, dès le 1er trimestre de 2024, du reste des lignes de production pour, notamment, la transformation de fruits (jus, confitures), la congélation et le conditionnement de fruits et légumes, faisant observer que l'entrée en activité de la ligne de production d'huile d'olive vierge a permis, à elle seule, la création de 70 postes de travail directs et 200 emplois indirects. Des chiffres qui devraient passer,

dès l'entrée en production de toutes les lignes de l'usine, à 250 postes permanents et 600 autres temporaires.

Algerian Qatari Steel, une entreprise de standing mondial

L'entreprise Algerian Qatari Steel (AQS), sise à Bellara, est l'un des "nerfs" économiques les plus importants de la wilaya de Jijel, en particulier, et de l'Algérie, en général.

Les résultats probants qu'elle obtient et son "incursion", grâce à ses efforts à l'export, dans des marchés internationaux qui furent, il n'y a pas si longtemps, la "chasse gardée" de certains consortiums mondiaux hégémoniques, font de cette entreprise un authentique fleuron économique.

La liste, en vrac, des pays où l'on peut trouver du fer à béton et autres produits sidérurgiques labellisés "made in Algeria" est, à cet égard, édifiante : Belgique, Etats-Unis d'Amérique, Turquie, Roumanie, Chine, Italie, Qatar, Mauritanie, Lituanie, Albanie, Grèce, Portugal, Liban, Royaume-Uni, Danemark, Pays-Bas, Suède, Lettonie, Norvège, Allemagne, Estonie, Sénégal, Burkina Faso, Irak, Congo, Syrie, Tunisie et Libye.

Selon le Directeur général adjoint d'AQS, Sofiane Chaïb Setti, l'entreprise algéro-qatarie a pu exporter, cette année, 700.000 tonnes entre fer à béton et bobines d'acier pour une valeur de 400 millions de dollars, vers différents marchés internationaux, soit une augmentation de plus de 150% par rapport à 2022 qui avait vu l'exportation de 240.000 tonnes pour quelque 160 millions de dollars.

Le développement de l'entreprise et l'extension de son activité ont également eu un impact positif sur l'emploi au niveau local, le nombre de travailleurs étant passé de 1.265 en 2022 à 2.724 en 2023, ce qui a permis de réduire le taux de chômage en offrant des opportunités d'emploi directs et indirectes dans la wilaya de Jijel.

La qualité des produits AQS a permis à l'entreprise d'obtenir de nombreuses certifi-

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen des mesures pour la disponibilité des produits de base dans les marchés

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen des mesures prises par les secteurs concernés pour assurer la disponibilité des produits de base dans les marchés et la stabilité des prix en vue de protéger le pouvoir d'achat des citoyens, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici la traduction APS:

"Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi 27 décembre 2023, une réunion du Gouvernement consacrée, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'examen des mesures prises par les secteurs concernés pour assurer la disponibilité des produits de base dans les marchés et la stabilité des prix en vue de protéger le pouvoir d'achat des citoyens, et ce, suivant une approche économique participative formulée avec les différents représentants des organisations professionnelles concernées.

Le Gouvernement a également examiné les propositions relatives à l'amélioration et à la rationalisation des œuvres universitaires en vue d'améliorer les conditions de résidence des étudiants, de promouvoir les différents services et de rationaliser les efforts de l'Etat en faveur de cette importante catégorie de la société, en application des instructions de Monsieur le président de la République.



L'accent a en outre été mis sur la nécessité d'accélérer et d'étendre l'installation gratuite des détecteurs de monoxyde de carbone à tous les foyers pour prévenir les accidents domestiques, à l'origine de plusieurs décès, une opération dont Monsieur le président de la

République avait ordonné le lancement lors de la réunion du Conseil des ministres du 24 janvier 2023.

Le Gouvernement a enfin passé en revue les efforts déployés et les mesures prises pour prévenir la prolifération de la fièvre aphteuse".

SONELGAZ

Le ministre de l'Energie et des Mines préside la réunion de l'AG du groupe

Le groupe Sonelgaz a tenu, jeudi à Alger, son Assemblée générale (AG), sous la présidence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, indique un communiqué du ministère.

"Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a présidé, ce jeudi 28 décembre 2023 au siège de la direction générale du groupe Sonelgaz, les travaux de l'Assemblée générale (AG) du groupe, en présence du PDG de Sonelgaz et des membres de l'AG", lit-on dans le communiqué. Les travaux de

l'AG, ajoute la même source, ont été consacrés à l'examen et au débat de nombre de sujets et de dossiers inscrits à l'ordre du jour, notamment ceux relatifs aux activités et aux projets de développement du groupe, ainsi qu'à la gestion et à l'approvisionnement.

La réunion de l'AG était, également, l'occasion d'évoquer "le plan de développement des infrastructures énergétiques 2024-2029 des filiales de Sonelgaz, ainsi que le programme de Sonelgaz dédié aux énergies renouvelables", conclut la source.

cations auprès de divers organismes internationaux spécialisés et faisant autorité dans le domaine, tels que la certification de qualité ISO, celle délivrée par GlobeCert AB pour la commercialisation de ses produits en Scandinavie, par Kiwa pour les marchés des pays Baltes, par Cares Steel Certification pour l'Angleterre, l'Australie, Singapour, l'Irlande et autres pays se conformant aux certifications de cet organisme et, enfin, par l'organisme polonais Zetom pour les pays d'Europe de l'Est.

Le port de Jjen Djen a connu, de son côté, une augmentation significative de ses échanges commerciaux, qui sont passés de 9,2 millions de tonnes en 2022 à 9,8 millions de tonnes en 2023, soit une augmentation de 7%.

Selon le président-directeur général de ce port, Abdelham Bouab, les exportations hors hydrocarbures (fer, ciment, matériaux de construction et autres) ont enregistré une augmentation estimée à 3% en 2023, étant entendu que ce chiffre est appelé à augmenter, après la réception du terminal à conteneurs dont les travaux débiteront en 2024.

Il est également attendu que l'activité du port augmente au cours du premier semestre 2024 après la réception et la mise en service, respectivement en avril et juin prochains, de deux équipements de chargement automatique importés de Chine.

Des équipements qui accéléreront les opérations d'expédition des marchandises à exporter et rendront aisés et rapides l'accostage, le chargement et le déchargement des navires, et, partant, réduiront substantiellement le temps d'attente en rade et, conséquemment, les surestaries.

Il est à parier que dans peu de temps, l'évolution de Jijel et de sa région imposera à l'essor le port de Jjen Djen, le complexe sidérurgique AQS, les nombreux complexes industriels et autres unités d'e transformation, et non plus seulement la majestueuse corniche et la côte de Saphir qui font et feront toujours la réputation de l'antique Igilgili.

PÉTROLE

Les prix terminent l'année en petite baisse

Les prix du pétrole ont conclu en petite baisse vendredi, dans une journée qui s'annonce calme - la dernière d'une année 2023 tumultueuse pour les marchés, dont les acteurs sont toujours dans l'expectative d'un changement de politique monétaire des banques centrales l'année prochaine.



Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, en son premier jour d'utilisation comme contrat de référence, s'est replié de 0,14% à 77,04 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, a cédé 0,16% à 71,65 dollars.

MARCHÉS BOURSIERS

Les Bourses mondiales en ordre dispersé pour la dernière séance de l'année

Les Bourses mondiales évoluent en ordre dispersé vendredi, dans une journée qui s'annonce calme - la dernière d'une année 2023 tumultueuse pour les marchés, dont les acteurs sont toujours dans l'expectative d'un changement de politique monétaire des banques centrales l'année prochaine.

Les indices boursiers européens ont ouvert par une hausse timide, avant de reprendre un peu : Paris glanait 0,38%, Francfort grappillait 0,25%, Londres se mon-

trait un peu moins dynamique avec un gain de 0,09%.

En Asie, l'indice vedette Nikkei de la Bourse de Tokyo n'a pas brillé vendredi (-0,22% à 33.464,17 points). La Bourse japonaise ne rouvrira que jeudi prochain, après la traditionnelle pause du Nouvel An au Japon. A Hong-Kong, le Hang Seng était également en légère baisse vendredi (-0,13%).

Si les deux principales places boursières asiatiques reculent timidement lors de cette dernière séance de l'année, leur trajet-

toire ont sensiblement divergé en 2023: Tokyo et son Nikkei ont signé une progression de 28,2% en 2023, meilleure performance annuelle depuis dix ans, grâce à divers facteurs dont la baisse du yen et un retour en grâce auprès d'investisseurs étrangers, alors que Hong Kong a vécu une quatrième année de déclin (-14% environ). La séance s'annonce très calme, alors qu'hier, à Wall Street, le Dow Jones a atteint un nouveau record, gagnant 0,14% à 37.710,10 points. Aucun indicateur

majeur n'est attendu au cours de la séance, hormis l'inflation en décembre pour certains pays de la zone euro.

Les taux obligataires américains à dix ans remontent encore légèrement vendredi, à 3,84%, après avoir baissé continuellement depuis plusieurs semaines.

Sur le marché du pétrole, le prix du baril de WTI américain montait de 0,62% par rapport à la veille, à 77,63 dollars, quand son équivalent de Brent de la mer du Nord gagnait lui aussi 0,48% à 72,12 dollars.

Wall Street termine en léger retrait une année 2023 euphorique

La Bourse de New York a terminé en léger repli une année euphorique pour les actions, alors que les perspectives pour 2024, année électorale aux Etats-Unis, sont plus incertaines.

L'indice Dow Jones a conclu en retrait de 0,05% mais en

hausse de plus de 13% sur l'année, tout près d'un nouveau record, selon des résultats provisoires.

Le Nasdaq, où se concentre la technologie, a cédé 0,56% vendredi mais engrangé plus de 43% sur l'année.

Le S&P 500 a perdu 0,28% mais gagné 24% en 2023.

FRANCE

La dette publique en hausse à 3088,2 milliards d'euros

La dette publique de la France a augmenté de 41,3 milliards d'euros pour atteindre 3.088,2 milliards d'euros au troisième trimestre, a indiqué vendredi l'Institut français de la statistique (INSEE). Selon cet organisme, la dette publique s'est stabilisée à 111,7% du produit intérieur brut (PIB) comme au trimestre précédent, précisant que la hausse de la dette en valeur provient essentiellement de l'augmentation de la dette de l'Etat (+45,3 milliards d'euros).

La dette des organismes divers d'administration centrale s'est repliée de 1,3 milliard d'euros, celle des collectivités locales de 1,1 milliard d'euros et celle des

administrations de sécurité sociale de 1,6 milliard.

Le traité européen de Maastricht de 1992 fixait pour les Etats une limite de dette publique à 60% du PIB, seuil que la France a dépassé à la fin de l'année 2002, pour ne plus jamais repasser en dessous depuis.

Depuis la pandémie de Covid-19, suivie de la crise ukrainienne, cette règle ainsi que celle d'un déficit public inférieur à 3% du PIB ont été suspendues. Elles seront réactivées en 2024.

Mercredi, les ministres des Finances de l'Union européenne sont tombés d'accord sur un assouplissement des règles

budgétaires européennes, qui doit garantir le redressement des finances publiques sans compromettre les investissements en faveur notamment de la transition verte. Dans sa loi de programmation des finances publiques fixant la trajectoire budgétaire jusqu'en 2027, adoptée en septembre dernier, le gouvernement français prévoit de ramener la dette à 108,1% du PIB à cette échéance et le déficit public à 2,7% du PIB, contre 4,9% prévus cette année.

Le niveau d'endettement pour le deuxième trimestre a été revu en légère baisse à 111,7% contre 111,8% annoncés précédemment.

PORTUGAL

L'inflation continue sa baisse en décembre

L'inflation au Portugal est restée en baisse pour s'établir en décembre à 1,4% sur un an, après un ralentissement des prix des produits alimentaires, selon une première estimation publiée vendredi par l'Institut national des statistiques (Ine).

L'office des statistiques

estime par ailleurs l'inflation sur l'ensemble de l'année 2023 à 4,3%, contre 7,8% en 2022.

L'inflation a reculé pour le quatrième mois consécutif.

Le mois dernier, elle avait été revue en légère baisse, lors d'une deuxième estimation, à 1,5%. Sur un mois, les prix à la consommation ont reculé de

0,5% en décembre, après une baisse de 0,3% le mois précédent.

Cela s'explique principalement par la baisse de 0,6% des prix des produits alimentaires par rapport au mois précédent, précise l'Ine.

Les ménages portugais ont bénéficié cette année d'un

ensemble de mesures décidées par le gouvernement pour les aider à faire face à l'inflation, comme l'application d'une TVA à "taux zéro", depuis le mois d'avril, sur un ensemble biens alimentaires de première nécessité.

Une mesure qui ne sera pas prolongée l'année prochaine.

ACIER

Les Etats-Unis prolongent à leur tour la suspension des droits de douanes

Les Etats-Unis ont à leur tour annoncé jeudi la prolongation de la suspension des droits de douanes sur les importations d'acier et d'aluminium européens, mis en place en 2018 par l'ancien président Donald Trump, une dizaine de jours après une annonce similaire côté européen. Le décret de la Maison blanche a été signé par le président Joe Biden et doit entrer en vigueur le 1er janvier, alors que la suspension devait initialement s'achever le 31 décembre.

Cette suspension sera effective jusqu'au 31 décembre 2025, soit au-delà de la période annoncée par l'Union européenne (UE), qui avait de son côté annoncé une suspension des taxes sur les produits américains, qui avaient été décidées en représailles, jusqu'au 31 mars 2025. "En agissant ainsi, le président s'assure que nous continuons à disposer d'industries de l'acier et l'aluminium dynamiques aux Etats-Unis, qui sont nécessaires à la sauvegarde de notre sécurité nationale", a estimé dans un communiqué la secrétaire américaine au Commerce, Gina Raimondo.

CHINE

La consommation de gaz naturel en hausse de 7,3% durant la période janvier-novembre 2023

La consommation de gaz naturel en Chine a enregistré une hausse de 7,3% au cours des 11 premiers mois de l'année en cours 2023, dans le cadre des efforts déployés pour parvenir à un développement vert, selon des données officielles publiées samedi.

Au cours de cette période, la consommation apparente de gaz naturel s'est élevée à 356,61 milliards de mètres cubes, soit une hausse de 7,3% en base annuelle, selon la Commission nationale du développement et de la réforme, principal planificateur économique du pays. Pour le seul mois de novembre, la consommation apparente de gaz naturel a augmenté de 9,4% sur un an à 34,98 milliards de mètres cubes.

ITALIE

Amélioration du moral des entreprises et des ménages en décembre

L'indice de confiance des entreprises en Italie a enregistré une hausse en décembre, après quatre mois de baisse, tandis que celui des ménages a poursuivi sa hausse entamée en novembre.

L'indice des entreprises est passé de 103,5 à 107,2, le même niveau qu'en juillet dernier, a indiqué vendredi l'Institut italien des statistiques (Istat). Dans les services et la construction, l'indice de confiance a enregistré la plus forte hausse, passant de 96,7 à 106,4 et de 161,3 à 162,9 respectivement. Le moral s'est légèrement amélioré également dans le commerce, passant de 107,5 à 107,8 mais il s'est détérioré dans l'industrie manufacturière (96,6 à 95,4). Quant à la confiance des ménages, l'indice poursuit sa hausse, passant de 103,6 à 106,7, atteignant ici aussi le niveau de juillet 2023.

Leur perception de leur situation personnelle augmente légèrement (de 101,2 à 102,8) et leur jugement sur le présent (de 99,8 à 102,2) augmente sensiblement. Leur perception du climat économique enregistre la plus forte hausse, passant de 111,0 à 118,6 et leur jugement sur le futur grimpe de 109,3 à 113,5.

JAPON

Le taux de chômage est resté stable en novembre (2,5%)

Le taux de chômage au Japon est resté stable en novembre à 2,5% de la population active, selon des données corrigées des variations saisonnières publiées mardi par le ministère des Affaires intérieures et conformes aux attentes des économistes.

Un marché du travail plus "resserré" pourrait offrir un soutien aux négociations salariales annuelles entre les syndicats et le patronat japonais au printemps prochain.

La confédération Rengo, principal syndicat de travailleurs au Japon, a annoncé qu'elle demanderait à cette occasion des augmentations de salaires de l'ordre de 5%, son objectif le plus ambi-

tieux depuis près de 30 ans. Les hausses de salaires insuffisantes dans l'archipel sont l'une des raisons invoquées par la Banque du Japon (BoJ) pour justifier le maintien de sa politique monétaire ultra-accommodante, à rebours de celles observées dans les autres grandes économies. La semaine dernière, le gouverneur de la BoJ Kazuo Ueda a ainsi estimé qu'il fallait encore "vérifier si un cercle vertueux entre les salaires et les prix peut être atteint".

Le ratio entre les offres et les demandes d'emploi a par ailleurs reculé en novembre à 1,28 contre 1,30 en octobre, signifiant qu'il y avait 128 offres d'emploi pour 100 demandes.

CUBA

L'économie en repli de 2% en 2023, prévoit le gouvernement

L'économie cubaine devrait se contracter de 2% en 2023, a estimé mercredi le gouvernement.

"Il n'est pas possible d'atteindre la croissance du produit intérieur brut (PIB) à prix constants que nous avions prévue, à savoir 3% pour 2023", a déclaré le ministre de l'Economie, Alejandro Gil devant le Parlement.

"Il est possible que cette année nous ayons une contraction qui pourrait être de l'ordre de 2%", a ajouté le ministre, en présence du président Miguel Diaz-Canel et de l'ex-dirigeant Raul Castro.

Les chiffres définitifs seront rendus publics en 2024. L'économie cubaine a

connu une croissance de 1,8% en 2022, après une chute du PIB de 10,9% en 2020 en raison de la pandémie, et une légère reprise de 1,3% l'année suivante, selon des chiffres officiels.

Selon le ministre de l'Economie, la production agricole et l'industrie manufacturière sont particulièrement en baisse, tandis que la forte émigration de main d'œuvre alimente un "scénario complexe".

Concernant le tourisme, secteur vital pour l'économie, le pays a accueilli 2,4 millions de voyageurs en 2023, soit 50% de plus qu'en 2022.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Accélérer l'installation gratuite des détecteurs de monoxyde de carbone

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement durant laquelle l'accent a été mis sur la nécessité d'accélérer et d'étendre l'installation gratuite des détecteurs de monoxyde de carbone à tous les foyers pour prévenir les accidents domestiques, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Selon le communiqué, cette opération visant à prévenir ces accidents à l'origine de plusieurs décès, vient en concrétisation des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Teb-



boune, qui a ordonné son lancement lors de la réunion du Conseil des ministres du 24 janvier 2023.

ATELIERS D'INNOVATION À ALGER

Krikou rend visite à un groupe d'enfants aux besoins spécifiques

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou, a rendu visite, mercredi à Alger, à un groupe d'enfants aux besoins spécifiques en ateliers d'innovation éducative et création artistique, lors d'une Journée consacrée à cette frange de la société, organisée dans le cadre du programme complémentaire de divertissement pédagogique durant les vacances d'hiver. Au Palais des Rais (Bastion 23), la ministre de la solidarité nationale, accompagnée du Wali délégué de la Daira de Bab El Oued, Ahmed Benyoucef, a ainsi

passé en revue plusieurs petits groupes d'élèves issus notamment des Ecoles, pour Enfants handicapés auditifs de Rouiba (Ex. Mohammed) et de Jeunes Sourds et Muets de Baraki, ainsi que ceux du Centre pédagogique pour Enfants inadaptés mentaux de Birkhadem.

Le rendu de ces Enfants, aux sourires radieux, a été mis en valeur dans des ateliers de, Makrami (techniques de tissage), couture, broderie, dessin sur papier, jute, poteries et gravure sur verre, et autre. Convie à cette rencontre d'entretien des connaissances, l'animateur et conteur au

Musée "Khdaoudj El Amia", Abdelghani Mounir a rappelé aux enfants la grandeur de l'histoire de la Marine algérienne à travers le parcours glorieux de Rais Hamidou (1770-1815). Kaouthar Krikou a rappelé que cette journée entrait dans le cadre de la "coordination intersectorielle entre le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme et celui de la Culture et des Arts pour l'efficacité et l'optimisation de la prise en charge des Enfants aux besoins spécifiques sur les plans pédagogiques et psychologique, ainsi que la découverte des jeunes

talents dans les domaines de la Culture et de la création". Auparavant, Kaouthar Krikou, accompagnée d'un groupe d'Enfants handicapés auditifs, a visité l'espace consacré aux ateliers de divertissement et de jeux éducatifs baptisé "Espace du petit marin", ainsi que la grande exposition "Marins aux rangs de Sultans", dédiée aux différents Chefs de la Marine algérienne durant l'époque ottomane, rappelant également qu'il était important de faire connaître la glorieuse histoire de la Marine algérienne et ses grands chefs et valeureux guerriers à nos enfants.

AGENCE CNAS DE RELIZANE

Traitement à distance des factures "tiers payant"

L'Agence de la Caisse nationale des assurances sociales des salariés (CNAS) de Relizane a traité plus de 1,3 million de factures électroniques en 2023, dans le cadre du système du "tiers payant", a-t-on appris, jeudi, auprès de cette caisse. La chargée d'information de l'agence, Samia Houari, a souligné, lors d'une conférence de presse sur les avantages accordés par les deux versions de la carte Chiffa aux assurés sociaux, que l'agence a pu traiter 1.320.552 factures électroniques dans le cadre du système du tiers payant, en 2023, au profit des praticiens de la santé contractuels dans toute la wilaya. Elle a ajouté que ces factures concernent 291 pharmacies, 133 médecins traitants (généralistes et spécialistes), 21 opticiens, deux cliniques d'obstétrique, deux centres d'hémodialyse et sept opérateurs de transport de

santé, notant également que plus de 720 clés électroniques ont été remises aux établissements de santé contractuels avec la CNAS.

S'agissant de la carte Chiffa, l'agence de Relizane de la CNAS a remis 208.196 cartes chiffa depuis son lancement en 2007, dans le cadre des efforts visant à améliorer les mesures de prise en charge des assurés sociaux. La même responsable a rappelé l'augmentation du seuil de la valeur des indemnités de la carte Chiffa de 3.000 à 5.000 DA pour la carte Chiffa 2, entrée en application depuis le 19 décembre en cours, ajoutant que cette décision contribuera à réduire le taux des malades tenus de se soumettre à un suivi médical dans le cas où la valeur du médicament prescrit dépasse 3.000 DA pour obtenir une indemnisation.

BORDJ BOU ARRÉRIDJ

Démantèlement d'un réseau criminel de contrebande internationale de véhicules (GN)

Les unités du groupement territorial de la gendarmerie nationale de Bordj Bou Arréridj ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans contrebande internationale de véhicules et ont arrêté deux (2) individus impliqués dans l'affaire, a-t-on appris vendredi de ce corps constitué.

L'opération a été concrétisée sur la base de renseignements dénonçant un individu activant dans le cadre d'un réseau international de contrebande de véhicules étrangers introduits de manière "illégal" sur le territoire national. Jusqu'à la wilaya de Bordj Bou Arréridj pour falsifier leurs numéros de série (châssis) dans le modèle et les

documents en vue de les revendre, a déclaré à la presse le capitaine Oussama Aroua du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale. L'intensification des investigations et une descente dans l'atelier où s'effectue l'activité suspecte ont permis la saisie de 8 camions de diverses catégories et marques, falsifiés techniquement et redressés à froid en plus de 5 carrosseries de camions dont 2 démontées et découpées sans numéro de série (châssis) dans le modèle et sans la plaque du constructeur en plus du sceau de l'Etat des services des mines qui est utilisé dans la falsification des numéros de série (châssis) dans le modèle des véhicule

et les pièces en acier portant des têtes en numéros et lettres utilisées dans le redressement à froid des numéros de série (châssis) dans le modèle, selon la même source.

L'opération a permis également la récupération de 9 cartes d'inscription de divers camions, outils et équipements utilisés dans l'opération de falsification via le redressement à froid des numéros de série (châssis) des différentes catégories de camions, a ajouté la même source. Après l'achèvement de toutes les procédures réglementaires, les deux suspects ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes territorialement, a ajouté la même source.

NAÂMA

Lancement des journées de camping avec la participation d'environ 1.000 jeunes

La première édition du camping national, a débuté vendredi après-midi, à l'oasis de Tiout (wilaya de Naâma), sous le slogan "avec nos mains nous protégeons nos terres", avec la participation d'environ 1.000 jeunes des deux sexes, tous amateurs de randonnées et de camping venus de différentes wilayas du pays.

La manifestation, organisée sous l'égide du ministère de la Jeunesse et des Sports et qui coïncide avec le lancement de la saison du tourisme saharien, vise à promouvoir les circuits et les sites naturels, archéologiques et historiques de la wilaya de Naâma. Elle a pour objectif aussi d'inciter les visiteurs à explorer cette destination touristique, en plus de programmer des activités récréatives et des rencontres de connaissance et d'échanges entre les jeunes, selon le directeur local de la Jeunesse et des Sports, Djamel Afir.

Le programme concocté à cette occasion comprend une opération de boisement, des sessions de formation sur le camping, l'alpinisme, les sports de plein air, les premiers secours, en plus d'actions de volontariat portant sur le nettoyage et la protection de l'environnement.

Au menu aussi, figure des randonnées au niveau de circuits aménagés et autres montagneux à travers l'oasis, l'ancien palais de Tiout, les hauteurs d'Ain Aïssa, la montagne de Makthar et la zone d'extension touristique de Sidi Boudjemaa, ainsi que des visites aux monuments de l'écrivaine Isabelle Eberhardt et aux stations de gravure rupestre, précise la même source. La manifestation, qui s'étend sur trois jours, est organisée par la direction de la Jeunesse et des Sports avec la participation de clubs et associations sportives, touristiques et culturelles de diverses wilayas du pays, ainsi que des dizaines de familles. Elle offre également l'occasion de visiter des expositions de produits artisanaux, explique-t-on encore.

MOSTAGANEM

Un mort et six blessés dans un accident de la circulation

Une personne a trouvé la mort et six autres ont été blessées, vendredi, après avoir été percutées par un camion au marché hebdomadaire de la commune de Mesra (Mostaganem). L'accident a entraîné la mort de la direction locale de la Protection civile.

La même source a précisé que les éléments de la Protection civile sont intervenus vers 10h30 pour évacuer les victimes de l'accident survenu à l'entrée du marché hebdomadaire de la commune de Mesra (10 km au sud de Mostaganem). L'accident a entraîné la mort d'une personne (72 ans) qui a été transférée à la morgue de l'Etablissement hospitalier "Ibn Sina" de Mesra, alors que les blessés, âgés entre 18 et 53 ans, ont reçu les premiers soins sur place avant d'être évacués vers la même structure de santé, a-t-on indiqué. La direction de la Protection civile de la wilaya a déployé pour cette intervention les moyens de l'unité principale et de celle secondaire de Bouguirat, trois ambulances et un camion multitâches pour prendre en charge les blessés, souligne-t-on de même source. Pour leur part, les services de sécurité compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

ORAN

Démantèlement de deux réseaux spécialisés dans le trafic des psychotropes

Les services de police de la wilaya d'Oran ont réussi à démanteler deux réseaux criminels spécialisés dans le trafic des psychotropes tout en saisissant 9.420 comprimés dans deux opérations distinctes, a-t-on appris vendredi auprès de la Sûreté de wilaya.

La première opération, menée par la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) du service de la Police Judiciaire de la wilaya, a permis l'arrestation de quatre personnes ainsi que la saisie de 955 comprimés psychotropes, 17 grammes de drogue "Ecstasy" d'une balance numérique et de quatre téléphones portables, et d'une somme de 20.000 DA provenant des revenus du trafic de ces produits prohibés et d'un véhicule ayant servi à leur activité criminelle, selon un communiqué de presse de la Cellule de communication. Quant à la deuxième opération, elle a été menée par les services de la Sûreté urbaine du Haï Akid Lotfi (commune d'Oran), et a abouti à l'arrestation d'une femme activant au sein d'un réseau criminel de trafic de drogue.

L'opération a permis aussi la saisie de 8.465 comprimés psychotropes ainsi qu'une somme d'argent qui dépasse les 236.000 DA, et d'une arme blanche, ajoute la même source. Après accomplissement des procédures légales auprès des procureurs de la République des tribunaux d'Es-Sénia et de Felloucen, une procédure judiciaire a été engagée contre les personnes impliquées dans ces affaires pour les présenter devant la justice, informe-t-on.

APS

LIBERIA

Explosion d'un camion-citerne : au moins 40 morts

Le bilan de l'explosion d'un camion-citerne dans le centre du Liberia, mardi, est passé, jeudi, à au moins 40 morts, selon un haut responsable médical, cité par des médias.

L'accident s'est produit dans la localité de Totota, à 130 km au nord-est de la capitale Monrovia, lorsque le camion a quitté la route et est tombé dans un fossé, avant d'exploser au milieu d'une petite foule. "Le bilan est difficile à établir avec précision en raison de l'état de combustion d'un grand nombre de corps", a déclaré, mercredi soir, le Dr Francis Kateh, à la télévision Super Bongese TV. La police avait dans un pre-

mier temps fait état d'un bilan d'au moins 15 morts et 30 blessés. "Beaucoup de personnes ont été brûlées", avait souligné Prince B. Mulbah, un responsable de la police. Jeudi, le président du Liberia, George Weah, a exprimé "sa profonde compassion" aux familles des victimes. Il a déclaré que "les images de la tragédie étaient profondément troublantes" et appelé à venir en aide aux familles touchées.



FRANCE

Un homme avoue avoir tué sa femme et ses quatre enfants

Un homme de 33 ans a reconnu avoir poignardé à mort sa femme et ses deux filles et noyé ses deux garçons à Meaux, près de Paris et a été écroué jeudi. Le père de famille a été mis en examen jeudi pour homicides volontaires aggravés et placé en détention provisoire, a annoncé jeudi le procureur de la Répu-

blique, Jean-Baptiste Bladier. L'homme a aussi été mis en examen pour tentative d'assassinat de son père.

Durant sa garde à vue, il a assuré qu'il avait "entendu des voix" lui demandant de "faire du mal" sans parvenir à "identifier un élément déclencheur de son passage à l'acte", toujours selon le pro-

curateur cité par l'AFP. "Il a précisé que, depuis les faits, il ne +ressentait rien+ et +se sentait vide+", a ajouté Jean-Baptiste Bladier.

La question du suivi psychiatrique s'est posée d'emblée pour cet homme sous traitement pour des troubles psychotiques et dépressifs.

AUSTRALIE

Un adolescent tué par un requin

Un adolescent de 15 ans a été tué par un requin dans un spot de surf reculé de l'Etat d'Australie du Sud, a annoncé vendredi la police. L'attaque s'est produite jeudi après-midi au large d'Ethel Beach, dans la péninsule de Yorke, a indiqué la police dans un communiqué. "Malheureusement, le corps d'un adolescent a été récupéré dans l'eau", a-t-

elle ajouté, précisant que la victime était originaire de la banlieue sud d'Adélaïde.

Selon un habitant d'Ethel Beach cité par le quotidien d'Adélaïde The Advertiser, un autre surfeur a tenté de se porter au secours de l'adolescent qui venait d'être mordu à une jambe. "Le requin faisait des ronds autour d'eux pendant que le gars tirait le garçon hors de

l'eau. Il y avait beaucoup de sang", a-t-il dit.

On ignore quelle espèce de requin a commis l'attaque, mais les grands requins blancs sont nombreux dans les eaux du sud de l'Australie. En octobre, des témoins avaient vu un requin emporter un surfeur de 55 ans dans sa mâchoire à Granite Beach, également en Australie du

Sud. Le corps n'a jamais été retrouvé. Un grand requin blanc avait été aperçu rôdant dans les environs. En mai, un surfeur de 46 ans avait été attaqué par un requin à Walkers Rock Beach, dans le même Etat. Son corps n'a jamais été retrouvé non plus, les équipes de recherche ne mettant la main que sur un fragment de sa combinaison de surf.

ETATS UNIS

Des vagues géantes s'écrasent sur la côte ouest américaine

D'immenses vagues s'écrasent sur la côte ouest américaine, où des riverains ont été balayés par les lames et un hôtel a été inondé, les autorités mettant en garde vendredi contre le risque de noyade. Des lames entre sept et neuf mètres de haut sont attendues dans plusieurs régions bordant l'océan Pacifique, en Californie et dans l'Oregon, en raison d'une tempête qui couronne une année marquée par des événements météorologiques extrêmes. Au nord de Los Angeles, le comté de Ventura a été touché dès jeudi et déplore plusieurs blessés. Les vidéos qui circulent montrent une vague géante déferler au-dessus d'une digue dans la ville de Ventura, renverser des piétons, tandis que d'autres habitants courent pour se mettre à l'abri. "A cause de ça, huit personnes ont été hospitalisées", a déclaré le service des pompiers de Ventura sur les réseaux sociaux. D'après le Los Angeles Times, un hôtel a été inondé, des vitres ont explosé sous la puissance des vagues. Les services mé-



téorologiques américains (NWS) ont mis en garde contre de possibles "conditions extrêmement dangereuses", avec des "vagues puissantes et des courants qui représentent un risque important de noyade et de dégâts sur les infrastructures côtières tels que les quais ou les jetées". Les risques d'inondations perdureront jusqu'à samedi, selon la même source. Les météorologistes ne s'attendent pas à des dégâts trop importants mais préviennent que la mer peut être très dangereuse. "Il y a un risque accru de noyades. Les courants peuvent entraîner les nageurs et les surfeurs vers le large", dit le NWS. "Les grandes vagues

déferlantes peuvent causer des blessures, emporter toute personne présente sur les plages et les rochers, et faire chavirer les petites embarcations près du rivage". La tempête est également accompagnée de fortes pluies et le massif de la Sierra Nevada pourrait connaître des chutes de neige durant le week-end. Ces intempéries sont le dernier épisode météo en date d'une année

marquée par des événements extrêmes dans l'Ouest américain, victime d'une canicule féroce en juillet. Celle-ci survenait après un hiver anormalement pluvieux, où de nombreuses tempêtes, parfois très rapprochées, ont provoqué des précipitations avoisinant des records dans certaines régions, avec à la clé dégâts et inondations. Des réservoirs asséchés se sont remplis et des rivières ont débordé. Le réchauffement climatique provoqué par les émissions de gaz à effet de serre générées par les activités humaines accroît l'ampleur et/ou la fréquence des événements météorologiques extrêmes.

MEXIQUE

Six morts suite à une attaque dans le nord-ouest

Au moins six personnes ont été tuées vendredi matin dans le nord-ouest du Mexique lors d'une nouvelle attaque armée lors d'une fête privée qui visait cette fois-ci le responsable présumé d'une bande criminelle, a indiqué le parquet. Au moins 26 personnes ont été blessées lors de cette attaque enregistrée dans l'état du Sonora, moins de deux semaines après la mort de 11 jeunes dans le centre du pays. Trois hommes armés ont fait irruption lors de la fête des 15 ans d'une jeune fille, une tradition solidement ancrée dans les familles mexicaines et sud-américaines. Les assaillants visaient le "leader d'un groupe criminel" accusé de féminicide, d'enlèvement et d'association de malfaiteurs, d'après le communiqué du parquet. La personne visée a été tuée, ainsi que cinq autres personnes (trois hommes et trois femmes au total), d'après le parquet. Le 17 décembre, 11 jeunes ont été tués dans l'état du Guanajuato (centre) lors d'une "posada" (fête d'avant Noël). Des inconnus ont voulu s'inviter de force, mais le groupe leur a demandé de se retirer. Par la suite, les troubles sont revenus accompagnés d'hommes armés de fusils, d'après le parquet.

URUGUAY

Incendie d'une prison : au moins 2 morts

Au moins deux détenus ont été tués et six autres blessés après que des prisonniers ont déclenché un incendie jeudi soir dans une cellule de la prison uruguayenne de Comcar, à l'ouest de Montevideo, a annoncé vendredi le ministère de l'Intérieur. L'incendie s'est produit lorsque des détenus ont jeté un liquide inflammable par la fenêtre d'une cellule de cette prison dont le nom officiel est Unité 4 Santiago Vazquez. Luis Mendoza, directeur de l'Institut national de réhabilitation, a indiqué lors d'une conférence de presse vendredi qu'il s'agissait d'un "incident spécifique" et "non d'une émeute". Il a confirmé que les corps de personnes décédées ont été retrouvés dans la cellule, où se trouvaient huit détenus, tandis que les blessés ont été hospitalisés, quatre d'entre eux souffrant de graves brûlures. Comcar accueille 4.900 détenus, soit près d'un tiers de la population carcérale du pays, selon les chiffres du commissaire parlementaire du système pénitentiaire. Le ministère de l'Intérieur a annoncé qu'avec la création de près de 4.000 places de prison d'ici la fin du mandat du gouvernement actuel en 2025, la surpopulation, qui affecte quelque 2.500 détenus, sera surmontée.

CHINE

Le Qinghai met fin à la deuxième réponse d'urgence au séisme

La province du Qinghai dans le nord-ouest de la Chine a mis fin vendredi à la réponse d'intervention d'urgence de niveau II au séisme de magnitude 6,2 qui a frappé le district de Jishishan (province du Gansu), a annoncé le Centre provincial de secours en cas de séisme. La réponse d'intervention d'urgence est la deuxième la plus élevée dans le système de réponse d'intervention d'urgence au séisme à quatre niveaux de la Chine. Le tremblement de terre, qui est survenu la semaine dernière, a tué au moins 17 personnes dans la province du Gansu et 31 dans celle, voisine, du Qinghai, selon des médias locaux.

VENEZUELA

Le nombre de morts violentes en baisse de 25% en 2023

Le nombre de morts violentes au Venezuela a chuté d'environ 25% en 2023, selon un rapport présenté jeudi par l'Observatoire vénézuélien de la violence (OVV), une ONG de référence en l'absence de statistiques officielles.

"Ces chiffres représentent un changement dans la tendance récente (...). Le taux de 26,8 morts violentes pour 100.000 habitants est une réduction importante de

8,5 points par rapport à ceux enregistrés au cours des années 2021 et 2022, qui s'élevaient à 34,9 et 35,3", indique le rapport de l'OVV. Cependant, selon cette étude basée principalement sur des cas publiés dans la presse, le Venezuela continue d'être l'un des pays les plus violents d'Amérique latine.

Sur un total de 6.973 morts violentes enregistrées par l'OVV

en 2023, 1.956 sont des homicides dont 953 ont eu lieu lors d'opérations policières. Le nombre total était de 9.367 en 2022 et de 9.447 en 2021. Ces chiffres ne comprennent pas les disparitions, que l'OVV estime à 1.443 en 2023, contre 1.370 en 2022 et 1.634 en 2021.

Ce pays de 30 millions d'habitants a connu une baisse significative du nombre de morts

violentes depuis 2016, où l'OVV avait enregistré 28.479 décès de ce type, dans un contexte d'émigration massive et de grave crise économique. "La réduction du nombre de morts violentes ne signifie pas nécessairement une réduction de la criminalité, mais plutôt un changement dans la criminalité", souligne toutefois Roberto Briceno-Leon, directeur de l'OVV, pour qui le développe-

ment du crime organisé a "monopolisé" la violence face à la faiblesse de l'Etat et donc réduit la létalité d'une criminalité concurrente.

La moyenne mondiale des homicides est de 5,8 pour 100.000 habitants (15 pour 100.000 dans les Amériques), selon le dernier rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

FORMATION PARAMÉDICALE

Formation de 600 sages-femmes pour exercer dans les wilayas du sud (ministre)

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a annoncé, jeudi à Alger, la formation de 600 sages-femmes qui seront affectées vers les wilayas du sud. Lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par le vice-président de l'APN, Messaoud Guesri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, le ministre a précisé que "toutes les préoccupations des wilayas du sud, à l'instar de Bordj Badji Mokhtar, seront prises en charge et seront dotées des ressources humaines et matérielles nécessaires en ce qui concerne le secteur de la santé", relevant que "600 sages-femmes sont actuellement en formation au niveau de l'Institut de formation paramédicale d'Adrar en prévision de leur affectation vers les wilayas du sud".

Dans le même sillage, le ministre a fait savoir que de nombreuses caravanes médicales "sillonneront les zones d'ombre des wilayas du sud pour prendre en charge les habitants de ces zones en termes de couverture sanitaire nécessaire". A une autre question concernant l'acquisition d'ambulances pour les polycliniques au niveau de la wilaya de Guelma, le ministre a rappelé que cette wilaya "dispose de 37 ambulances réparties sur tous les

établissements sanitaires en fonction des priorités", annonçant l'acquisition de "nouvelles ambulances au profit des polycliniques qui fonctionnent en système de garde 24/24H pour prendre en charge les cas urgents".

Concernant l'augmentation du nombre de postes réservés au concours d'accès au résidanat en sciences médicales au niveau de la Faculté de médecine de Sétif, M. Saihi a expliqué que "la détermination du nombre de postes réservés à ce concours se fait sur décision conjointe du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et du ministre de la Santé, dans la limite des affectations financières allouées à cette opération et selon les besoins exprimés dans chaque spécialité par le ministère de la Santé".

OUM EL BOUAGHI

4 caravanes médicales à destination des localités reculées

Quatre caravanes médicales ont pris la route mercredi vers les localités reculées et enclavées de la wilaya d'Oum El Bouaghi, a indiqué le directeur local de la santé, Mohamed Layeb. Inscrites dans le cadre du programme du ministère de tutelle, ces caravanes ont été lancées par les établissements publics de santé de proximité d'Ain Beida, d'Oum El Bouaghi, d'Ain M'lila et l'établissement public hospitalier d'Ain Fakroun, a précisé à l'APS le même responsable. Ces caravanes qui silloneront les localités les plus reculées des communes d'Ouled Kacem, Berrich, Boughrara Saoudi et Ksar Sbihi sont constituées de 23 médecins spécialistes, 15 médecins généralistes, 4 chirurgiens-dentistes, 22 agents paramédicaux et plusieurs sages-femmes, a précisé M. Layeb. Les habitants des localités ciblées bénéficieront ainsi de consultations médicales en pédiatrie, orthopédie, diabétologie, néphrologie et médecine dentaire en plus de la vaccination des enfants et la distribution de certains médicaments, selon le même responsable. D'autres caravanes médicales seront à l'avenir régulièrement organisées au profit des populations de zones enclavées dans un souci de promouvoir la santé de proximité et d'amélioration de la prise en charge des malades, a assuré le directeur de la santé.

MÉDECINE DE TRAVAIL

Journée d'études sur le renforcement de la santé en milieu professionnel

Une journée d'études sur la médecine du travail a été organisée, mercredi à Alger, par le ministère de la Santé, en coordination avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, sous le thème "La promotion de la santé en milieu professionnel à travers une approche globale multidisciplinaire et intersectorielle", dans le cadre de l'adaptation aux développements socio-économiques enregistrés dans le pays.

Dans une allocution à l'occasion, lue en son nom par le secrétaire général du ministère de la Santé, Mohamed Talhi, le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, a affirmé que le renforcement de la santé des travailleurs, à travers la médecine du travail constituait "une condition sine qua non pour le développement économique et social durable", ajoutant que "la santé professionnelle est étroitement liée à la santé publique et au développement des systèmes de santé selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS)".

Il a rappelé, dans ce sens, le programme national de santé en milieu de travail, axé sur trois principaux objectifs, dont "la préservation et le renforcement de la santé du travailleur, l'amélioration de l'environnement de travail pour en faire un environnement adapté aux conditions de sécurité et de santé, et le développement de la culture du travail organisé, de manière à garantir la santé et la sécurité professionnelles".

Le même intervenant a rappelé, en outre, les services fournis par les Centres hospitalo-universitaires (CHU) et les établissements de santé publique de proximité (EPSP) dans le domaine



de la médecine du travail, ainsi que les services indépendants de certaines établissements, soulignant l'importance de la numérisation de ces services qui "s'inscrivent dans le cadre d'une politique systématique de numérisation du secteur selon le programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

Il a expliqué, dans ce sens, que cette rencontre est une "plateforme commune pour tous les acteurs" qui permettra de mettre en lumière les acquis et les points forts, outre l'examen des lacunes du programme de santé et de sé-

curité au travail. La rencontre "contribuera également à renforcer la stratégie nationale de protection et de prévention des risques professionnels et à aller vers l'adoption d'une politique globale dans ce domaine", a-t-il ajouté. Evoquant l'accord-cadre entre les employeurs et les structures de santé professionnelles datant de 1995, M. Talhi a appelé à sa révision afin de "l'adapter aux défis et aux changements socio-économiques dans le monde du travail en Algérie".

Pour sa part, le secrétaire général du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale,

Akli Berkati a évoqué les acquis réalisés dans le domaine de la médecine du travail dont l'article 66 de la constitution de 2020 sur le droit garanti par la loi à la protection, à la sécurité et à l'hygiène consacré dans toutes les politiques sociales et sanitaires en Algérie.

Concernant les activités effectuées par les services du ministère, le SG a rappelé le contrôle et l'inspection en 2023 "de plus de 113.000 organismes employeurs, au sujet de la prévention et la sécurité sanitaire et la médecine du travail concernant près de 3 millions et demi de travailleurs, à l'issue desquelles il a été procédé à l'établissement de près de 4.000 procès verbaux d'infraction en la matière, d'où la création de 764 nouvelles commissions paritaires au sein des établissements". La cheffe du service de la médecine du travail à l'établissement hospitalier spécialisé anti-cancer "Pierre et Marie Curie", Pr. Nora Liani, a fait état de "certaines lacunes à combler en matière de médecine de travail telles que la formation des médecins généralistes exerçant cette activité et le développement de la recherche scientifique dans ce domaine".

PROTECTION CIVILE

Des consultations médicales au profit des populations des zones enclavées de Timimoun et d'El-Meghaïer

Les services de la Protection civile des wilayas de Timimoun et El Meghaïer ont lancé mercredi deux caravanes médicales au profit des populations des zones enclavées et éparées de ces deux wilayas du sud, a-t-on appris des organisateurs.

Ces caravane, encadrées de corps médical de ce corps constitué, devront profiter aux populations des zones reculées et désertifiées des wilayas du Sud et des Hauts plateaux du pays. Donnant le coup d'envoi de cette caravane, le wali de Timimoun, Benamar Souana, qui a indiqué que cette action fait partie des nobles missions humanitaires de la protection civile, s'est félicité des efforts fournis par le corps médical pour la promotion de la couverture médicale au profit des populations des zones enclavées de la wilaya.

Pour sa part, le directeur local de la protection civile, Mohamed Amraoui, a fait savoir que la caravane se poursuivra tout au long d'une semaine pour cibler les différents Ksour de la région. Les citoyens des régions enclavées ont, de leur côté, loué cette initiative de la protection civile leur permettant de bénéficier des consultations médicales et leur épargner les longs déplacements vers d'autres régions lointaines pour les motifs de soins.

Dans la wilaya d'El-Meghaïer, cette caravane médicale de la protection civile, menée avec le concours des directions de la santé et celle de l'action sociale, a ciblé, en sa première journée, les populations des zones de Barkadja et Lemhache, dans la commune d'EL-Meghaïer.

Les autorités locales œuvrent, à ce titre, à rapprocher les prestations médicales spécialisées des citoyens des zones éparées et de suivre les malades nécessitant une prise en charge urgente.

ALGER

Réalisation de plus de 600 structures sanitaires depuis 2020 (ministre)

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a fait état, mardi, de la réalisation de plus de 600 structures sanitaires à Alger depuis 2020. Le ministre qui présidait l'inauguration de deux polycliniques à Soudania et Mahelma et inspectait le projet de réalisation de l'hôpital de cardiologie pédiatrique à Sidi Abdellah, en compagnie du wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabhi, a précisé que ces réalisations s'inscrivent dans le cadre des 54 engagements du président de la République, dont l'objectif principal est de rapprocher la santé du citoyen. Ces deux polycliniques comptent plusieurs spécialités médicales à même de réduire la pression sur les grands établissements hospitaliers à Alger. M. Saihi a annoncé "l'élaboration d'un programme ambitieux portant sur la réalisation d'autres structures prochainement, dont l'hôpital d'Ain Benian, une maternité à Reghaia et à Baraki et l'hôpital de neurologie et de neurochirurgie à Zeralda, en sus de la réalisation de structures spécialisées en oncologie à Rouiba et Beni Messous". Selon le ministre, ces réalisations qui profiteront à la capitale "sont à même de prendre en charge les malades conformément aux normes internationales dans plusieurs spécialités médicales". Concernant l'hôpital de cardiologie pédiatrique dont le taux des travaux a atteint 80 %, le ministre de la Santé a donné des instructions fermes aux responsables de ce projet à l'effet de le réceptionner au cours du premier semestre de 2024.

AÏN TEMOUCHENT

Réception de six nouvelles salles de soins

Le secteur de la santé d'Aïn-Temouchent a été renforcé par six nouvelles salles de soins réceptionnées récemment, a-t-on appris mardi du directeur de la Santé de la wilaya, Abdelkrim Mohamed Zemat. Ces nouvelles infrastructures, qui font partie des projets pris en charge durant l'année en cours, dont les dotations ont été inscrites dans le cadre du programme de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, visent à renforcer les prestations médicales à travers les agglomérations d'habitat secondaires et les zones enclavées, a indiqué le même interlocuteur. Ces salles de soins, qui ont été réceptionnées durant le deuxième semestre de l'année en cours, sont réparties à travers les localités de Kradsa dans la commune de Oued Sebbah, Sidi Slimane dans la commune de Hammam Bouhadjar, Sidi El Baroudi dans la commune de Messaïd, "Belouadi Tayeb" dans la commune d'Aïn Temouchent, "Djebbari Kacem" dans la commune de Terga et une autre à la plage El Hillal dans la commune de Sidi Benâada, a indiqué M. Zemat. Ces nouvelles structures sanitaires sont équipées de moyens matériels nécessaires pour accomplir leurs tâches dans les meilleures conditions, renforcées par un personnel médical et paramédical pour assurer les soins de base aux malades qui habitent ces régions, a ajouté le directeur de la Santé et de la population d'Aïn-Temouchent. Dans le même sillage, trois salles de soins, implantées dans les communes de Sidi Boumediene, Chentouf et Oued Berkeche ont été transformées en centres de santé, et ce en application d'une instruction ministérielle N12 en date du 17 septembre 2023, portant transformation des salles de soins relevant des établissements publics de santé de proximité en centres de santé, selon la même source. Ces centres de santé ont été consolidés par divers équipements d'analyses de laboratoire, de chirurgie dentaire, d'imagerie aux rayons X, afin de fournir des prestations médicales de qualité au profit des citoyens de ces collectivités locales. L'opération se poursuit pour toucher d'autres salles de soins qui seront reconverties prochainement en centres de santé, a-t-on souligné.

PALESTINE

Le chef de l'OMS "très préoccupé" par la menace croissante d'infections à Gaza

Le chef de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'est déclaré vendredi "très préoccupé" par la menace croissante posée par les maladies infectieuses dans la bande de Gaza, depuis le début de l'agression sioniste.

"Alors que les gens continuent d'être massivement déplacés dans le sud de Gaza, avec certaines familles contraintes de déménager à plusieurs reprises et beaucoup s'abritant dans des établissements de santé surpeuplés, mes collègues de l'OMS et moi restons très préoccupés par la menace croissante des maladies infectieuses", a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, sur le réseau social X (ex-Twitter).

"De la mi-octobre à la mi-décembre, les personnes vivant dans des abris ont continué à



tomber malades", a-t-il ajouté. Le Dr Tedros a précisé que près de 180.000 personnes souffraient d'infections des voies respiratoires supérieures, tandis que

avait eu 55.400 cas de poux et de gale, 5.330 cas de varicelle, ou encore 42.700 cas d'éruptions cutanées dont 4.722 d'impétigo.

"L'OMS et ses partenaires travaillent sans relâche pour aider les autorités sanitaires à accroître la surveillance et le contrôle des maladies en fournissant des médicaments et des kits de test, pour détecter et apporter des réponses rapides aux maladies infectieuses telles que l'hépatite, et en essayant d'améliorer l'accès à l'eau potable, à la nourriture, à l'hygiène", a ajouté M.Tedros.

CAP-VERT 232 cas confirmés de dengue enregistrés depuis novembre

Le nombre de cas confirmés de dengue au Cap-Vert est passé à 232 depuis la résurgence de l'infection virale début novembre, a déclaré jeudi à Praia la directrice nationale de la Santé, Angela Gomes. "Sur le nombre total de cas suspects signalés, nous en avons déjà 485 dont 232 confirmés" et les localités les plus touchées sont l'île de Fogo, où l'on dénombre 169 cas positifs, et l'île de Santiago, notamment dans la ville de Praia, où l'on compte 51 cas, a-t-elle précisé lors d'une rencontre avec la presse. Face à cette situation, les autorités ont renforcé les campagnes d'information, de nettoyage et de pulvérisation anti-moustiques dans les zones où il y a le plus de cas de dengue.

Cette maladie est en effet causée par les piqûres de moustique et elle se manifeste par des maux de tête, des douleurs musculaires et articulaires, ainsi qu'une inflammation cutanée. Les cas les plus graves peuvent évoluer vers la dengue hémorragique et, dans les cas extrêmes, entraîner la mort. L'épidémie de dengue la plus grave au Cap-Vert a été enregistrée en 2009 avec 21.000 cas et six décès, tous sur l'île de Santiago.

ETATS-UNIS

Le nouveau variant JN.1 de la COVID est à l'origine de près de la moitié des nouveaux cas d'infection

Un nouveau sous-variant du nouveau coronavirus, désigné JN.1, se propage rapidement aux Etats-Unis et est à l'origine de près de la moitié des derniers cas de COVID-19 dans le pays, selon le Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

"JN.1" est actuellement le variant qui se développe le plus rapidement et celui qui domine dans le pays, et est responsable de plus de 44% des nouveaux cas de contamination aux Etats-Unis contre 21,4% précédemment, selon le CDC qui estime que le variant JN.1 est le plus fort dans les régions du nord-est, y compris le New Jersey et New York, où il représente près de 57% des cas.

Ce nouveau variant du Covid est étroitement lié au variant BA.2.86 que le CDC suit depuis le mois d'août et il a été détecté pour la première fois aux Etats-Unis en septembre 2023. Il est probablement plus transmissible que les autres variants "ou plus apte à échapper à nos systèmes immunitaires que les autres variants en circulation", a affirmé le CDC.

PÉROU

Identification des 12 premiers cas du nouveau variant JN.1 de la Covid-19

Les autorités sanitaires du Pérou ont identifié les douze premiers cas du variant JN.1 de la Covid-19, qui est la "descendante de la lignée BA.2.86 hautement mutée", a confirmé mercredi le ministère péruvien de la Santé.

L'Institut national de la santé du ministère a identifié les cas grâce à la surveillance génomique du SRAS-CoV-2 dans des échantillons respiratoires prélevés en novembre dernier dans différentes régions du pays.

Les patients sont des personnes âgées de 23 à 58 ans, dont l'état est stable et qui sont prises en charge en ambulatoire, a indiqué le ministère dans un communiqué. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a classé la souche JN.1 du nouveau coronavirus comme un variant d'intérêt distinct de la lignée parentale BA.2.86. Selon l'évaluation réalisée par l'OMS, ce variant est considéré comme présentant un "faible risque" pour la santé publique. Il n'existe actuellement aucune preuve qu'il produise un tableau clinique différent ou plus grave que les autres lignées d'Omicron.

SOUDAN

L'ONU exprime sa profonde préoccupation face à l'épidémie persistante de choléra

Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a exprimé sa vive inquiétude quant aux graves conséquences du conflit au Soudan sur l'accès aux soins de santé, alors qu'une épidémie de choléra continue de se propager à travers le pays. OCHA a expliqué, mardi, que le nombre de cas suspects de choléra a augmenté de plus de 100 % au cours du mois dernier, avec près de 8300 cas suspects et plus de 200 décès signalés dans neuf Etats au 23 décembre, selon les données de l'OMS et du ministère soudanais de la Santé. Cela comprend plus de 1800 cas suspects de choléra dans l'Etat d'El Jazira, où de violents affrontements entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) ce mois-ci ont provoqué le déplacement d'au moins 300.000 personnes. OCHA a indiqué que la communauté humanitaire au Soudan s'efforçait de soutenir la détection et le traitement des cas de choléra, ainsi que les campagnes de vaccination. Mais il a averti que les combats en cours continuent d'entraver les efforts de réponse et de perturber l'accès aux services de santé publique de base. Près des deux tiers de la population soudanaise n'ont pas accès aux soins de santé, et plus de 70 % des hôpitaux des zones touchées par le conflit sont hors service.

ZAMBIE

3.189 cas de choléra depuis janvier

Le nombre cumulé de cas de choléra en Zambie est passé à 3.189 depuis l'apparition de cette maladie d'origine hydrique en janvier 2023, alors qu'elle se propage à d'autres districts, ont annoncé mardi les autorités sanitaires. La maladie a été découverte principalement dans quatre districts de la province de Lusaka, dont Lusaka, la capitale du pays, mais elle s'est maintenant propagée à d'autres districts dans le centre du pays, selon une source officielle.

Lundi, le président Hakainde Hichilema a exprimé sa tristesse face à l'apparition de la maladie, ajoutant qu'il déployait tous ses efforts pour que la Zambie devienne un centre de production de vaccins contre le choléra.

Le gouvernement renforce ses mesures de lutte contre l'épidémie de choléra

Les autorités sanitaires zambiennes ont annoncé jeudi un renforcement des mesures destinées à contenir l'épidémie de choléra qui sévit désormais dans douze régions du pays. La ministre de la Santé Sylvia Masebo a déclaré qu'une approche multisectorielle dirigée par l'Unité de gestion et d'atténuation des catastrophes avait été mise en place pour faire en sorte que cette épidémie propagée par les eaux souillées puisse être contenue. "Dans le cadre de cette approche multisectorielle, l'Unité nationale de gestion et d'atténuation des catastrophes a été activée. Elle joue depuis lors un rôle central dans l'orchestration d'une réponse coordonnée et efficace à cette épidémie de choléra", a-t-elle indiqué lors d'un point de presse conjoint avec les autres ministères concernés. Elle a noté que cette approche multisectorielle avait permis de mobiliser l'expertise et les ressources de différents ministères, et avait renforcé la capacité du pays à faire face à l'épidémie de manière globale.

Les mesures qui ont été prises comprennent l'approvisionnement des zones touchées en eau potable, en particulier à Lusaka, la capitale du pays, qui est gravement affectée par l'épidémie, a-t-elle expliqué. Les initiatives communautaires et les campagnes de sensibilisation ont également été intensifiées, de même que les efforts de communication sur les risques avec les principales parties prenantes.

Selon un bilan national quotidien, le pays a enregistré 116 nouveaux cas au cours des dernières 24 heures, portant le total cumulé des cas à 3.404 depuis janvier 2023. Cinq personnes sont en outre décédées, portant le total des décès à 93.

OMS

Appel au monde à mieux se préparer en cas de prochaines pandémies

Après avoir finalement mis un terme en 2023 à trois années de "crise, souffrance et pertes" liées au Covid, le monde doit se préparer correctement à de prochaines pandémies, a déclaré mardi le patron de l'OMS. Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a souligné que cette année avait marqué un tournant dans la lutte contre des problèmes de santé majeurs, mais qu'il y avait également eu "d'immenses souffrances qui auraient pu être évitées". Dans son message de fin d'année, Tedros a ap-

pelé à une intensification des efforts humanitaires pour la bande de Gaza et a exhorté les pays à conclure un accord "hors norme" pour combler les lacunes de préparation en cas d'une prochaine pandémie.

"L'an 2024 offre une opportunité unique de combler ces écarts", a-t-il déclaré rappelant que des pays négocient le tout premier accord mondial sur les menaces de pandémie. "L'accord sur la pandémie est conçu pour combler les écarts en matière de collaboration, de coopération et d'équité", a-t-il ajouté. M. Tedros a levé en mai le plus

haut niveau d'alerte sur la pandémie de Covid-19, estimant qu'elle était désormais suffisamment sous contrôle. "Cela a marqué un tournant pour le monde après trois années de crise, de souffrance et de pertes pour les gens du monde entier. Je suis heureux de voir que la vie est revenue à la normale", a souligné le patron de l'OMS dans son message vidéo. L'OMS a également levé l'alerte similaire concernant le mpox (longtemps appelée variole du singe) en mai 2023, tandis que l'agence sanitaire des Nations Unies a approuvé de nouveaux vac-

cins contre le paludisme, la dengue et la méningite, a rappelé M. Tedros. Entre-temps, l'Azerbaïdjan, le Belize et le Tadjikistan ont été déclarés exempts de paludisme. M. Tedros s'est félicité que lors de la dernière COP, les impacts du changement climatique sur la santé aient été soulignés. Il a ajouté que "les secours et les efforts humanitaires sont loin de répondre aux besoins de la population de Gaza", réitérant l'appel de l'OMS à un cessez-le-feu immédiat.

CANCER

L'IMMUNOTHÉRAPIE, C'EST QUOI EXACTEMENT ?

Cancer du poulmon, cancer de la gorge, mélanome... De nombreux cancers sont aujourd'hui traités par immunothérapie. Zoom sur ces médicaments avec un médecin oncologue.

L'immunothérapie est une approche thérapeutique relativement récente puisée au traitement est autorisé en France depuis 2013-2014. "Une véritable révolution" selon le Dr. Jérôme Fayette, médecin oncologue. Zoom.

Immunothérapie : de quoi s'agit-il ?

Pour comprendre comment fonctionne l'immunothérapie, il faut faire un détour du côté de la réaction immunitaire : "lorsque le système immunitaire repère une cellule cancéreuse, il envoie des lymphocytes T (pour "tueurs") qui vont s'y accrocher et la détruire" explique le Dr. Fayette.

Problème : certaines cellules cancéreuses expriment à leur surface un marqueur - baptisé PD-1 - qui a la capacité de "paralyser" les lymphocytes T. "C'est-à-dire qu'il peut se fixer à la cellule cancéreuse mais pas la détruire, comme s'ils étaient pris dans une camisole" illustre le médecin oncologue.

"L'immunothérapie va venir lever cette paralysie, briser la camisole, pour que le système immunitaire puisse faire son travail, remarque le spécialiste. Contrairement à la chimiothérapie, l'immunothérapie n'agit pas directement sur la cellule cancéreuse : elle rend ses armes au système immunitaire."

Immunothérapie : en pratique, comment ça se passe ?

Quels cancers peuvent être traités par immunothérapie ? De nombreux cancers peuvent être traités par immunothérapie : le mélanome, le cancer de la vessie, les cancers ORL (gorge...), le cancer du poulmon, le cancer du rein, certains lymphomes...

"En revanche, l'immunothérapie est inefficace sur le cancer du sein, sur la majorité des cancers digestifs et le cancer de la prostate, probablement parce que le système immunitaire est moins impliqué, souligne le Dr. Fayette. L'immunothérapie fonctionne bien sur les tumeurs "chaudes" qui impliquent le système immunitaire, moins sur les tumeurs "froides" où il n'y a pas d'action du système immunitaire."

Qui peut bénéficier de l'immunothérapie ? "Tous les patients peuvent avoir accès à l'immunothérapie, il n'y a que peu de contre-indications et pas de condition d'âge" note le médecin oncologue.

Quels sont les médicaments utilisés en immunothérapie ? À l'heure actuelle, en France, les médicaments d'immunothérapie suivants sont autorisés :

le nivolumab (Opdivo®) : il est utilisé en association avec l'ipilimumab (un médicament qui cible un autre marqueur de la cellule cancéreuse, le CTLA-4) contre le mélanome et le cancer du rein" remarque le spécialiste,

le pembrolizumab (Keytruda®) : "il est employé contre le cancer du poulmon, le cancer de la gorge, le cancer du rein, le cancer de la vessie, le cancer de l'œsophage, et il est remboursé par la Sécurité Sociale",

l'atézolizumab (Tecentriq®), contre le cancer du poulmon, le durvalumab (Imfinzi®), dans le cancer du poulmon,

l'avélumab (Bavencio®) dans certains cancers de la peau.

"Ces médicaments sont administrés par voie intraveineuse (c'est-à-dire : en perfusion, en hôpital de jour, l'administration dure environ 30 minutes" précise le Dr. Fayette. Dans le futur, les médica-



ments d'immunothérapie pourraient être administrés par voie sous-cutanée (c'est-à-dire : en piqûre) à domicile.

Immunothérapie : ça dure combien de temps ? "En moyenne, les séances sont à répéter pendant 3 à 6 semaines, avec des scanners d'évaluation tous les 2 à 3 mois" répond le médecin oncologue. Pour les cancers du poulmon, de la gorge et du rein, le traitement ne dure pas plus de 2 ans.

Immunothérapie : ça fonctionne vraiment ?

"Oui" répond d'emblée le Dr. Jérôme Fayette. "Certes, le traitement, par immunothérapie, est plus long que le traitement par chimiothérapie mais, dans certains cas (certains cancers du pou-

mon, par exemple), on peut vraiment parler de guérison - tandis que la chimiothérapie ne fait que prolonger la vie sans éliminer totalement les cellules cancéreuses."

Toutefois (et c'est l'un des grands enjeux de la recherche), certains patients répondent mieux à l'immunothérapie que d'autres - d'après l'Inserm, ces médicaments seraient efficaces chez seulement 20 % à 40 % des patients. "On a encore du mal à identifier ces patients : beaucoup d'études sont en cours sur cette question" note le médecin. "Les premiers résultats montrent que des tumeurs génétiques instables avec un fort taux de mutations, ou encore, des tumeurs fortement infiltrées en lymphocytes T sont plus vulnérables à l'immunothérapie" précise

l'Inserm. Immunothérapie : y a-t-il des effets secondaires ? Les experts estiment que 15 % des patients traités par immunothérapie ont des effets secondaires sérieux - ceux-ci résultent généralement d'une stimulation excessive du système immunitaire. "La tolérance est bonne mais il y a beaucoup d'effets secondaires possibles" réagit l'oncologue. Le plus souvent, il s'agit de troubles de la thyroïde (hypothyroïdie), de diarrhées, de troubles respiratoires, de troubles hépatiques, de douleurs ostéo-articulaires ou encore de problèmes de peau (dé-mangeaisons, boutons...).

Sur le long terme et plus rarement, des troubles endocriniens peuvent se développer - diabète, insuffisance surrénalienne...

recommandé car les infections à HPV transitoires sont très fréquentes chez les femmes jeunes. Leur détection exposerait de fait à des traitements inappropriés, augmentant ainsi les risques de complications lors de grossesses ultérieures.

Pour améliorer le dépistage, la HAS recommande également que ce test soit intégré au dépistage pris en charge par l'assurance maladie, sans avance de frais, avec l'objectif que toutes les femmes de 30 à 65 ans en fassent un tous les 5 ans.

En revanche, avant 30 ans, il n'est pas

cherche la présence d'ADN du virus HPV à haut risque chez les femmes. Sa fiabilité est meilleure que le frottis classique et les faux négatifs sont exceptionnels. "Chez les femmes de plus de 30 ans, il s'avère nettement plus efficace pour réduire l'incidence du cancer du col de l'utérus. De plus, en cas de test négatif, le recours au test HPV permet d'aggraver l'intervalle entre deux dépistages - passant de trois à cinq ans" souligne la HAS.

Un test plus efficace pour les femmes de plus de 30 ans

La HAS recommande désormais l'utilisation du test HPV en première intention lors du dépistage du cancer du col de l'utérus à partir de 30 ans. À la différence de l'examen cytologique, qui s'intéresse à la morphologie des cellules, le test HPV

On dénombre en France plus de 3000 nouveaux cas de cancer du col de l'utérus et plus de 1000 décès par an. Pour réduire le risque, la Haute autorité de santé recommande le test HPV chez les femmes de plus de 30 ans.

En 2010, la Haute autorité de santé (HAS) a publié des recommandations sur la prévention et le dépistage du cancer du col de l'utérus à l'attention des femmes de 25 à 65 ans. Mais le taux de dépistage - d'environ 60 % - reste toujours insuffisant et on dénombre encore 1000 décès

La surconsommation de viande rouge augmente le risque de cancer colorectal

Manger trop de viande rouge augmente le risque de cancer colorectal. Des chercheurs américains viennent enfin d'identifier les caractéristiques spécifiques des dommages causés sur l'ADN par un régime alimentaire très riche en viande rouge.

Depuis plusieurs années, la viande rouge est incriminée dans différentes pathologies comme le diabète, les maladies cardiovasculaires ou encore le cancer. Cette fois, une nouvelle étude menée par des chercheurs américains du Dana-Farber Cancer Institute (Etats-Unis), vient d'identifier clairement les dommages causés sur l'ADN par un régime alimentaire très riche en viande rouge. Pour cette étude, les scientifiques ont séquencé l'ADN de 900 patients atteints d'un cancer colorectal et déjà suivi par les médecins dans le cadre d'autres recherches. Leurs recherches ont révélé qu'ils étaient porteurs d'une mutation de l'ADN spécifique, appelée alkylation. Cette mutation était associée de façon significative à la consommation de viande rouge (à la fois transformée et non transformée) avant le déclenchement de la maladie. Mais les chercheurs ne l'ont pas trouvée chez les consommateurs de volaille ou de poisson.

LA FAUTE AU FER HÉMIQUE ? C'est le fer hémique, présent dans la viande, qui est pointé du doigt par les scientifiques. Composé d'un atome de fer et de protéines, il donne cette couleur rouge à la viande. Lors de la digestion, il est transformé en un composé toxique pour nos cellules : l'aldéhyde. Celui-ci favorise les mutations au niveau de l'ADN et provoque la mort des cellules du colon et du rectum. Mais attention, les chercheurs précisent qu'il ne s'agit pas d'arrêter totalement de manger de la viande rouge, mais plutôt d'en manger "avec modération" car les plus hauts niveaux d'alkylation n'ont été constatés que dans les tumeurs de patients mangeant en moyenne plus de 150 grammes de viande rouge par jour.

DES RÉSULTATS SIMILAIRES EN GRANDE-BRETAGNE Ce n'est pas la première étude à présenter de tels résultats. En 2018, des chercheurs de l'Université de Leeds, au Royaume-Uni, avaient évalué l'impact de la viande rouge, de la volaille, du poisson ou d'un régime végétarien, sur le développement du cancer du colon chez la femme. Les résultats de leur étude étaient parus dans l'International Journal of Cancer.

125 scientifiques avaient recruté une cohorte de plus de 32 000 femmes d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Ecosse entre 1995 et 1998 qu'ils avaient suivies en moyenne pendant 17 ans. Au total, 462 cas de cancer colorectal avaient été comptabilisés. Les chercheurs avaient alors constaté que les femmes qui mangeaient de la viande rouge, présentaient des taux plus élevés de cancer du colon que les végétariennes. Rappelons que l'Institut de recherche sur le cancer recommande de ne pas dépasser les 500 grammes de viande rouge par semaine.

En 100 ans

CANCER DU POUMON

DES SCANNERS RÉGULIERS POUR DÉPISTER LES SUJETS À RISQUE ?

Alors que sa prise en charge s'améliore, l'espérance de vie du cancer du poulmon demeure très limitée. Mais, un dépistage régulier permettrait de limiter les décès. Explications du Professeur Nicolas Girard, oncologue et pneumologue à l'Institut Curie.

Le cancer du poulmon est le 3^e cancer le plus fréquent en France. Son incidence stagne chez l'homme, mais progresse fortement chez la femme depuis les années 90, en raison d'un effet retardé de l'augmentation de la consommation de tabac chez les femmes. Quant au taux de survie à 5 ans, il s'améliore mais reste mauvais (16% chez l'homme, 20% chez la femme).



Un diagnostic trop tardif à l'origine du mauvais pronostic

Même si un patient diagnostiqué sur sept n'a jamais fumé, le tabagisme (y compris ancien) est à l'origine de 80% des cancers du poulmon. Ce cancer agressif, qui touche 46 000 Français chaque année, est le cancer le plus meurtrier en raison d'un diagnostic bien trop tardif. La raison ? Le cancer du poulmon évolue à bas bruit, avec au départ des symptômes - toux, essoufflement, voix enrouée... - peu spécifiques, qui passent inaperçus. Lorsque des symptômes plus inhabituels apparaissent et amènent les patients à consulter, ce sont souvent des symptômes métastatiques, signes que les cellules anormales se sont détachées de la tumeur et se sont propagées à d'autres organes, le cerveau ou les os par exemple. À ce stade avancé, le cancer n'est pas opérable et bien plus difficile à soigner.

Et l'avantage, poursuit le médecin, "c'est qu'ils se prennent sous forme de comprimés, donc sans les inconvénients de la chimiothérapie. Les patients peuvent retrouver une vie quasi normale."

L'espérance des thérapies ciblées et de l'immunothérapie

Si l'incidence du cancer du poulmon augmente, la mortalité a quand même diminué. Aujourd'hui, de nouvelles stratégies thérapeutiques font en effet leurs preuves. La médecine de précision donne des résultats pour les cancers de stade avancé, mais aussi plus précoces. "On propose des thérapies ciblées en fonction des anomalies génétiques à l'origine de l'apparition du cancer. Ces thérapies sont efficaces chez plus de 80 à 90 % des patients, s'enthousiasme le Pr Girard, oncologue pneumologue et responsable de l'Institut du Thorax Curie-Montsouris. Chez les patients non fumeurs - plutôt des profils jeunes et féminins - on retrouve d'ailleurs dans deux tiers des cas une mutation génétique, qui telle un interrupteur on/off, fait passer la cellule pulmonaire normale à un état de cellule pulmonaire tumorale, qui se met alors à proliférer. "Les traitements ciblés viennent "éteindre" l'anomalie génétique.

Autre stratégie efficace, l'immunothérapie. Ici les molécules injectées ont appris à reconnaître et à neutraliser les cellules cancéreuses, et pour longtemps. Un peu comme sur le principe de l'immunité prolongée après une vaccination. "En combinant l'immunothérapie à la chimiothérapie, on peut ainsi prolonger la vie du patient après les traitements : à 5 ans du diagnostic, on a 30% à 45% de patients en vie, ce qui peut sembler peu, mais c'est une belle avancée ! Sans ces traitements, le pronostic vital est de moins de 5% à 5 ans..."

Cancer du poulmon : dépasser tôt pour améliorer le pronostic vital

Alors quelles solutions pour améliorer encore le pronostic des patients ? Depuis plusieurs années, médecins et sociétés savantes plaident pour l'instauration d'un dépistage du cancer du poulmon par scanners réguliers, de la même façon que l'on propose aux femmes à risque une mammographie.

L'avantage, c'est que les facteurs de risque du cancer du poulmon sont connus : l'âge (plus de 50 ans) et le tabagisme de longue durée (plus de 25 ans). En conséquence, l'identification des sujets à risque, qui pourraient bénéficier d'un scanner régulier, serait plutôt simple. En théorie en tout cas.

"Le bénéfice d'un dépistage n'est plus à démontrer : on

connait son efficacité depuis 2011 grâce à une étude américaine de grande ampleur, qui a montré une réduction de la mortalité par cancer du poulmon de 20 % chez des fumeurs ou anciens fumeurs, dépistés tous les ans par un scanner thoracique", souligne Nicolas Girard. Un essai, qui n'avait pas convaincu la Haute Autorité de santé. Dans un avis remis en 2016, elle pointait en effet un nombre trop important de faux positifs. Mais, en 2018, un essai européen, baptisé Nelson, a confirmé une baisse de mortalité de 25 à 30% grâce à un dépistage régulier (tous les deux ans et demi), avec moins de faux positifs grâce à des recommandations de bonnes pratiques pour les professionnels de santé. Cette étude, publiée dans le New England Journal of Medicine en 2020, n'a pas donné pour l'heure de nouvelles recommandations de la HAS.

Le Pr Nicolas Girard l'affirme, le dépistage régulier fonctionne lorsqu'il est proposé aux patients à risque, à savoir les plus de 50 ans et ceux avec un tabagisme de plus de 25 ans. "On a deux fois moins de patients avec des formes métastatiques, les parents sont plus opérables et curables. Et le résultat est majeur : la mortalité diminue de 25 à 30%, assure-t-il. Et d'appuyer : quand on diagnostique un patient au stade précoce, la survie monte à 95% à 5 ans !"

D'autres pays, comme le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Canada, la Belgique, ont d'ailleurs mis en place le dépistage, avec succès. Pourquoi pas en France où quelques expériences régionales, par exemple en Picardie, ont pourtant été efficaces

D'abord, l'enjeu est d'identifier les personnes à risque. On les connaît certes, mais la logistique d'identification par l'Assurance maladie n'est pas si simple. Et pour cause, on n'inscrit pas sur sa carte vitale combien de cigarettes on fume chaque jour. Cela demanderait donc d'interroger les personnes alors même que le tabagisme est souvent considéré comme un choix personnel. Il y a pourtant des solutions pour contourner cela et pallier aux difficultés de participation au dépistage. "Au Royaume-Uni, des camions équipés de scanners s'installent sur les parkings des centres commerciaux. C'est le dépistage qui vient aux gens et non l'inverse", souligne le pneumologue.

Au-delà de cette réticence de principe, se pose la question du financement, d'autant plus dans le contexte de crise sanitaire. Même si avec la volatilité, le Covid-19 pourrait être une opportunité", souligne Nicolas Girard, précisant que ces derniers mois, l'utilisation plus fréquente du scanner pour évaluer le degré d'atteinte des poulmons et surveiller l'évolution du virus chez les patients les plus sévères, a de facto augmenté le diagnostic de formes précoces de cancers du poulmon.

A l'occasion du lancement ce 4 février du plan Cancer, l'Institut du cancer (Inca) a mis à contribution les Français entre septembre et octobre dernier. La consultation, qui a recueilli plus de 23 000 contributions, a identifié l'axe "prévention" comme priorité numéro 1, dont "l'évaluation de la faisabilité d'un dépistage du cancer du poulmon" comme mesure la plus soutenue.

MALI

La MINUSMA quitte la base de Tombouctou

Les militaires de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) ont quitté la base de Tombouctou, dans le centre du pays, a rapporté le groupe médiatique public ORTM.

Lors de la cérémonie de transfert de la base aux autorités maliennes, le chef de la Minusma Anton Antchev a remis les clés au gouverneur de Tombouctou, Bakoun Kanté et le drapeau de l'ONU a été baissé.

"Au nom des plus hautes autorités de la transition, au nom

de la population de la région de Tombouctou et au mien propre, je voudrais dire merci à la Minusma pour les efforts accomplis dans le cadre du retour de la paix, du vivre-ensemble et de la cohésion sociale", a déclaré le gouverneur de la région, Bakoun Kanté, au cours

de la cérémonie. Le 30 juin, le Conseil de sécurité de l'ONU a unanimement adopté, à la demande du gouvernement du Mali, une résolution mettant fin à la mission de paix dans ce pays africain. Le retrait des troupes doit prendre fin d'ici le 31 décembre.

SOUDAN

L'ONU appelle à une action urgente face à la crise humanitaire

Les Nations Unies ont appelé vendredi à une action urgente pour faire face aux crises sanitaire et humanitaire au Soudan, théâtre d'un conflit entre l'armée aux Forces de soutien rapide (FSR). "Une action urgente est nécessaire pour stopper l'aggravation du conflit au Soudan, où les crises humanitaire et sanitaire empirent du fait d'un nouveau déplacement de centaines de milliers de personnes, principalement des

femmes et des enfants", a indiqué sur (X) le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus.

L'ONU estime qu'au moins 7,1 millions de personnes ont été déplacées depuis le début du conflit en cours, dont 1,5 million ont trouvé refuge dans des pays voisins.

Dans un communiqué publié la semaine dernière, le Conseil de sécurité avait appelé les parties au conflit à

cesser immédiatement les hostilités et à s'engager en faveur d'une solution négociée. Les quinze ont également plaidé pour un accès humanitaire "sûr et sans entrave" à travers l'ensemble du territoire soudanais afin d'apporter de l'assistance aux populations affectées par le conflit. Selon l'Organisation internationale, le Soudan a besoin d'une aide d'urgence de plus de 75 millions de dollars pour faire face à la crise alimentaire ac-

tuelle. Sur le plan politique, le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté début décembre une résolution en vertu de laquelle il a mis fin, à compter du 3 décembre, au mandat confié en 2021 à la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS). Cette résolution est intervenue à la suite d'une demande dans ce sens formulée le 16 novembre dernier par le gouvernement soudanais.

Faim, violences et déplacements, le conflit qui a bouleversé la vie de millions de Soudanais en 2023

Le conflit qui dure depuis plus de huit mois au Soudan, a fait des milliers de victimes et déraciné des millions de personnes, et l'ouverture, récemment, d'un nouveau front à Wad Madani risque de compliquer les choses, alors que les tentatives de médiation se sont jusqu'à présent révélées infructueuses. Le Soudan est plongé dans le chaos depuis le 15 avril dernier, lorsque les tensions latentes entre l'armée régulière, dirigée par Abdel Fattah Al-Burhan, et les Forces de soutien rapide (FSR) de Mohamed Hamdane Daglo, ont dégénéré en guerre ouverte, l'une des plus rapides au monde.

Depuis, les civils n'ont connu aucun répit face aux violences qui ont fait, selon l'ONU et des ONG, plus de 12.000 morts, pour la plupart des civils. Lorsque la guerre a éclaté, les combats se sont d'abord concentrés à Khartoum, mais se sont rapidement étendus à d'autres régions.

Ils ont désormais atteint la ville stratégique de Wad Madani, la capitale de l'Etat d'al-Jazira, qui était jusque-là épargnée par les hostilités. Cette ville est devenue un refuge pour des milliers de déplacés depuis le début de ce conflit, et nombre d'entre eux sont contraints de fuir pour la deuxième fois en moins de neuf mois de guerre.

Ces nouveaux combats ont contraint les organisations humanitaires à y suspendre leurs activités. A l'ouest du Soudan, c'est l'escalade au Darfour qui préoccupe la communauté internationale.

Les récentes atrocités commises dans la région, complètement désertée également par les agences humanitaires depuis

avril, ont incité le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) à déclarer en juillet qu'il enquêtait sur des allégations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Pénuries, aides insuffisantes et médiation sans succès

La violence qui s'est étendue, a entraîné le déplacement de 7,1 millions de personnes, soit près d'une personne sur sept dans le pays : plus de 5,6 millions de personnes déplacées, dispersées dans les 18 Etats du pays et 1,5 million ont trouvé refuge notamment au Tchad, au Soudan du Sud et en Egypte.

Le conflit dévastateur et la violence meurtrière, associés au déclin économique continu, ont plongé environ 17,7 millions de personnes à travers le Soudan (37% de la population) dans des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, prévient l'ONU.

Selon la Classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC) des Nations unies, si les conditions ne s'améliorent pas d'ici au mois de mai, les familles commenceraient à vivre une situation "catastrophique".

En outre, l'insécurité, les déplacements, l'accès limité aux médicaments, aux fournitures médicales, à l'électricité et à l'eau continuent de poser d'énormes défis à la prestation de soins de santé dans tout le pays.

Selon le ministère soudanais de la Santé et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 7700 cas suspects de choléra, dont 216 décès, ont été signalés dans neuf Etats au 15 décembre.

D'autres épidémies, notamment la rougeole, le paludisme et la dengue, ont été signalées

dans plusieurs Etats du pays, dont environ deux tiers de la population n'ont pas accès aux soins de santé, tandis que plus de 70% des établissements de santé sont hors service.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) affirme que le Soudan représente la plus grande crise humanitaire au monde, mais le plan de réponse n'est financé qu'à 33%.

Aussi, le conflit a privé d'école environ 12 millions d'enfants depuis avril, et le nombre total d'enfants non scolarisés au Soudan atteint les 19 millions, ont rapporté des ONG et l'ONU.

Après avoir laissé entrevoir de possibles pourparlers, le sommet de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), instance multilatérale d'Afrique de l'Est, qui s'est réunie les 9 et 10 décembre à Djibouti, éprouve finalement des difficultés à faire asseoir les parties au conflit à la table des négociations. L'IGAD participe aux efforts de médiation visant à mettre fin au conflit, aux côtés de l'Arabie saoudite et des Etats-Unis, qui ont facilité une série de pourparlers indirects entre les belligérants début novembre, sans succès. Là dessus, l'ONU est consciente de son incapacité d'agir. "Nous pouvons dire que nous avons échoué à empêcher" la guerre au Soudan, qui a pris l'ONU "par surprise", avait admis, début mai, son chef, Antonio Guterres. Par ailleurs, et à la demande de Khartoum, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté, le 1er décembre, pour mettre fin à la Mission intégrée des Nations unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS).

TCHAD

Démission du gouvernement de transition

Le Premier ministre de transition tchadien, Saleh Kebzabo, a annoncé vendredi la démission de son gouvernement, quelques heures après la promulgation de la nouvelle Constitution.

"Conformément à la pratique républicaine et aux usages, suite à la promulgation de la Constitution, j'ai remis au président de transition ma démission de Premier ministre, ainsi que celle de mon gouvernement", a indiqué M. Kebzabo sur le réseau social X. Peu avant, le président de transition, Mahamat Idriss Déby Itno, avait promulgué la nouvelle Constitution, adoptée par référendum. Le 17 décembre, les Tchadiens étaient appelés aux urnes pour se prononcer sur la nouvelle Constitution qui doit ouvrir la voie à de nouvelles élections générales plus de deux ans après l'accession au pouvoir de Mahamat Idriss Déby Itno. Jeudi, la Cour suprême du Tchad a définitivement validé les résultats du référendum pour une nouvelle Constitution, une étape-clé censée ouvrir la voie à des élections fin 2024 dans le pays.

NIGERIA

Séoul annonce la libération de deux Sud-Coréens enlevés au sud du Nigéria

Deux Sud-Coréens enlevés il y a près de trois semaines par un groupe armé non identifié au Nigeria ont été libérés, a annoncé samedi le ministère des Affaires étrangères sud-coréen. Les deux Sud-Coréens, enlevés le 12 décembre dans le sud du Nigeria, sont des employés d'une filiale de construction du groupe Daewoo, selon l'agence de presse sud-coréenne Yonhap.

Les hommes "ont été transférés dans une zone sûre après un examen médical et ont parlé à leurs familles" par téléphone, a indiqué le ministère dans un communiqué précisant que les hommes étaient en bonne santé. Il n'a pas été précisé si une rançon avait été payée.

Lors de l'enlèvement, des membres du groupe armé ont tué quatre gardes du corps - des soldats nigériens - ainsi que deux chauffeurs locaux, a indiqué Séoul dans le communiqué. Le gouvernement sud-coréen s'est engagé à "revoir les mesures de protection" de ses ressortissants au Nigeria, selon le communiqué.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Les irrégularités signalées lors du processus électoral sont insignifiantes (commission)

Les irrégularités signalées au cours du processus électoral du 20 décembre dernier en République démocratique du Congo (RDC) sont "insignifiantes" et n'affectent pas les résultats du scrutin, a déclaré à la presse vendredi Denis Kadima, président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Plus de 5.000 incidents lors du scrutin pour les élections générales du 20 décembre ont été documentés par les observateurs à travers le pays.

"Nous connaissons certaines de ces irrégularités (...) mais la majorité des accusations n'ont pas des preuves et sont surtout insignifiantes et ne peuvent pas affecter les résultats", a souligné M. Kadima à Kinshasa. Il a affirmé que l'opposition, malgré "ses cris au scandale et son appel à l'annulation du processus électoral", n'a présenté aucune preuve pour étayer ses allégations.

"A ce niveau aujourd'hui, nous sommes sur la bonne voie pour annoncer le vainqueur de l'élection présidentielle le 31 décembre comme prévu dans notre calendrier", a-t-il ajouté. Selon les résultats partiels annoncés jeudi soir par la CENI, le président sortant Félix Tshisekedi est en tête de la course avec 76,32% des voix parmi les bulletins déjà dépouillés, Moïse Katumbi arrivant en deuxième position avec 16,16% des voix.

Ces résultats représentent plus de dix millions de voix, sur un total d'environ 44 millions d'électeurs inscrits. Selon le calendrier électoral officiel, les résultats provisoires sont attendus le 31 décembre, tandis que le prochain chef de l'Etat prêterait serment le 20 janvier 2024 après la validation de la Cour constitutionnelle.

Concernant les résultats provisoires des élections législatives nationale et provinciale en RDC, ils seront connus le 3 janvier 2024, selon un responsable de la CENI, cité par des médias. Quant aux résultats des élections municipales, ils seront connus le 4 février 2024, a-t-il ajouté.

APS

PALESTINE

Agressions sionistes contre Ghaza : 21.507 Palestiniens tombent en martyrs (nouveau bilan)

Au moins 21.507 Palestiniens sont tombés en martyrs à Ghaza, où l'armée d'occupation sioniste mène une sauvage agression depuis le 7 octobre dernier, ont annoncé vendredi les autorités sanitaires palestiniennes dans un nouveau bilan toujours provisoire.

Ce bilan comprend 187 martyrs palestiniens répertoriés lors des 24 dernières heures, a précisé le ministère palestinien de la Santé qui a également fait état de 55.915 blessés. L'Office de

l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) a parallèlement annoncé vendredi sur X (ex-Twitter), que 308 Palestiniens qui avaient trouvé refuge dans des abris de l'agence étaient eux

aussi tombés en martyrs depuis le début des agressions sionistes, et 1.095 autres ont été blessés. "Il n'y a aucun endroit sûr à Ghaza", a ajouté l'UNRWA dans sa publication.

Un journaliste tombe en martyr dans un bombardement de l'armée sioniste à Ghaza

Un journaliste palestinien et plusieurs membres de sa famille sont tombés en martyrs et d'autres personnes ont été blessées, samedi lors d'un raid de l'armée de l'occupation sioniste contre le camp de Nuseirat, au centre de la bande de Ghaza, ont

indiqué des sources palestiniennes locales.

Selon ces sources, les avions d'occupation ont bombardé la maison du journaliste Jabr Abu Hadros dans le camp de Nuseirat, entraînant sa mort ainsi qu'un certain nombre de membres de sa famille. L'agression a

également fait plusieurs blessés.

Plus de 100 journalistes sont tombés en martyrs depuis le début de l'agression sioniste contre Ghaza, le 7 octobre dernier.

L'occupation sioniste poursuit son agression contre la bande de Ghaza, par

voie terrestre, maritime et aérienne, faisant plus de 21.000 martyrs palestiniens, la majorité sont des enfants et des femmes, et environ 55.000 blessés ainsi que des milliers de disparus, selon un nouveau bilan donné samedi par l'agence de presse Wafa.

Agression à Ghaza: le MAE palestinien salue la plainte de Pretoria devant la CIJ contre l'entité sioniste

Le ministère palestinien des Affaires étrangères et des Expatriés, a salué la plainte déposée par l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de Justice (CIJ) de La Haye, contre l'entité sioniste pour avoir commis des actes de génocide contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza, a rapporté samedi l'agence de presse Wafa.

L'Afrique du Sud a accusé l'entité sioniste devant la CIJ de se livrer à des "actes de génocide contre le peuple palestinien à Ghaza", selon la juridiction, organe judiciaire principal des Nations unies.

Dans sa requête, l'Afrique du Sud affirme que les actes de l'entité sioniste "revêtent un ca-

ractère génocidaire, car ils s'accompagnent de l'intention spécifique requise (...) de détruire les Palestiniens de Ghaza en tant que partie du groupe national", a indiqué dans un communiqué la CIJ, basée à La Haye.

Selon Pretoria, "par son comportement - par l'intermédiaire de ses organes et agents et d'autres personnes et entités agissant sur ses instructions ou sous sa direction, son contrôle ou son influence - à l'égard des Palestiniens de Ghaza", l'entité sioniste "manque aux obligations qui lui incombent au titre de la convention contre le génocide", a précisé la CIJ.

Dans un communiqué publié vendredi soir, le ministère palestinien a salué cette dé-

marche, rappelant que l'Afrique du Sud et la Palestine "sont membres de la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948".

Le ministère a appelé la CIJ à "répondre rapidement à la demande d'Afrique du Sud", et à "prendre des mesures urgentes" afin d'empêcher l'entité sioniste de commettre davantage de crimes de génocide, contre le peuple palestinien.

Les agressions sionistes contre la bande de Ghaza et la Cisjordanie occupée, ont fait, depuis le 7 octobre dernier, plus de 21.000 martyrs, dont une majorité de femmes et d'enfants, selon un dernier bilan officiel.

Pékin appelle la communauté internationale à promouvoir un cessez-le-feu à Ghaza

Le représentant permanent adjoint de la Chine auprès des Nations unies, Geng Shuang, a appelé la communauté internationale à promouvoir l'avènement d'un cessez-le-feu dans la bande de Ghaza, théâtre d'agressions barbares sionistes depuis plus de 80 jours, a rapporté samedi l'agence de presse Chine nouvelle.

"Plus de deux millions d'innocents dans l'enclave palestinienne ont été plongés dans une catastrophe humanitaire sans précédent", depuis le début le 7 octobre dernier de l'agression sioniste contre Ghaza, a dit vendredi le diplomate chi-

nois devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

"La communauté internationale doit déployer tous ses efforts pour favoriser un cessez-le-feu, atténuer la catastrophe et sauver des vies", à Ghaza, a-t-il déclaré mettant en garde que "la prolongation du conflit exacerbera les obstacles à l'aide humanitaire et compromettra les perspectives d'un règlement politique".

Et de déplorer: "Il n'y a pas d'endroit sûr dans la bande de Ghaza et des centaines de milliers de Palestiniens, qui ont été forcés de se déplacer à plusieurs reprises, n'ont nulle part où aller".

La Chine exhorte

l'entité sioniste à "cesser immédiatement ses attaques militaires aveugles et ses punitions collectives à l'encontre de la population de Ghaza et à fournir les conditions nécessaires aux agences humanitaires pour qu'elles puissent mener à bien leur travail d'assistance" dans l'enclave palestinienne, a-t-il poursuivi.

La situation humanitaire actuelle à Ghaza "est extrêmement grave": les produits de première nécessité sont presque épuisés, le système médical est paralysé, l'ordre social est sur le point de s'effondrer, des dizaines de milliers de femmes

enceintes sont menacées de famine extrême et des nouveau-nés sont privés d'alimentation en raison de la malnutrition de leur mère, a encore dit Geng Shuang.

A cet effet, a-t-il ajouté, la Chine appelle toutes les parties à "mettre en œuvre efficacement et pleinement la résolution 2720 du Conseil de sécurité, qui vise à renforcer

l'aide humanitaire dans la bande de Ghaza". Elle attend avec impatience la mise en place rapide d'un mécanisme garantissant l'entrée sûre et sans entrave de fournitures humanitaires adéquates dans l'enclave".

AFGHANISTAN

Le Conseil de sécurité de l'ONU demande un envoyé spécial en Afghanistan

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté vendredi une résolution dans laquelle il demande la nomination "sans délai" d'un envoyé spécial pour l'Afghanistan. La résolution 2721 a été adoptée par 13 voix pour et deux abstentions. Dans une précédente résolution, votée plus tôt dans l'année, le Conseil de sécurité avait demandé au Secrétaire général de lui présenter une évaluation intégrée et indépendante sur l'Afghanistan au plus tard le 17 novembre 2023, après avoir consulté tous les acteurs politiques et parties prenantes en Afghanistan. Cette évaluation indépendante devait s'accompagner de recommandations s'inscrivant dans une perspective d'avenir, afin que les acteurs concernés adoptent une "stratégie intégrée et cohérente" pour relever les défis de l'Afghanistan, notamment dans les domaines de l'action humanitaire et des droits humains, particulièrement les droits des femmes, indique-t-on auprès de l'ONU. Rappelant que le statu quo actuel ne fonctionne pas en Afghanistan, l'instance exécutive de l'ONU a recommandé notamment l'adoption de mesures immédiates pour répondre aux besoins fondamentaux de la population et la proposition de feuille de route aux fins d'un dialogue politique visant à réintégrer le pays dans la communauté internationale. Dans sa nouvelle résolution, le Conseil de sécurité invite les Etats membres et les autres parties prenantes à prendre en considération ces recommandations, notamment en intensifiant le dialogue au niveau international "d'une manière plus cohérente, plus coordonnée et plus structurée". L'objectif final visé est un Afghanistan en paix avec lui-même et avec ses voisins, "pleinement réintégré" au sein de la communauté internationale et honorant ses obligations internationales, souligne le Conseil.

CHINE

Neuf responsables de l'armée exclus du Parlement

La Chine a exclu de son Parlement neuf responsables militaires dans un vaste remaniement qui intervient dans la foulée de la nomination vendredi d'un nouveau ministre de la Défense, a rapporté vendredi l'agence Chine nouvelle. C'est finalement Dong Jun qui a été désigné vendredi nouveau ministre de la Défense, mettant fin à des mois de vacance à ce poste stratégique. Dès juillet, les autorités avaient annoncé doter l'unité chargée des missiles stratégiques, notamment nucléaires, d'une nouvelle direction. Les neuf responsables exclus vendredi de l'Assemblée populaire nationale, le Parlement chinois, y siégeaient à titre de représentants non-élus. Le nouveau titulaire du portefeuille, Dong Jun, était jusqu'à présent le commandant de la marine, un poste qu'il occupait depuis août 2021.

IMMIGRATION

Le Mexique et les Etats-Unis décident de renforcer leur coopération pour réduire l'immigration clandestine

Le Mexique et les Etats-Unis sont convenus de renforcer leur collaboration pour s'attaquer aux "causes profondes" de la migration irrégulière et pour mettre fin à la traite des êtres humains, a annoncé jeudi le ministère mexicain des Affaires étrangères. Le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador a reçu mercredi une délégation de hauts fonctionnaires américains dans la capitale Mexico, suite à l'accord conclu la semaine dernière avec son homologue américain, Joe Biden, en vue de prendre de nouvelles mesures pour réduire les flux migratoires irréguliers, a indiqué le ministère dans un communiqué. Il précise que les deux pays ont réaffirmé leur engagement à promouvoir une migration ordonnée, humaine et régulière. "Il s'agit notamment de renforcer notre coopération pour s'attaquer aux causes profondes de la migration, telles que la pauvreté, l'inégalité et la violence", a-t-il précisé. "La coopération en cours comprend également des efforts accrus pour perturber le trafic d'êtres humains, la traite des êtres humains et les réseaux criminels, ainsi que la poursuite des travaux visant à promouvoir des voies de migration légales plutôt qu'irrégulières", a ajouté le ministère. Les délégations des deux pays sont convenues de se rencontrer à nouveau dans la capitale américaine en janvier 2024 pour continuer à faire progresser leur gestion commune des migrations dans le contexte de la crise migratoire régionale. En novembre, le service des douanes et de la protection des frontières des Etats-Unis a enregistré 242.418 détentions de migrants le long de la frontière avec le Mexique, principalement des Centraméricains et des Sud-Américains. Ces derniers jours, le flux de migrants à la frontière mexicaine avec les Etats-Unis a atteint des niveaux sans précédent, entre 10.000 et 12.000 par jour, ce qui a entraîné la fermeture partielle de certains points de passage.

MÉDIAS

Tenue de la réunion constitutive de l'Organisation nationale des journalistes algériens

La réunion constitutive de l'Organisation nationale des journalistes algériens, qui vise l'accompagnement de la famille médiatique pour la promotion du travail journalistique, s'est tenue jeudi à Alger, indique un communiqué de cette nouvelle organisation.

La réunion, qui a vu la participation de "plus de 100 journalistes fondateurs de plusieurs wilayas", intervient en réponse de la corporation des journalistes aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et aux appels du ministère de tutelle pour s'organiser afin de transmettre ses préoccupations, précise le communiqué.

L'objectif de cette organisation étant d'accompagner la famille médiatique dans les efforts soutenus déployés par les

institutions de l'Etat au cours des dernières années pour soutenir le secteur médiatique et se conformer aux nouvelles lois régissant le secteur, tout en œuvrant à transmettre les préoccupations de manière systématique et organisée afin de promouvoir le travail journalistique, ajoute-t-on de même source. A cette occasion, Slimane Abdouche a été plébiscité président de l'organisation, et la composante de son bureau exécutif a été annoncée, conclut le communiqué.

THÉÂTRE

Avant-première d'une pièce théâtrale sur le roi Jugurtha en janvier 2024 à Tizi-Ouzou

Un nouveau spectacle théâtral sur la vie et la résistance du roi numide Jugurtha sera présentée en avant première le 6 janvier prochain au Théâtre régional Kateb Yacine de Tizi-Ouzou (TRTO), a-t-on appris lundi des organisateurs. Le texte de la nouvelle pièce d'une heure et 20 minutes produite par l'association Thighri Umezgun (L'appel du théâtre), écrit par Mohamed Amezziane Bourbia, d'après plusieurs ouvrages, et mis en scène par Lyes Arab,

raconte la vie et la résistance du roi numide qui fut un redoutable et farouche ennemi de la puissance d'alors, Rome.

"Ce nouveau spectacle ambitieux de mettre davantage en lumière et rendre accessible à un large public la résistance de ce roi qui a tenu tête à la conquête romaine de l'Afrique du Nord", a souligné le président de l'association productrice, Hocine Nedjimi, dans une déclaration à l'APS. Petit fils du roi numide Massinissa, Jugurtha,

qui avait établi sa capitale à Cirta, actuelle Constantine, voulait restaurer l'unité du royaume de son grand père, après avoir tué ses cousins, se rebella contre Rome, en livrant une guerre durant près de sept (7) années (111-105).

Il fut trahi par son beau père, Bocchus, qui le livra aux Romains en échange de la promesse de lui donner une partie des territoires ouest de la Numidie, laquelle a été incorporée dans le Royaume de Maurétanie.

Le monodrame "SDF, El Moutacharida" met à nu les travers de la société

"SDF, El Moutacharida", intitulé d'un monodrame qui met à nu les travers de la société, a été présenté, lundi soir au Théâtre national Mahieddine Bachtarzi (TNA), dans le cadre de la programmation des spectacles hors compétition du 16e Festival national du Théâtre professionnel (FNTP).

Ecrit et mis en scène par Ahmed Hichem Gandi et rendu par l'époustouflante Fatima Tahri, "SDF, El Moutacharida" (Sans domicile fixe) donne la parole, devant un public relativement nombreux, à Ghania, une femme sans ressources vivant dans l'errance et la précarité, qui devient, le temps d'une heure de spectacle, témoin de son temps et de sa cité.

Entamant son spectacle depuis la rue, passant par le Commissariat du 16e Fntp au deuxième étage du TNA, où elle est allée, tout en interprétant son rôle de vagabonde, inviter les gens à venir assister à son spectacle, Ghania, va mettre à nu tous les travers de la société en passant en revue dans une série de tours d'imitations brillamment menés et réussis plusieurs personnages représentant un microcosme social.

Du chien, de Si Saber et sa fille Warda, qui la persécute pour lui prendre son pot de yaourt, à Zoubir l'éboueur, puis, la jeune fille et son père ventripotents, le religieux, ou encore Messaouda la sourde-muette, entre autre, Ghania va révéler toutes leurs tares et montrer la double vie des uns, l'hypocrisie

et les mensonges des autres. Vivant dans la difficulté et la détresse absolues, Ghania s'estime malgré tout, heureuse dans son errance et ses accoutrements de vagabonde, car "elle ne doit rien à personne et encore moins à la société".

La scénographie, également œuvre d'Ahmed Hichem Gandi, a consisté en un éclairage judicieux et quelques accessoires, sacs de poubelles, vieux seaux en acier abandonnés, couffin déchiré et quelques débris qui jonchent le sol, lieu de vie de Ghania qui a occupé, par un jeu précis et plein, tout l'espace scénique de la salle annexe, Hadj-Omar du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA).

Fatima Tahri a commencé la pratique du 4e Art en 2007, enchaînant les spectacles avec son conjoint Ahmed Hichem Gandi qui, lorsqu'il n'est pas dans la direction du spectacle, écrit et adapte des textes pour les interpréter en groupe avec d'autres comédiens, à l'instar de Larbi Gaoui qui s'est occupé, cette fois-ci, de l'éclairage et du son.

Fatima Tahri compte à son actif plusieurs distinctions nationales et internationales, dont le Prix de la "Meilleure interprétation" au Festival national universitaire du monologue à Oued Souf et au Festival culturel national de Tindouf. Le monodrame "SDF, El Moutacharida" est produit par l'Association Boudarga d'El Bayedh.

CALLIGRAPHIE

Le calligraphe Kour Noureddine met la lumière sur la résistance héroïque du peuple palestinien

Le calligraphe Kour Noureddine propose aux visiteurs ses œuvres les plus récentes entièrement dédiées au combat héroïque du peuple palestinien et sa résistance face à l'agression barbare de la soldatesque sioniste, exposées à la Maison de la culture Zeddour Brahim Belkacem. Organisée en hommage au peuple palestinien, qui fait face depuis près de trois mois à la machine de guerre sioniste, l'exposition comprend 44 calligraphies réalisées dans diverses variantes et déclinaisons de ce genre artistique dont les styles kouffi, persan et le thuluth diwane.

Les œuvres exposées, toutes réalisées au cours de l'année 2023, sont largement dominées par les thématiques mettant en exergue la patience, l'optimisme et la victoire, soutenues par des versets coraniques, a indiqué l'artiste, qui a précisé que l'exposition est organisée dans le sillage des manifestations initiées dans le cadre de la célébration de la journée de la Langue arabe, coïncidant avec le 18 décembre de chaque année.

Utilisant des couleurs vives et fortes comme le rouge, le violet, l'orange et le jaune, Kour voit dans la combinaison de ces tons l'expression de la dure réalité à laquelle est confronté le peuple palestinien frère, qui est, depuis près de 3 mois, en train d'écrire une séquence triste mais au fond glorieuse de son histoire. L'artiste a également utilisé la technique de l'acrylique, qui donne une touche esthétique certaine à ses œuvres, au grand bonheur des amateurs de cette forme d'expression artistique, qui a connu ses heures de gloire depuis l'avènement de l'Islam. L'exposition, qui se poursuit jusqu'au 31 décembre en cours, est la première du genre organisée par le calligraphe qui vient d'obtenir une "ijaza", la première à être décernée à un artiste algérien, qui est une forme d'habilitation hissant son récipiendaire au rang de maître dans ce domaine artistique, rappelle-t-on.

Kour Noureddine, qui a édité un ouvrage ayant pour titre "patrimoine et calligraphie arabes", a à son actif un millier de tableaux, qu'il a exposés lors de différentes manifestations en Algérie et à l'étranger.

BATNA

La bibliothèque principale de lecture publique publie la 1^{ère} bibliographie d'écrivains de la wilaya

La bibliothèque principale de lecture publique, Mohamed Hamouda Bensai de Batna a publié la première bibliographie d'écrivains de la wilaya, a-t-on appris mardi de la direction de cet établissement culturel situé au pôle urbain Hamla 2.

Dans une déclaration à l'APS, la directrice de cette bibliothèque Chahrazed Douadi a indiqué que le nouveau livre bibliographique qui sera actualisée chaque année, comprend 287 écrivains locaux ayant publié leurs œuvres dans 86 maisons d'édition locales et nationales. L'ouvrage a été produit par le staff de la bibliothèque principale de lecture publique en collaboration avec la section locale de l'Union des écrivains algériens et des enseignants universitaires spécialisés, a ajouté la même responsable, précisant que des exemplaires de cette première édition sont actuellement disponibles au siège de la bibliothèque principale et d'autres seront initialement distribués au profit des 20 annexes de la bibliothèque. L'initiative de l'édition d'une bibliographie des écrivains de la wilaya constitue une référence aux chercheurs et à ceux qui s'intéressent aux publications locales et contribue ainsi à faire connaître les écrivains et les ouvrages à travers les expositions et événements littéraires locaux et nationaux ou par la participation aux séances littéraires de la manifestation culturelle nationale "forum du livre" qui s'organise dans les bibliothèques principales de lectures publiques et leurs annexes. La première bibliographie des écrivains de Batna éditée sous forme d'un livre compte environ 500 pages et 387 titres en langues arabe, amazight, française et anglaise.

APS

LITTÉRATURE

Les écrits des prisonniers palestiniens, une matière documentant le drame dans les geôles de l'occupation (Chercheurs)

Les écrits des prisonniers palestiniens présentent une "matière historique" documentant le drame dans les camps de détention de l'occupation sioniste et les crimes perpétrés par l'occupant, ont estimé des chercheurs lors de la 11e édition du colloque "Choumouâ la tantafie" (des bougies qui ne s'éteignent pas), qui a pris fin lundi à la maison de la Culture et des Arts Zeddour Brahim Belkacem d'Oran.

La chercheuse Leila Kouaki, cheffe de l'unité du projet de recherche "écrits historiques et littéraires" du Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran, a indiqué que les récits des prisonniers, classés comme littérature de prison, écrits par des détenus ou romanciers, "documentent le quotidien et la souffrance des Palestiniens à l'intérieur des prisons de l'occupant sioniste et du drame de ces prisonniers, qui défendent leur cause juste et l'indépendance de leur pays".

Les écrits des prisonniers, poésie ou prose, constituent des mémoires riches dans l'histoire de la littérature arabe, a

ajouté la chercheuse, citant, notamment, des modèles de romans tels que "les ombres de clés" du poète et romancier Brahim Nasrallah et "Satair El Ataba" de Walid Houdli.

Ardjoune Batoul de l'université "Hassiba Benbouali" de Chlef a abordé, dans sa communication intitulée "l'intifada et le discours de la résistance", le pouvoir de la résistance culturelle sous ses diverses formes (poésie, roman, musique, mode, etc.) pour atteindre le public de manière plus rapide à travers les réseaux sociaux.

La même intervenante, qui est cheffe de l'unité "Récits et poésie" de l'Académie El Ouahrani pour les études scientifiques et l'interaction culturelle, a souligné que "l'opération «Tofane El Aqsa» et les massacres commis par l'entité sioniste à Gaza et en Palestine de manière générale ont eu un grand impact et une influence manifeste dans le monde virtuel, devenant une source d'inspiration pour de nombreux intellectuels et artistes solidaires de la cause palestinienne et soutenant le peuple

palestinien afin de recouvrer son indépendance".

Le poète Mahmoud Bouzid a abordé, pour sa part, la littérature de la résistance, soulignant que l'occupation sioniste n'est pas venue en Palestine pour spolier la terre seulement, mais pour dérober le patrimoine, la culture et l'identité du peuple palestinien qui lutte pour vivre libre dans son pays.

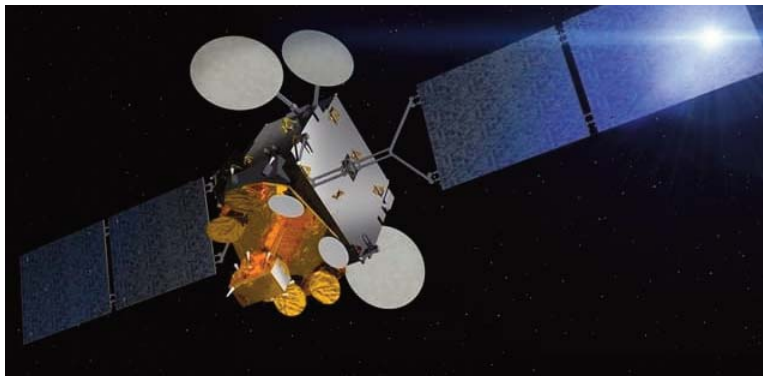
Les travaux de la 11e édition du colloque national "Choumouâ la tantafie" dédiée à la Palestine ont été marqués par la présentation de vers signés par 15 poètes venus de différentes wilayas du pays pour présenter des vers de leurs recueils, témoignant des massacres commis par l'occupant sioniste.

L'organisation de cette rencontre, qui s'est déroulée sous le slogan "Palestine... nos yeux vers vous", a été supervisée par la maison de la Culture et des Arts "Zeddour Brahim Belkacem", en coordination avec l'Académie El Ouahrani pour les études scientifiques et l'interaction culturelle, sous la tutelle de la direction de la Culture et des Arts.

ESPACE

L'Inde veut lancer 50 satellites capables d'observer la Terre d'ici 2028

L'Inde prévoit de lancer 50 satellites au cours des cinq prochaines années pour observer la surface de la Terre, a déclaré vendredi le chef de l'Organisation indienne de recherche spatiale (ISRO), Sreedhara Somanath.



"Nous mettrons en place plusieurs échelons de satellites sur différentes orbites, de l'orbite géostationnaire équatoriale à l'orbite terrestre basse, en passant par l'orbite terrestre très basse", a-t-il fait savoir, cité par l'agence de presse PTI, lors d'un symposium scientifique organisé à l'Institut indien de technologie (IIT) à Mumbai. La mise en place

d'une constellation de satellites apportera un énorme potentiel à l'Inde. Tout en développant de nouveaux appareils spatiaux, l'ISRO prévoit d'adopter davantage d'approches utilisant l'intelligence artificielle ainsi que des systèmes optiques et électroniques avancés pour la collecte et l'analyse de données sur la surface de la Terre, a-t-il ajouté.

La Chine lance quatre satellites météorologiques

La Chine a envoyé lundi avec succès quatre satellites météorologiques dans l'espace depuis le Centre de lancement de satellites de Jiuquan, dans le nord-ouest du pays, a rapporté l'agence de presse Chine nou-

velle. Les satellites appartenant à la constellation météorologique Tianmu-1 ont été lancés à 9h00 (heure de Pékin) par une fusée porteuse Kuaizhou-1A, et sont entrés dans l'orbite prévue, selon la même source.

Ils seront principalement utilisés pour fournir des services commerciaux de données météorologiques.

Ce lancement représente la 23e mission de vol des fusées Kuaizhou-1A.

AUSTRALIE

Un homme inculpé pour l'envoi de 17 millions de SMS frauduleux



La police australienne a inculpé mercredi un homme pour l'envoi d'environ 17 millions de SMS frauduleux, soit environ un pour chaque adulte vivant dans le pays.

Cet habitant de la banlieue de Sydney, âgé de 39 ans, dont l'identité n'a pas été révélée, est l'unique auteur de ces messages frauduleux, selon la police de Nouvelle-Galles du Sud.

Des utilisateurs de téléphones portables vivant à travers tout le pays ont reçu ces messages qui contenaient de faux liens censés provenir de l'entreprise Australia Post ou de concessionnaires de routes à péage. Ils auraient été envoyés à l'aide de "boîtes SIM" capables d'envoyer des dizaines de milliers de messages par jour. L'homme a été inculpé pour utilisation d'équipements en réseau afin de "commettre une infraction grave". Il a été libéré sous caution.

"Les SMS de phishing (hameçonnage) sont l'une des tactiques les plus utilisées par les escrocs pour obtenir des informations bancaires et les données personnelles de leurs victimes", a déclaré Jason Smith, commandant de la brigade de lutte contre la cybercriminalité de la police.

"Les boîtes SIM peuvent contenir plus de 250 cartes SIM actives et envoient généralement jusqu'à 150.000 messages par jour contenant des appâts destinés à harponner des victimes".

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

TOURNOI NATIONAL «OPEN MILEV» DE KARATÉ-DO 450 athlètes participent à la 5^e édition à Mila

Les compétitions du tournoi national "Open Milev" de karaté-do ont été lancées vendredi à la salle omnisports Chahid Tayeb Benabderahmane de Mila avec la participation de 450 karatékas dans les catégories cadets et junior (garçons- filles).

Selon M. Ahmed Boucetta, président de la ligue de wilaya de Mila de karaté-do, organisatrice du tournoi en collaboration avec la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS), cette cinquième édition est marquée par la participation de 450 athlètes représentant 70 clubs évoluant dans la spécialité karaté-do de 20 wilayas du pays comme Constantine, Tizpaza, Alger, Béjaia, Tizi Ouzou et Mila.

Cet événement sportif annuel revêt une dimension internationale, car il est marqué également par la participation d'une délégation de la Tunisie composée de 10 karatékas (garçons et filles), selon M. Boucetta qui, dans une déclaration à l'APS, a évoqué la bonne préparation pour réussir ce tournoi auquel prend



part un nombre considérable d'athlètes de divers poids (moins de 47 kg à plus de 70 kg), affirmant que tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour garantir une

meilleure prise en charge du point de vue hébergement et restauration notamment, en plus de la mobilisation de plus de 50 arbitres pour la conduite des compétitions.

Du côté des participants, l'entraîneur du club sportif de karaté-do de Teleghma (wilaya de Mila), Souhaib Youbi a indiqué : "notre participation à cette édition à travers 13 kara-

tékas (garçons et filles) s'inscrit dans le cadre de nos préparatifs en prévision du lancement des compétitions officielles de la saison 2023-2024".

Il a affirmé qu'ils se sont bien préparés pour réaliser des résultats honorables dans ce tournoi national caractérisé par la participation de clubs de poids dans cette discipline sportive. Dans son allocution à l'ouverture officielle du tournoi, le directeur de wilaya de la jeunesse et des sports, (DJS), Abderahmane Ahmidani a indiqué que cet événement sportif annuel coïncidant avec la date commémorant la mort du moudjahid Abdelhafid Bousouf (31 décembre 1980), constitue une occasion pour les athlètes de briller.

CYCLISME

Reprise du Tour de Colombie après 3 ans de suspension



Le Tour de Colombie va reprendre en 2024, trois ans après sa suspension en raison du Covid-19, avec notamment la participation des équipes Movistar, Astana et EF Education-Easypost, qui seront au départ du prochain Tour, a annoncé jeudi la Fédération colombienne de cyclisme (FCC).

Interrompue depuis 2021 en raison

de la pandémie du coronavirus et du manque de ressources financières, la course aura lieu du 6 au 11 février. Movistar, Astana et EF Education-Easypost, trois équipes du World Tour, aligneront chacune six coureurs dont les noms seront annoncés en janvier, précise la FCC.

Les organisateurs ont pour l'heure livré le nom d'un invité-vedette: le Britannique de 38 ans Mark Cavendish (Astana), ancien champion du monde et vainqueur de 34 étapes du Tour de France.

Autre présence notable, celle du Colombien Nairo Quintana (33 ans), de retour au sein de la Movistar après une année blanche à la suite de sa disqualification à l'issue du Tour de France en 2022.

Les trois dernières éditions du Tour de Colombie ont été remportées par les coureurs locaux Egan Bernal (2018), Miguel Angel Lopez (2019) et Sergio Higuita (2020).

BASKETBALL- CHAMPIONNAT ARABE (GR B-2E J)

La Tunisie domine le Maroc 66-54



La sélection tunisienne de basketball a signé sa deuxième victoire de rang au championnat arabe seniors messieurs, en dominant son homologue marocaine 66-54 mercredi au Caire, pour le compte de la 2^e journée (Groupe B).

Mardi, le cinq tunisien avait entamé son parcours par un premier succès acquis aux dépens du Koweït 85-69 pour le compte de la première journée.

Lors de la 3^e journée prévue jeudi, la Tunisie affrontera l'Egypte à partir de 17h00.

Pour rappel, le groupe B est composé de la Tunisie de l'Egypte, des Emirats arabes, du Maroc et du Koweït. Dans le groupe A, l'Algérie et la Libye sont en tête avec deux points après leur succès contre respectivement la Somalie (80-75) et la Mauritanie (92-77).

Le groupe A est composé de la Libye, de la Mauritanie, de l'Algérie et de la Somalie. La compétition se poursuivra demain jeudi avec le déroulement de la 2^e journée dans le groupe A qui mettra aux prises la Somalie à la Mauritanie, alors que l'Algérie affrontera la Libye, vendredi 29 décembre (15h30) avant de boucler la phase de poules face à la Mauritanie, le samedi 30 décembre (13h30).

APS

TENNIS

La dotation de l'Open d'Australie portée à 59 millions de dollars

Les organisateurs de l'Open d'Australie de tennis ont annoncé une hausse de 13% de la dotation du premier tournoi majeur de la saison, à 86,5 millions de dollars australiens (59,1 millions de dollars américains) pour cette compétition qui débutera le 14 janvier à Melbourne. En 2023, l'Open d'Australie avait été le moins bien doté des quatre tournois du Grand Chelem, à 76,5 millions de dollars australiens (52,3 millions de dollars américains). Il avait été remporté par le Serbe Novak Djokovic et la Bélarusse Aryna Sabalenka.

Les vainqueurs de l'édition 2024, dont les finales seront disputées les 27 janvier (dames) et 28 janvier (messieurs), remporteront chacun 3,15 millions de dollars australiens.

Le directeur du tournoi, Craig Tiley, a insisté sur la nécessité que "les meilleurs joueurs au monde soient rétribués de façon appropriée".

La dotation de l'Open d'Australie a plus que doublé en dix ans mais, même



augmentée, elle reste inférieure à celle du dernier US Open, qui s'était établie à 65 millions de dollars américains l'été dernier.

Au cours de la saison écoulée, la dotation des deux autres tournois du

Grand Chelem avait été de 56,9 millions de dollars américains pour Wimbledon et à 54,9 millions pour Roland-Garros, soit davantage que ce qu'avait offert le rendez-vous australien.

SONDAGE APS "BRAHIM DAHMANI"

Les participants louent le retour sur le devant de la scène du sondage de l'APS "Brahim Dahmani"

Les personnalités politiques et sportives, ainsi que d'anciens athlètes, qui étaient présents à la cérémonie de remise des distinctions du sondage APS, Prix "Brahim Dahmani", récompensant les meilleurs sportifs algériens de l'année-2023, jeudi soir au Centre international des Conférences "Abdelatif Rahal" (CIC) à Alger, ont tous loué, le retour de cette traditionnelle opération après une éclipse de quatre années.

La cérémonie était aussi l'occasion pour les grandes retrouvailles entre plusieurs personnalités du monde sportif et professionnel, à l'image des anciens athlètes et journalistes pour récompenser les bons moments d'un passé qui remonte à plus de 25 bonnes années.

"C'est un privilège d'être convié à un événement de cette ampleur. Cette soirée a été une excellente opportunité pour revoir des amis que j'ai perdus de vue. Je remercie les organisateurs qui n'ont seulement m'ont honoré par cette distinction, mais surtout rendu possible ses retrouvailles qui nous rappellent des histoires", a indiqué à l'APS, Aboubakar Hamidechi, ancien journaliste a u journal sportif "Al Hade".

Le même sentiment a été partagé par le lauréat du 1er Prix du sondage de l'APS, des meilleurs sportifs algériens, le spécialiste des courses de demi-fond, Abderrahmane Morceli, s'était en 1977.

"Je suis très heureux pour cette invitation. Vous m'avez permis, aujourd'hui de revivre des moments que j'ai déjà vécu en 1977 lors de ma première consécration du sondage, avec ma soeur Sakina Boutemine. J'ai la chair de poule en voyant ces jeunes athlètes honorés. C'est une reconnaissance pour leurs efforts déployés tout au long d'une année. Une consécration qui va récompenser les athlètes pour rester dans la même dynamique des bons résultats. Merci à l'APS", a-t-il réagi. De son côté, l'ancien champion olympique et mondial du 1500 m, Nouredine Morceli, frère d'Abderrahmane, n'a pas caché sa joie d'être parmi les présents à cette cérémonie qui lui rappelle des soirées inoubliables.

"Le sondage de l'APS était et restera toujours une marque d'estime et d'honneur fait aux athlètes algériens. C'était une fête que les athlètes qui se sont illustrés durant l'année attendaient avec enthousiasme et hâte, surtout que c'est la plus importante opération du genre à l'échelle nationale.

Le retour de ce sondage, après quatre ans d'absence, devrait être un stimulant pour nos jeunes athlètes pour continuer à travailler, pour espérer être parmi les lauréats.

Bravo aux organisateurs et bonne continuation", a déclaré, Nouredine Morceli, ancien Secrétaire d'Etat chargé du sport d'Elite.

Vainqueur cinq fois de suite du Prix "Brahim Dahmani", les années (1990, 1991, 1992, 1992 et 1995), Morceli a également tenu à féliciter les lauréats de l'année 2023, tout en les exhortant à doubler d'effort, surtout que les Jeux olympiques 2024 pointent en ligne de mire, et les athlètes doivent être à leur meilleure forme pour espérer réaliser de grosses performances.

Durant la soirée, une petite rétrospective audiovisuelle a été exposée sur les différents lauréats du sondage APS "Brahim Dahmani" depuis 1977, et où défilaient les images des athlètes ayant été primés et parmi eux, Amar Brahima, un ancien spécialiste des épreuves de demi-fond (800m et 1500m), aujourd'hui entraîneur de plusieurs internationaux et membre de l'exécutif du Comité olympique et sportif algérien (COA).

"Ca m'a fait chaud au cœur, quand je regardais défiler les images de tous les anciens athlètes algériens distingués durant les différentes éditions du sondage de l'APS. Ce sont des images fortes qui resteront gravées dans ma mémoire. Cette soirée m'a permis également de rencontrer des amis de ma génération entre autres des anciens journalistes qui nous suivaient lors de notre carrière d'athlète", a confié Brahima, lauréat de la 26 édition du Sondage de l'APS en 1978.

Les meilleurs athlètes 2023 ont eu l'unanimité des organes de presse

Les trente cinq organes de presse ayant pris part au traditionnel sondage "Brahim-Dahmani" de l'agence Algérie- Presse-Service (APS) des meilleurs athlètes pour l'année 2023, étaient unanimes dans leur choix des cinq vainqueurs du sondage, qui revient cette année après quatre années d'absence.

Lors du sondage, les médias nationaux (journaux, radios, chaînes de télévision et sites internet) ont choisi, comme meilleurs sportifs algériens pour l'année 2023 qui tire à sa fin, les athlètes Slimane Moula (athlétisme) chez les messieurs, Kaylia Nemour (gymnastique) chez les dames, Nesrine Houili (cyclisme) en espoir et les deux vainqueurs en handisport Nassima Saifi (para-athlétisme) et Ibrahim Guendouz (para-kayak).

Les cinq heureux lauréats du sondage ont été honorés jeudi en soirée lors d'une cérémonie organisée au Centre international des Conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), en présence de plusieurs personnalités politiques et sportives, ainsi que des invités d'honneur.

Chez les messieurs, Slimane Moula (athlétisme) a raflé la mise en obtenant 112 points des suffrages, contre 66 pts pour le judoka Driss Messaoud et 31 points pour le boxeur Jugurtha Ait Bekka. Moula (24 ans) a été plébiscité 19 fois en 1re position, 5 fois en seconde position et 2 fois en 3e place, lors du Prix "Brahim Dahmani" devant Driss Messaoud (9 fois en 1re place, 5 fois en seconde position et 6 fois en 3e position), et Jugurtha Ait Bekka cité 2 fois en 1re position, 5 fois en seconde et 6 fois en 3e position).

Une juste récompense pour Slimane Moula (24 ans), champion d'Afrique, 5e du 800m en finale du mondial d'athlétisme à Budapest en Hongrie et double médaillé d'or aux Jeux sportifs arabes en Algérie, avec à la clé une qualification aux Jeux olympiques de Paris-2024, où il compte s'illustrer de forte belle manière.

Il a remporté en mai dernier, la course du 800 mètres de la première étape de la Ligue de Diamant au Qatar, la 3e place à la 4e étape à Paris et la 2e position à l'Etape de Monaco.

Chez les dames, la gymnaste Kaylia Nemour a été classée par les médias au suffrage du sondage de l'APS, 20 fois en première position et 4 fois en seconde place, devant les boxeuses Imane Khelif (7 fois en première place, 10 fois en seconde et 7 fois à la 3e place) et Roumaissa Boualem (3 fois en 1re position et 6 fois en seconde). Nemour qui fête samedi ses 17 ans, s'est illustrée en 2023 avec un titre africain, mais surtout par sa médaille d'argent au championnat du monde aux barres asymétriques, au championnat du Monde d'Anvers en Belgique, une première historique au niveau africain et arabe. En Belgique, elle a

réalisé un très beau concours général en obtenant 53.966 pts et dont une grande performance aux barres asymétriques avec la note à 15.033 points. L'athlète a également décroché deux médailles (1 argent à la poutre et une bronze aux barres asymétriques) aux Internationaux de France, en septembre pour le compte la Coupe du monde de gymnastique (World Challenge Cup).

Dans la catégorie des espoirs, la cycliste Nesrine Houili a été préférée par les scrutateurs au prix du sondage pour sa catégorie, remportant haut la main la première place. Houili (19 ans) a été citée 25 fois en première position, devant l'escrimeuse Mohamed Belkebir (5 fois/1re, une fois au second et une autre au 3e rang), et Celya Ouikane (4 fois/1re, une fois /2e et 4 fois/3e). Le sacre de Nesrine Houili, native de la ville de Tlélat vient récompenser une saison auréolée de succès et marquée par une qualification historique aux Jeux olympiques Paris-2024. Lors d'une année faste en victoires, la spécialiste du contre-la-montre à la silhouette élancée et au tempérament de fer, a décroché une multitude de trophées, à commencer par le titre africain au Ghana, avant de s'illustrer aux Jeux sportifs arabes 2023 disputés en Algérie avec deux médailles d'or en contre-la-montre (individuel et par équipes) et les deux breloques en vermeil aux Championnats arabes de cyclisme sur route, dans le contre-la-montre individuel (U23) et la course en ligne (Elite dames).

Les athlètes: Ibrahim Guendouz (Para-kayak) et Nassima Saifi (para-athlétisme) ont été élus, par la presse nationale, meilleurs athlètes handisport pour l'année 2023. Chez les hommes, Guendouz, médaillé de bronze au championnat du monde et qualifié aux Jeux Paralympiques-2024 a été plébiscité 17 fois en 1re position, totalisant 85 points, devant le para-powerlifter Hocine Bettir (50 pts) et cité 10 fois en pôle position, alors que Nassima Saifi, médaillée d'or et de bronze au dernier championnat du monde au disque et poids, a eu la majorité écrasante des voix des organes de presse, étant nommée 32 fois à la première place, cumulant un total de 160 pts.

L'APS saisit cette occasion pour mesurer les exploits et les actions de l'ensemble des acteurs du sport algérien, en conviant la presse sportive nationale à ce sondage qui a vu le jour en 1977.

Abderrahmane Morceli (Athlétisme) se remémore son sacre lors de la première édition en 1977

L'ancien demi-fondiste algérien Abderrahmane Morceli s'est remémoré avec beaucoup d'émotion son sacre en tant que meilleur athlète algérien pendant l'année 1977, qui lui avait été décerné par l'APS, à travers son sondage annuel "Brahim Dahmani", qui a été relancé en cette fin d'année 2023, après une trêve de quatre ans.

"C'est du fond du cœur que je remercie l'APS d'avoir relancé ce sondage et je la félicite également pour l'excellente organisation de cette édition 2023, qui a été un franc succès.

L'APS peut se targuer d'avoir réussi à relever le défi de relancer cette bonne initiative.

J'ai eu la chance d'être le premier lauréat de ce sondage en 1977.

Une époque où j'étais champion d'Afrique en titre et quatrième mondial.

C'est avec beaucoup d'émotion que je revis l'événement, 46 ans après, en compagnie d'une nouvelle génération de champions" a-t-il déclaré en marge de la cérémonie de l'édition 2023, tenue jeudi soir, au Centre International des Conférences (CIC).

Frère aîné de Nouredine Morceli, l'ex-champion du monde et olympique du 1500 mètres, Abderrahmane Morceli a été sacré chez les messieurs, en 1977, alors que chez les dames, c'est Sakina Boutemine (athlétisme) qui avait été choisie comme meilleure athlète féminine

cette année-là. "Honorer les athlètes algériens dans ce genre de cérémonies devrait les encourager à travailler plus, et à fournir plus d'efforts pour se retrouver sous les feux de la rampe.

C'est donc une très bonne chose que d'avoir relancé cette charmante initiative et c'est tout à l'honneur de l'APS" a-t-il ajouté.

L'argent et la technologie font partie intégrante du sport moderne

Abderrahmane Morceli a considéré que l'apport financier occupe une importance capitale dans le sport moderne, d'où la nécessité de mettre plus de moyens à la disposition des sportifs algériens, particulièrement les athlètes d'élite, qui s'apprennent à disputer d'importantes compétitions internationales, comme les Jeux olympiques.

"Les olympiades parisiennes approchent à grands pas et les chances d'y récolter des médailles s'améliorent de plus en plus, car en plus des importants moyens financiers dont disposent certaines nations, la technologie et les moyens scientifiques risquent eux aussi de faire une grande différence" a-t-il souligné.

A titre d'exemple, Morceli a cité la Norvège et de la Grande Bretagne, qui grâce à la science arrivent aujourd'hui à concurrencer des pays comme l'Algérie, le Kenya, la Tanzanie et l'Ethiopie sur le 1500 mètres et

le 5000 mètres, alors que jusqu'à un passé récent, ces derniers pays étaient considérés comme les maîtres incontestés du demi-fond.

"J'espère aussi que nos athlètes bénéficieront d'un bon encadrement technique, car selon moi, cet aspect est tout aussi important que les moyens financiers.

A ce propos, je pense que le recours au sponsoring est devenu une fatalité, c'est la seule solution à même de garantir aux athlètes un financement stable et régulier sur le long terme" a-t-il préconisé.

Abderrahmane Morceli a été très déçu, en effet, par la participation algérienne aux JO de 2021 à Tokyo, et qui selon lui "a été catastrophique".

Ainsi, pour éviter de revivre le même scénario en 2024 à Paris, il a préconisé de mettre les différents moyens suscités à disposition des athlètes, pour les aider à changer la donne.

Pour rappel, l'édition 2023 du sondage APS "Brahim Dahmani" a vu le sacre du demi-fondiste Slimane Moula chez les messieurs, et de la jeune gymnaste Kaylia Nemour chez les dames, alors que la cycliste Nesrine Houili l'a emporté chez les espoirs de moins de 23 ans.

Enfin, en handisport, la victoire est revenue à Ibrahim Guendouz (para-kayak) et Nassima Saifi (para-athlétisme) chez les dames.

CAN-2023 (ALGÉRIE)

Belmadi retient 26 joueurs, retour de Belaïli et M'bolhi

Le sélectionneur de l'équipe algérienne de football Djamel Belmadi, a fait appel à 26 joueurs, dont 4 évoluant en championnat local, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier-11 février), a annoncé la Fédération algérienne (FAF) vendredi soir sur son site officiel.

Cette liste est marquée par le retour du gardien Rais M'bolhi (CR Belouizdad) et de l'ailier gauche Youcef Belaïli (MC Alger) après une longue absence. Les deux sociétaires de l'USM Alger : le portier Oussama Benbot et le défenseur central Zinédine Belaïd vont prendre part à leur première phase finale de la CAN, à l'instar de huit autres éléments : le gardien Mandrea (Caen/ France), Guitoun (FC Metz/ France), Aït-Nouri (Wolverhampton/ Angleterre), Larouci (Sheffield United/ Angleterre), Touba (US Lecce/ Italie), Chaïbi (Eintracht Frankfurt/ Allemagne), Aouar (AS Rome/ Italie), et Gouri (Stade Rennais/ France).

"Le sélectionneur national, Djamel Belmadi a retenu 26 joueurs pour prendre part à cette compétition ainsi qu'au stage précompétitif qui se déroulera à Lo mé, capitale du Togo, du 1er au 10 janvier 2024. Lors de son séjour, les Verts

disputeront deux matchs amicaux, le premier face au Togo, le vendredi 5 janvier, et le second, le mardi 9 contre le Burundi", précise la FAF dans un communiqué. A la CAN-2023, l'Algérie, dont c'est la 20e participation à la CAN, évoluera dans le groupe D en compagnie du Burkina Faso, de la Mauritanie, et de l'Angola. Les Algériens entameront la compétition le lundi 15 janvier face à l'Angola au stade de la Paix à Bouaké (21h00), avant de défier le Burkina Faso le samedi 20 janvier à Bouaké (15h00), puis la Mauritanie le mardi 23 janvier toujours à Bouaké (21h00).

Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleures troisièmes se qualifient pour les 1/8es de finale de l'épreuve. Le sélectionneur national animera dimanche (11h00) une conférence de presse au stade Nelson Mandela de Baraki, pour revenir sur cette liste notamment.



Liste des 26 joueurs :

Gardiens : Mandrea (SM Caen/ France), M'bolhi (CR Belouizdad/ Algérie), Benbot (USM Alger/ Algérie)

Défenseurs : Atal (OGC Nice/ France), Guitoun (FC Metz/ France), Aït-Nouri (Wolverhampton/ Angleterre), Larouci (Sheffield United/ Angleterre), Mandi (Villarreal/ Espagne), Tougaï (ES Tunis/ Tunisie), Bensebaini (Borussia Dortmund/ Allemagne), Touba (Lecce/ Italie), Belaïd (USM Alger/ Alger)

Milieux de terrain : Bentaleb (Lille OSC/ France), Feghouli (Karagumruk/ Turquie), Aouar (AS Rome/ Italie), Chaïbi (Eintracht Frankfurt/ Allemagne), Zerrouki (Feyenoord/ Pays-Bas), Boudaoui (OGC Nice/ France), Bennacer (AC Milan/ Italie).

Attaquants : Mahrez (Al-Ahli SC/ Arabie saoudite), Ounas (Lille OSC/ France), Amoura (Union Saint-Gilloise/ Belgique), Gouri (Stade Rennais/ France), Belaïli (MC Alger/ Alger), Bounedjah (Al-Sadd SC/ Qatar), Slimani (Coritiba FC/ Brésil).

LIGUE 1 MOBILIS (11E JOURNÉE)

Le Big Derby USMA-MCA a accouché d'une souris

Le derby tant attendu entre l'USM Alger et le MC Alger, qui s'est joué vendredi soir au stade du 5-Juillet (Alger), pour le compte de la 11e journée de Ligue 1 Mobilis, s'est finalement soldé par un nul sur toute la ligne à l'exception du spectacle dans les tribunes, au moment où malgré l'infériorité numérique, la lanterne-rouge ES Ben Aknoun a réussi à ramener un bon résultat nul (1-1) de son périlleux déplacement chez l'US Biskra.

En dépit de quelques occasions, de parts et d'autres, les Usmistes et les Mouloudéens n'ont pu se départager dans cette chaude empoignée, marquée par un spectacle grandiose dans les tribunes et ternie sur la pelouse.

Un nul qui fait plus l'affaire du Doyen,

ayant ramené un point de l'extérieur, et qui conforte sa première place au classement général par un 28e point, alors que l'USMA reste scotchée à sa 13e place, avec sept unités au compteur.

En même temps que ce grand derby algérois, la lanterne-rouge ES Ben Aknoun est allée chercher un bon résultat nul (1-1) de son périlleux déplacement chez l'US Biskra, où elle avait commencé par mener (1-0), grâce à Zaouche (20'), avant de concéder l'égalisation devant Zeghnoune (45'+4).

Les Algérois, auteurs d'une belle prestation chez les Zibans, auraient peut-être pu aspirer à un meilleur résultat, mais le fait d'avoir été réduits à dix à partir de la 37e minute de jeu a quelque peu freiné leur élan. Mais ce bon résultat, ob-

tenu dans la difficulté, devrait faire le plus grand bien à l'Etoile, surtout sur le plan psychologique, car il lui redonne confiance en sa capacité à réussir le maintien parmi l'élite. En attendant, l'ESBA qui avait tenu en échec le CRB lors de la précédente journée, quitte la dernière place du classement général, qu'elle occupait seule jusque-là, et rejoint l'US Souf à l'avant-dernière place, avec quatre points pour chaque club.

Un peu plus tôt dans l'après-midi, l'USM Khenchela s'était hissée à la quatrième place du classement général, en battant l'ASO Chlef (2-1), alors que le Paradou AC a été tenu en échec à domicile par une coriace équipe de la JS Saoura (0-0). Un résultat qui fait beaucoup plus l'affaire des Bécharois, car ayant consolidé leur place de Dauphin par un précieux 19e point, alors que le PAC a laissé filer une excellente opportunité d'accrocher le podium, se contentant finalement de partager sa quatrième place avec le CRB, le CSC, et l'USMK, tous ex-aequo avec seize unités au compteur.

Les bonnes opérations du jour sont à mettre à l'actif du NC Magra, et surtout de l'Entente de Sétif, dont la courte mais précieuse victoire (1-0) contre le MC Oran, l'a propulsée à la troisième place du classement général, avec 17 points.

Un but signé Lahemri sur pénalty à la 62e minute de jeu, et c'est pratiquement au moment que Dahmane avait offert la victoire au NCM face à l'USS, également sur pénalty (1-0/65').

Le bal de cette 11e journée de Ligue 1 s'était ouvert jeudi soir, avec un duel de sommet tableau, entre le CR Belouizdad et le CS Constantine et l'avantage a finalement tourné en faveur des Algérois, l'ayant difficilement emporté (2-1).

Wamba avait commencé par s'offrir un doublé aux 16' et 66', alors que les Constantinois avaient attendu les vingt dernières minutes de la rencontre et l'entrée en jeu de Khaldi pour réduire le score (72'). Un précieux succès pour le Chabab, car il lui permet de rejoindre son adversaire du jour à la quatrième

place du classement général avec 16 points, mais avec trois matchs en retard, alors que le CSC n'en compte qu'un. Les péripéties de cette 11e journée s'achèveront le 16 janvier prochain, avec le déroulement du huitième et dernier match inscrit à son programme et qui mettra aux prises la JS Kabylie et le MC El Bayadh.

Résultats partiels et classement

Résultats partiels et classement provisoire de la Ligue 1 Mobilis de football, à l'issue des matchs de jeudi et vendredi, pour le compte de la 11e journée, amputée du match JS Kabylie - MC El Bayadh, ayant été reporté au mardi 16 janvier 2024 :

Jeudi 28 décembre :

CR Belouizdad - CS Constantine 2-1

Vendredi, 29 décembre :

USM Khenchela - ASO Chlef 2-1

Paradou AC - JS Saoura 0-0

NC Magra - US Souf 1-0

ES Sétif - MC Oran 1-0

US Biskra - ES Ben Aknoun 1-1

USM Alger - MC Alger 0-0

Reporté au mardi 16 janvier 2024 :

JS Kabylie - MC El Bayadh

Classement :	Pts	J
1). MC Alger	28	11
2). JS Saoura	19	11
3). ES Sétif	17	10
4). CR Belouizdad	16	8
→). CS Constantine	16	10
→). Paradou AC	16	11
→). USM Khenchela	16	11
8). MC El Bayadh	15	10
→). US Biskra	15	10
→). NC Magra	15	11
→). ASO Chlef	15	11
12). JS Kabylie	14	10
13). USM Alger	8	8
14). MC Oran	6	9
15). US Ben Aknoun	4	10
→). US Souf	4	11.

LIGUE 1 MOBILIS - MC ORAN

Des difficultés en vue du mercato hivernal

Une demande a été formulée par le MC Oran pour inscrire ses huit joueurs recrutés lors du mercato estival, mais qui ne sont pas encore qualifiés, en tant que "joueurs chômeurs" pour pouvoir exploiter les cinq licences autorisées lors du mercato hivernal, a-t-on appris vendredi de la direction de ce club de Ligue 1 de football. La même source a fait savoir qu'elle attendait l'ouverture de la plateforme d'enregistrement des nouveaux joueurs, le 5 janvier prochain, pour inscrire les recrues en tant que "chômeurs" dans l'espoir de les qualifier dès cette date-là, qui coïncidera avec la 12e journée du championnat. La formation oranaise vient juste de bénéficier de la levée d'interdiction de recrutement de la part des Fédérations algérienne et internationale de football (FAF et FIFA) après avoir réglé ses contentieux financiers avec d'anciens joueurs et entraîneurs locaux et étrangers, rappelle-t-on. Cependant, le club est exposé à l'éventualité de qualifier seulement cinq de ses huit recrues estivales si sa demande de les considérer comme joueurs chômeurs venait d'être rejetée. Ce n'est pas tout, puisque les cinq joueurs en question attendront le début de la phase retour pour commencer la compétition car ils seront considérés comme des recrues hivernales, précise-t-on encore de même source. Une éventualité qui compliquera davantage la mission des "Hamraoua" qui rencontrent des difficultés énormes pour suivre le rythme du championnat de l'élite comme l'atteste leur 14e position au classement avec seulement six points (1 victoire, 3 nuls et 4 défaites), tout en comptant deux matchs en moins. Une situation due, selon leur entraîneur Kheireddine Madoui, aux "limites de l'effectif en place composé de seulement 16 joueurs". Le MCO qui rend visite à l'ES Sétif, ce vendredi (16h00) dans le cadre de la 11e journée du championnat, s'est offert, au cours du mercato estival les services de huit joueurs, mais sans pouvoir les qualifier dans ses rangs. Il s'agit des deux gardiens de buts, Boukrit et Della, ainsi que les joueurs de champ, Belharane, Benboulaïd, Dehar, Guenina Oukaci et Motrani.

ITALIE : LA RÈGLE ANTI-SUPER LIGUE CONFIRMÉE

En 2021, lors de la présentation du projet de la Super Ligue, la Fédération Italienne de Football avait instauré une règle contre cette future compétition. Ces jours-ci, le point de règlement a été confirmé : pour la saison 2024-2025, le manuel d'obtention des licences nationales des clubs de Serie A a été mis à jour, suite à la rédaction d'un nouveau passage de l'alinéa 1 de l'article D."L'engagement à ne pas participer à des compétitions organisées par des associations privées et non reconnues par la FIFA, l'UEFA et la FIGC" est donc indispensable pour obtenir des licences de clubs, a fait savoir la FIGC via cette modification.

BARCELONE
GETAFE PRÊT
À RELANCER
LE FLOP
ROMEU

Rapatrié par le FC Barcelone l'été dernier pour tenter de faire oublier Sergio Busquets, le milieu de terrain Oriol Romeu (32 ans, 19 matchs toutes compétitions cette saison) arrivait avec ambition. Malheureusement, l'Espagnol n'a pas réussi à traduire sa joie de retrouver les Blaugrana par de bonnes performances sur le terrain. Pire, de nombreux médias espagnols le considèrent déjà comme un flop retentissant. De quoi le pousser au départ dès janvier ? Aucune issue ne paraît impossible. D'ailleurs, Getafe se montre déjà à l'affût pour relancer l'ancien de Gérone si le Barça n'en veut plus, révèle Mundo Deportivo. Un intérêt confirmé par le président du club de la banlieue madrilène. "Oriol Romeu ? Il n'y a rien d'impossible dans le football. J'ai souvent parlé de Messi. Il était possible pour moi de le faire venir à l'âge de 16 ans. Dans le football, il y a des choses difficiles mais pas impossibles. Nous travaillons sur quatre ou cinq choses très avancées. Nous attendons que l'entraîneur revienne de vacances et donne son accord. Un ou deux renforts pourraient arriver", a assumé Angel Torres. Concernant ce dossier, un prêt avec obligation d'achat serait dans les tuyaux.

CHELSEA
TOTTENHAM
S'ATTAQUE À
GALLAGHER

Orphelin des milieux James Maddison, blessé, puis d'Yves Bissouma et Pape Matar Sarr, qui vont partir disputer la Coupe d'Afrique des Nations, Tottenham est entré en négociations avec Chelsea pour son vice-capitaine Conor Gallagher (23 ans, 18 matchs en Premier League cette saison), tailleur de l'entraîneur Mauricio Pochettino. Le journaliste Gianluca Di Marzio évoque un accord recherché par les Spurs à hauteur environ de 40 millions d'euros. Le milieu des Blues a l'avantage de pouvoir jouer aussi bien dans un double-pivot qu'un peu plus haut, en tant que meneur de jeu, ce qui arrangerait forcément le manager londonien Ange Postecoglou.

INTER
DIMARCO
PROLONGE
JUSQU'EN 2027

Ce samedi, l'Inter Milan a officiellement blindé son piston gauche Federico Dimarco (26 ans, 15 matchs et 3 buts en Serie A cette saison). Déjà sous contrat jusqu'en 2026 avec les Nerazzurri, l'international italien a signé pour une saison supplémentaire, soit jusqu'en juin 2027.

"J'ai rêvé de l'Inter quand j'étais enfant, je l'ai touché, je l'ai vécu, j'ai dû le quitter et puis je l'ai retrouvé quand plus personne n'y croyait. C'est le travail, mais c'est la passion, le soutien, la fatigue, la satisfaction, la souffrance, la joie et l'amour pur", s'est réjoui le Milanais sur le réseau social Instagram.

MAN UTD
TEN HAG A ENCORE
DE L'ESPOIR

Confiant pour son avenir, le manager de Manchester United Erik ten Hag va devoir enregistrer de meilleurs résultats sur la seconde partie de la saison pour conserver son poste. Mais de son côté, le technicien néerlandais a justement de l'espoir pour l'actuel 7e de Premier League. "Les joueurs sont déterminés. Ils ont connu beaucoup d'échecs cette saison, mais nous sommes toujours là. Nous sommes toujours dans le groupe des prétendants à une bonne saison en Premier League. Je suis sûr que cette équipe a faim, qu'elle est très ambitieuse et que nous allons atteindre notre objectif", a clamé l'ex-coach de l'Ajax Amsterdam pour Sky Sports. Si l'objectif est de se qualifier pour la prochaine Ligue des Champions, Manchester United compte actuellement 6 points de retard sur la 4e place occupée par Manchester City, qui a un match en retard.

MAN CITY
HAALAND, ÇA
S'ÉTERNISE...

Blessé au pied depuis le 6 décembre, l'attaquant de Manchester City Erling Haaland (23 ans, 15 matchs et 14 buts en Premier League cette saison) n'est toujours pas proche d'un retour sur les terrains, selon son entraîneur Pep Guardiola. "Haaland ne s'entraîne pas avec l'équipe, non. Seul Kevin De Bruyne s'entraîne avec nous. Mais je ne sais pas, je n'ai toujours pas parlé avec les médecins, donc on verra", a détaillé le manager des Skyblues en conférence de presse. Le Norvégien terminera l'année 2023 avec 50 buts au compteur. L'attaquant d'Al-Nassr Cristiano Ronaldo, 53 réalisations à date, va donc remporter le titre IFFHS Top Scorer 2023, qui récompense le meilleur buteur sur une année civile.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWSGérant
Mourad CherbalDirecteur de publication
Smail OulebsirDirecteur de la rédaction
Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97 »
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.comPUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz

DÉCÈS DE L'ANCIEN MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, LE GÉNÉRAL-MAJOR, À LA RETRAITE, LE MOUDJAHID KHALED NEZZAR

Condoléances du président de la République...

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, vendredi, un message de condoléances à la famille de l'ancien ministre de la Défense nationale, le Général-major à la retraite Khaled Nezzar.

"O toi à me apaisée retourne vers ton Seigneur, satisfaite et agréée, entre donc parmi Mes serviteurs et entre dans Mon paradis".

C'est avec une immense tristesse et une profonde affliction que j'ai appris le décès du Général-major Khaled Nezzar, ancien ministre de la Défense nationale, paix à son âme.

Le défunt fut une éminente personnalité

militaire ayant voué sa vie, pleine de sacrifices et de dévouement, au service de la patrie, à partir des différents postes et responsabilités qu'il a occupés. Face à cette épreuve, nous ne pouvons que nous résigner à la volonté d'Allah.

Comptissant à la douleur de ses proches et ses compagnons, je présente mes sincères condoléances à la famille du défunt et à celle

de l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), priant Allah Tout-Puissant de l'entourer de Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter patience et réconfort aux siens.

"Nous sommes à Allah, et c'est à Lui que nous retournerons", lit-on dans le message de condoléances.

... du président du Conseil de la nation...

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a adressé un message de condoléances à la famille du Général-major à la retraite, ancien ministre de la Défense nationale, le moudjahid Khaled Nezzar, décédé vendredi. "C'est avec une immense tristesse et une profonde affliction que j'ai appris le décès du Général-major à la retraite, ancien ministre de la Défense nationale, le moudjahid Khaled Nezzar, paix à son âme", a écrit M. Goudjil dans son message de condoléances. "En cette douloureuse épreuve, je présente mes sincères condoléances à mes sœurs et frères moudjahidine, à la famille

de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, et aux membres de la famille du défunt, les assurant de ma profonde compassion, et priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter patience et réconfort aux siens", a ajouté le président du Conseil de la nation. "Et fais la bonne annonce aux endurants, ceux qui disent, quand un malheur les atteint : Certes nous somme s à Allah, et c'est à Lui que nous retournerons", a-t-il conclu son message de condoléances.

... du président de l'ANP...

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a présenté ses condoléances à la famille du Général-major à la retraite, ancien ministre de la Défense nationale,

le moudjahid Khaled Nezzar, décédé vendredi. "J'ai appris avec tristesse et affliction la nouvelle du décès du Général-major à la retraite, le moudjahid Khaled Nezzar, puisse Allah Tout-

Puissant lui accorder Sa sainte miséricorde", a écrit le président de l'ANP.

"En cette douloureuse épreuve, je tiens à présenter mes sincères condoléances à sa fa-

mille et à tous les membres des familles révolutionnaire et de l'Armée nationale populaire, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde", a-t-il ajouté.

... et du Général d'Armée Saïd Chanegriha

Le Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a adressé un message de condoléances à la famille du Général-major à la retraite le moudjahid Khaled Nezzar, décédé vendredi des suites d'une longue maladie. "Suite au décès du Général-major à la retraite le moudjahid Khaled Nezzar, ancien ministre de la

Défense nationale, survenu vendredi 29 décembre 2023, après une maladie chronique, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, présente, en son nom et au nom de l'ensemble des personnels de l'Armée nationale populaire, ses sincères condoléances et fait part à la famille du défunt de sa profonde compas-

sion, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis parmi les martyrs et les valeureux saints et d'octroyer à sa famille et ses proches tout le courage et la force en cette dure épreuve. "A Allah nous appartenons et à Lui nous retournerons", lit-on dans le message de condoléances.

Le Général-major à la retraite le moudjahid Khaled Nezzar inhumé au cimetière d'El Alia à Alger

Le Général-major à la retraite, ancien ministre de la Défense nationale, le moudjahid Khaled Nezzar, décédé vendredi à l'âge de 86 ans, des suites d'une longue maladie a été inhumé samedi après-midi au cimetière d'El Alia (Alger).

Les obsèques se sont déroulées en présence des autorités civiles

et militaires en tête desquelles le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, le Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, des membres du gouvernement, des personnalités nationales et historiques, ainsi qu'une foule nombreuse de citoyens.

BILAN DE L'ANNÉE 2023 EN ALGÉRIE

L'Afrique au cœur des événements culturels

La culture africaine a pris une place prépondérante dans les différentes manifestations culturelles organisées en Algérie durant l'année 2023, mettant en valeur avec des chercheurs, des intellectuels et des artistes algériens et africains, les constituants historiques, culturels et civilisationnels de ce continent.

Tout au long de l'année 2023, la dimension africaine était présente à travers une série de manifestations organisées par le ministère de la Culture et des Arts, ainsi que par d'autres événements coordonnés par des artistes et divers acteurs culturels, avec pour but de mettre en valeur les liens communs au patrimoine africain et les diverses influences civilisationnelles que l'Afrique a pu apporter à l'humanité.

Ainsi et lors du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), l'Algérie a choisi pour slogan "Le patrimoine culturel algérien et ses extensions africaines", afin de mettre en valeur les prolongements africains du patrimoine national et le rayonnement culturel et civilisationnel qui les unit.

Le Centre régional algérien pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf) a également organisé, en avril dernier à Alger en collaboration avec l'UNESCO, un atelier de renforcement des capacités des points focaux nationaux de 44 pays africains.

Pour sa part, le Palais de la Culture Moufdi-Zakaria a accueilli, en avril dernier, une exposition d'art organisée par le "Crespiaf", intitulée "Le patrimoine culturel immatériel d'Afrique", qui avait permis de découvrir, entre autre, des éléments du pa-

trimoine algérien classés par l'UNESCO. D'un autre côté, un accord a été signé, en juin dernier à Alger, pour la création du siège du Grand Musée d'Afrique (GMA), qui est inscrit sur l'agenda 2063 de l'Union Africaine pour le secteur de la culture et qui sera hébergé dans la capitale, une instance importante dont les locaux provisoires ont été ouverts à la Villa Boukline, dans le quartier d'Houssein Dey. Dans le domaine des droits d'auteur et des droits voisins, l'Algérie a abrité, en septembre dernier, en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), les travaux de la réunion du Comité régional africain de la Confédération internationale des institutions des auteurs et compositeurs (CISAC), qui a regroupé 15 sociétés africaines de gestion des droits d'auteur, sous le thème de "La numérisation pour une approche efficace des institutions de gestion africaines".

Autres passerelles artistiques

Autre fait marquant de l'année 2023, le 26^e Salon international du livre d'Alger (Sila), organisé sous le haut patronage du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, du 25 octobre au 4 novembre 2023, a été dédié à la célébration du Continent africain sous le slogan "L'Afrique écrit son avenir" réunissant 61 pays, dont 18 nations africaines.

Les acquis historiques communs des pays africains ont été, à cette occasion, présentés et valorisés par différentes figures de la littérature africaine lors de plusieurs rencontres, à l'instar du colloque international intitulé "La communauté soufie algéro-afri-

caine, un soft power pour l'avenir de l'Afrique" ainsi que l'hommage rendu au Président sud-africain, Nelson Mandela (1918- 2013), qui a consacré sa vie à la lutte contre le système de l'apartheid.

Dans le 7^e Art, le Centre algérien pour le développement du cinéma (CADC) a organisé, mai dernier à Tindouf, des rencontres intitulées "Panorama du cinéma sahélo-saharien", marquées par la projection de films algériens et la tenue d'ateliers de formation, ainsi que l'organisation de séminaires sur "Le cinéma africain dans les pays du Sahel" et "Les femmes dans le cinéma du Sahara occidental".

Dans le domaine du quatrième art, la mini stre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, et son homologue sahraoui, Moussa Selma, ont signé, en mars dernier à Boujedour, dans les camps des réfugiés sahraouis, un accord-cadre pour faire progresser la coopération culturelle entre les deux pays et fonder le Théâtre national sahraoui sur des bases professionnelles.

Dans ce contexte, le Théâtre National Algérien a supervisé la mise en œuvre et le suivi d'un programme de formation artistique au profit de jeunes scénaristes et comédiens sahraouis qui s'est soldé par le montage de la pièce "El Khatwa El Akhira" (le dernier pas).

Le domaine de la musique n'a pas été en reste, en ce sens qu'une exposition intitulée "La musique, cœur battant de l'Afrique" organisée en juin dernier au Musée du Bardo à Alger, avait accompagné l'ouverture des locaux provisoires de la GMA à la Villa Boukline, au quartier d'Houssein-Dey à Alger.

CNESE

Le Premier ministre préside la cérémonie d'installation de la nouvelle présidente

Chargé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, samedi, la cérémonie d'installation de Mme Rabia Kherfi en tant que présidente du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), en remplacement de M. Bouchenak Khelladi et ce, conformément à la décision prise par le président de la République le 20 décembre 2023.

A cette occasion, le Premier ministre a mis en avant l'importance majeure accordée par le président de la République à cette instance constitutionnelle consultative, pour la hisser à la place qui lui sied, en tant que partenaire actif pour les activités gouvernementales et un cadre propice au dialogue, à l'analyse, à l'évaluation et à la prospective sur diverses questions économiques, sociales et environnementales". M. Larbaoui a exhorté, en outre, au "renforcement et à l'élargissement de la contribution des différents acteurs de la société civile et de notre communauté nationale à l'étranger à l'action du CNESE dans le souci d'appuyer les efforts nationaux initiés par le président de la République en matière de développement socio-économique et environnemental". Le Premier ministre a présenté, à cette occasion, ses félicitations à Mme Kherfi pour "la confiance placée en sa personne par le président de la République", exprimant sa conviction qu'elle "pourra accomplir ses missions de manière positive, compte tenu de sa compétence avérée et de sa longue expérience dans la gestion du secteur économique".

Par ailleurs, le Premier ministre a présenté ses remerciements à M. Khelladi pour "ses efforts consentis tout au long de sa présidence du Conseil et pour son engagement au service de la patrie". Lors de cette cérémonie, une minute de silence a été observée en hommage au Général-major à la retraite, ancien ministre de la Défense nationale, le moudjahid Khaled Nezzar, décédé vendredi après un long parcours plein de dévouement au service de la patrie.

PALESTINE

Ghaza: l'Afrique du Sud accuse l'entité sioniste devant la CIJ de se livrer à des "actes de génocide"

L'Afrique du Sud a accusé l'entité sioniste devant la Cour internationale de justice (CIJ) de se livrer à des "actes de génocide contre le peuple palestinien à Ghaza", a annoncé vendredi la juridiction, organe judiciaire principal des Nations unies. Dans sa requête, l'Afrique du Sud affirme que les actes et omissions de l'entité sioniste "revêtent un caractère génocidaire, car ils s'accompagnent de l'intention spécifique requise (...) de détruire les Palestiniens de Ghaza en tant que partie du groupe national", a indiqué dans un communiqué la CIJ, basée à La Haye.

Selon le pays, "par son comportement - par l'intermédiaire de ses organes et agents et d'autres personnes et entités agissant sur ses instructions ou sous sa direction, son contrôle ou son influence - à l'égard des Palestiniens de Ghaza", l'entité sioniste manque aux obligations qui lui incombent au titre de la convention contre le génocide, a précisé la CIJ. L'instance a été déposée vendredi, au 84^e jour de l'agression sioniste, déclenchée le 7 octobre contre la bande de Ghaza et la Cisjordanie occupée qui a fait au moins 21.507 martyrs, dont une majorité de femmes et d'enfants. Les quelque 2,4 millions d'habitants de la bande de Ghaza, dont 85% ont dû fuir leur foyer selon l'ONU, continuent d'être confrontés à une situation humanitaire désastreuse.

L'Afrique du Sud avance que l'entité sioniste, "en particulier depuis le 7 octobre 2023, manque à son obligation de prévenir le génocide, ainsi qu'à son obligation de punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide", et "s'est livrée, se livre et risque de continuer à se livrer à des actes de génocide contre le peuple palestinien à Ghaza", selon la juridiction.